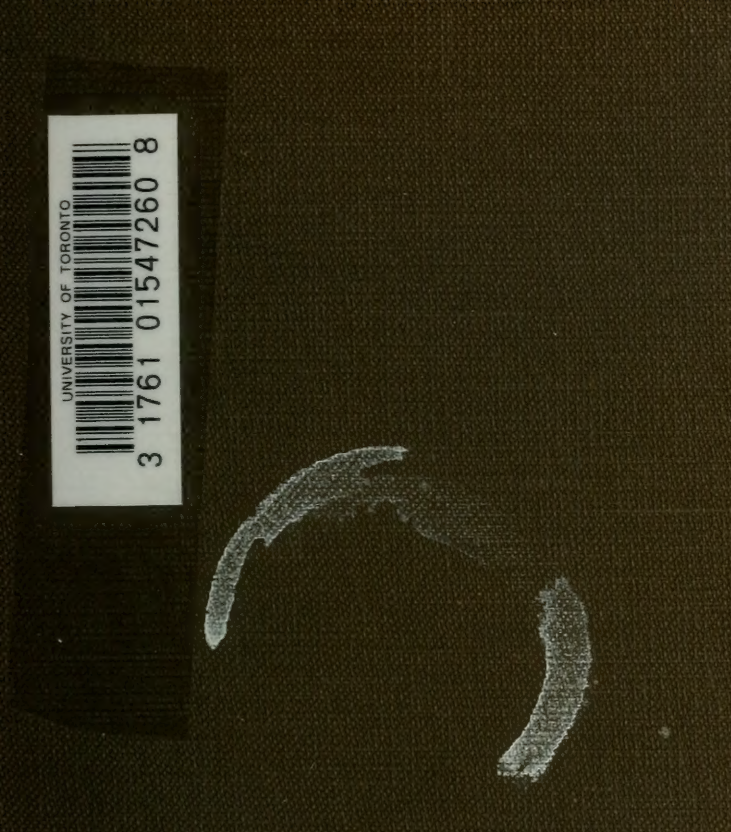

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01547260 8

GALLIENI

DU MÊME AUTEUR

THÉATRE

Guernica (avec P. GAILHARD). Opéra-Comique. Musique de M. VIDAL. (Fasquelle.)
Kermaria. Opéra-Comique. Musique de Camille ERLANGER. (Paul Dupont.)
La Cloche du Rhin (avec G. MONTORGUEIL). Opéra. Musique de Samuel ROUSSEAU. (Flammarion.)
Le Juif Polonais (avec H. CAIN, d'après ERCKMANN-CHATRIAN). Opéra-Comique. Musique de Camille ERLANGER. (Paul Dupont.)
Les Barbares (avec Victorien SARDOU). Opéra. Musique de SAINT-SAËNS. (Calmann-Lévy.)
Orsola. Opéra. Musique de P.-L. HILLEMACHER. (Calmann-Lévy.)
Trilby (avec Ch. LOMON). Comédie-Française. (Calmann-Lévy.)
Fiorella (avec Victorien SARDOU). Londres. Musique de WEBBER. (Enoch.)
Chacun sa Vie (avec Gustave GUICHES). Comédie-Française. (Fasquelle.)
Le Miracle (avec MÉRANE). Opéra. Musique de Georges HÜE. (Choudens.)
Sur le Front. Épisodes de Guerre. Opéra-Comique.
Faublas. Opéra. Musique de Camille ERLANGER. (Théâtre-Musique.

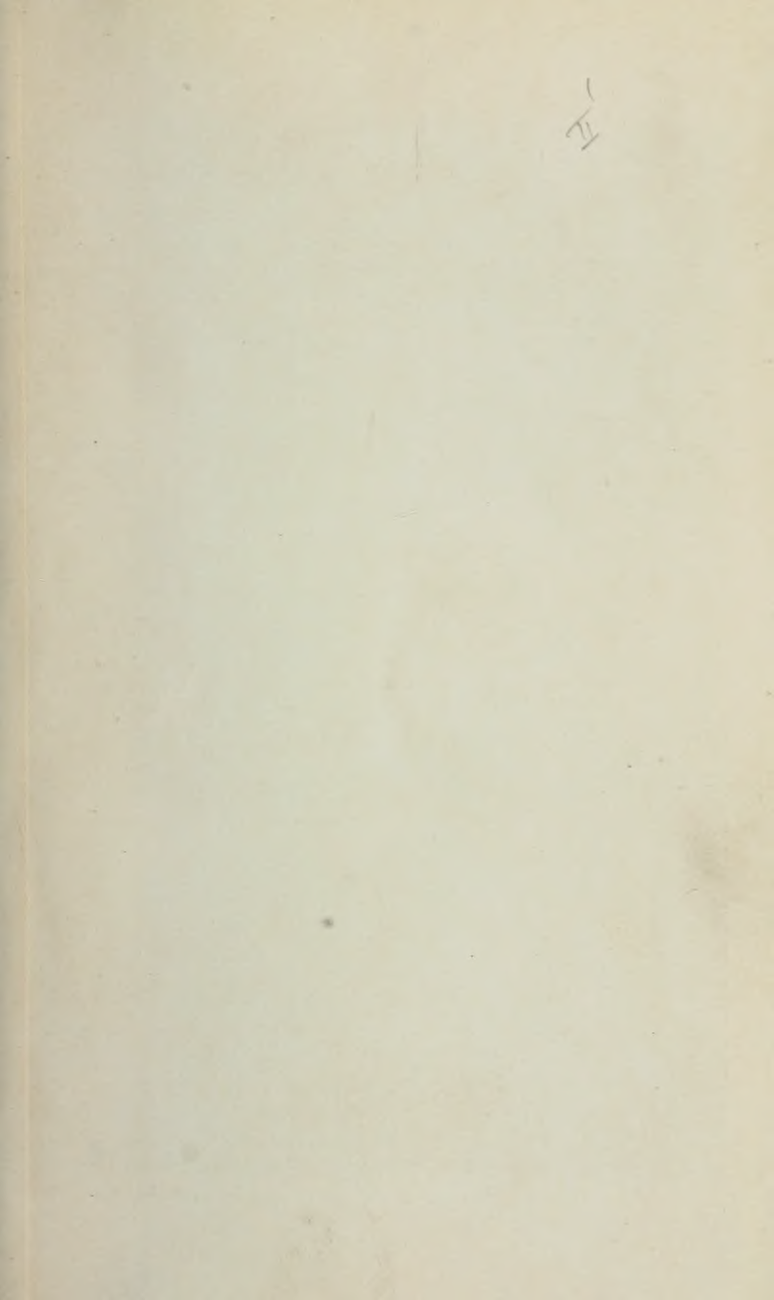
HISTOIRE ET POLITIQUE

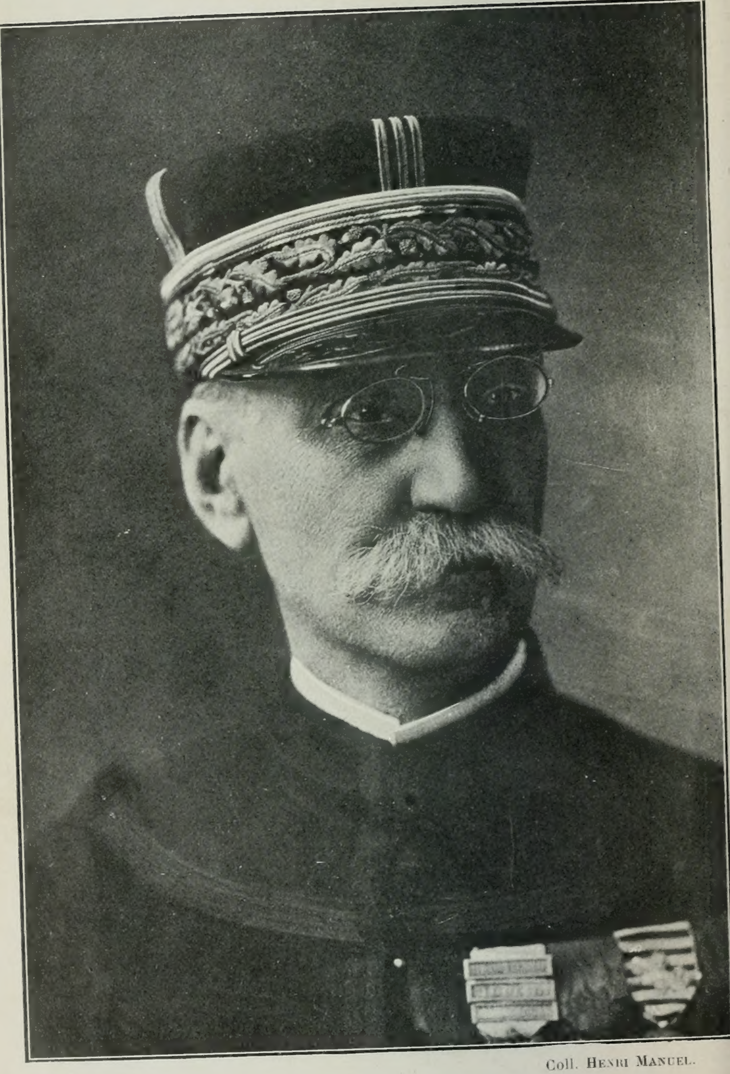
Le Blason Héraldique. La Science du Blason et ses couleurs Moyen Age. (Firmin-Didot.)
Gaucher Myrian (avec LAVIGNE). Salamanque, Toulouse et Paris au XIIIe siècle. (Firmin-Didot.)
L'Ame de Jeanne d'Arc. La Guerre de Cent Ans. (Firmin-Didot.)
Montsalvat. Le Graal et la Guerre des Albigeois. (Flammarion.)
Midi. Gallieni, Jaurès, Verdi, etc. De l'Opéra à la Mosquée d'Omar. (Flammarion.)
Gambetta par Gambetta. Lettres intimes et Souvenirs de famille. (Ollendorff.)
Les Chefs. Études Politiques et de Théâtre. Gambetta, Constans, Barthou, Mme Adam, Sardou, etc. (Flammarion.)
Cinq Ans de Critique et d'Études Militaires dans la *Nouvelle Revue*.

ROMANS

Le Serpent de Mer. (Flammarion.)
Sous le Volcan. (Flammarion.)
Les Atlantes (avec LOMON). (Edit. de la *Nouvelle Revue.*)
La Mamelouke. (J. Rueff.)
Biarritz-des-Goélands. (Edit. de la *Nouvelle Revue.*)
Le Puits des Ames. (Fasquelle.)
L'Opéra Romanesque. (P. Lafitte.)
Les Pirates de l'Opéra. (P. Lafitte.)
Les Brutes. (En préparation.)

GUERRE ET THÉATRE (1914-1918). Mémoires d'un Officier du Général Gallieni et Journal parisien du Directeur du Théâtre National de l'Opéra-Comique pendant la Guerre. In-8°. (Berger-Levrault, 1919.)





Coll. Henri Manuel.

P.-B. GHEUSI

GALLIENI

1849-1916

TROISIÈME MILLE

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1922

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

30 exemplaires sur papier de Hollande numérotés.

GALLIENI

AVANT-PROPOS

Le 6 novembre 1915, lord Kitchener, voyageant d'Égypte à Londres, traversait Paris et venait voir le général Gallieni au ministère de la Guerre. Les deux grands soldats s'étreignirent, devant nous, dans une accolade spontanée; et comme nous nous étonnions de voir si émus ces conquérants de nos épopées coloniales, le géant anglais voulut bien nous expliquer :

— J'ai pour votre Chef une admiration sans égale; car je sais, moi, tout ce qu'il a fait pour son pays. En France, on a l'air de l'ignorer. Si le généra Gallieni était Anglais, il serait comblé de richesses, de titres et d'honneurs. Chez vous, on n'a même pas su, depuis un an, lui donner le haut commandement qu'il mérite; on se contente de lui confier le portefeuille de la Guerre, dont le vrai Ministre est à Chantilly. Votre « politique » finira par le

décourager et ce sera tant pis pour notre victoire militaire! Nous l'attendrons deux ou trois ans de plus, si nous devons l'avoir jamais.

Un peu plus tard, en nous quittant, Kitchener, qui venait d'avoir avec Gallieni un entretien dont ils demeuraient frémissants et graves tous les deux, s'efforça de conclure, pendant que nous le reconduisions :

— Gallieni, par bonheur, au début de septembre, l'an dernier, a commandé les armées de Paris : la bonne étoile de la France a voulu que Von Klück passât alors à sa portée. Sans perdre un moment, votre Général a, tout simplement, sauvé Paris et fixé l'heure, sans lui fort indécise, de l'offensive sur la Marne. Bien entendu, on continuera chez vous à l'ignorer — surtout dans les autres états-majors — comme vos écoliers ignorent que Gallieni leur a conquis un empire colonial nombre de fois plus vaste que la France.

Kitchener avait-il raison? Est-il si difficile d'écrire, de préciser les gestes historiques d'un contemporain parce que sa modestie et sa discipline égalèrent son génie? Mort, doit-il donc à jamais subir les dénis de justice — inconscients ou organisés — dont il souffrit toute sa vie sans se plaindre et sans user son austère passion du devoir?

Ceux qui, dès le lendemain de sa victoire sur l'Ourcq, libératrice de Paris, ont systématiquement omis ou nié sa gloire, se sont efforcés de la limiter à des enthousiasmes d'entourage et

de l'attribuer toute à nos fanatismes d'amitié.

Quelle maladresse et quelle erreur! Tous les témoins de bonne foi, les arbitres impartiaux, les spectateurs informés, militaires ou civils, des heures tragiques de septembre 1914 se sont tour à tour attristés et indignés de voir les augures officiels de la première histoire de la Guerre discuter et vouloir réduire à tout prix la part réelle de Gallieni dans la victoire de la France.

Kitchener en haussait les épaules sans exagérer l'importance de ces tentatives. Et le général Bonnal, le plus illustre de nos « professeurs de guerre », irrité de s'être documenté d'abord à des sources trop filtrées, n'hésitait pas à écrire, une fois de plus, quelques jours avant sa mort, le 13 juin 1917 :

— « J'ai conservé un grand culte pour le Chef trop tôt disparu et qui, s'il eût vécu, nous aurait, depuis longtemps, débarrassés des hordes allemandes... Car je reste convaincu qu'en livrant la bataille de l'Ourcq, Gallieni a sauvé la France. »

Pour Bonnal, en effet, les combats de l'Ourcq, commencés le 5 septembre, à midi, faisaient partie de la bataille de la Marne dont ils n'étaient que le préambule et le « déclic », la veille de l'offensive enfin « déclanchée ». Le savant soldat, éducateur des meilleurs généraux de France, n'hésitait pas à affirmer et même à écrire que Gallieni avait, le premier, « livré la bataille de la Marne ».

Cette formule exclusive, où perce peut-être un

blâme que nous n'avons pas à soutenir, a exaspéré des historiens d'état-major, plus riches néanmoins de souvenirs locaux et personnels que de documents impartiaux.

Autour de Gallieni personne n'a revendiqué pour lui une gloire supérieure à son mérite. Aucun de ses annalistes — ils sont réduits à quelques témoins devant les polémistes nombreux, ralliés et documentés ailleurs — n'a même voulu écrire, avec Bonnal et Clemenceau, que « sans l'attaque de Gallieni sur l'Ourcq, la bataille de la Marne fut demeurée *impossible* », comme l'avait, d'ailleurs reconnu, trois jours avant, le généralissime en personne[1].

Et ceux qui avaient, l'avant-veille, annoncé et préparé la « bataille du Morvan », n'ont pas hésité à soutenir, après l'offensive et la victoire sur la Marne, qu'elles étaient prévues et préparées depuis... Charleroi!

Gallieni jugeait mesquines et stériles ces discussions autour des réalités glorieuses. Il aimait à dire que la part de chacun des grands chefs était assez belle pour ne pas la marchander aux autres; et il s'est éteint, content et consolé, avec la sérénité d'un soldat dont toute la vie de luttes heureuses avait eu pour couronnement l'honneur

1. « En raison des événements depuis deux jours, je ne crois *pas possible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne* avec la totalité de nos forces. » (Lettre du Généralissime au Maréchal French, 2 septembre 1914.)

prodigieux d'avoir sauvé Paris de l'envahisseur.

Par camaraderie ou, peut-être, pour se montrer reconnaissants de quelque geste amical, des publicistes, fermés d'ailleurs aux choses de la Guerre, ont tressé de lourdes guirlandes à certains généraux, au détriment d'autres chefs qu'ils ont absolument voulu méconnaître; ils ont ainsi asséné le pavé de l'ours sur les renommées qu'ils prétendaient instaurer et défendre, même quand on ne songeait pas à les attaquer.

Ces tentatives sont dans l'ordre des choses : il y a toujours eu des Loriquets autour des historiens véridiques et des plus irrécusables témoins.

Vainqueur, Gallieni a souri quelquefois de ces maladresses; il défendait même à ses officiers de leur riposter et de perdre un moment à les confondre.

C'est de cette pensée que s'inspireront les pages qui vont suivre. Le caractère, les actes et la mort du Sauveur de Paris y seront décrits tels que nous les avons connus, sans les mesurer aux services des autres généraux, sans les comparer aux actions des chefs que leurs états-majors, trop passionnés, ont voulu opposer et préférer exclusivement à Gallieni, comme si, dans cette immense bataille de peuples, il n'y avait pas eu assez de gloire pour tous les héros qui en ont mérité.

Pourtant, la grande figure du Gouverneur de Paris en septembre 1914 dominera de si haut l'histoire de ces temps héroïques qu'elle reste

à l'abri des impostures et des fausses légendes.

Nous voudrions, dès lors, résumer toute sa vie comme si notre époque avait déjà passé sur la cendre de Gallieni, ensevelie sous le ciel bleu de Saint-Raphaël et de cette Nice latine où reposent aussi — volontairement soustraits au Panthéon comme les siens — les restes de Léon Gambetta, son précurseur direct dans les annales de notre Paris debout devant les Barbares, parmi les improvisations hardies de la Défense Nationale.

En lui faisant, d'instinct, en 1916, de grandioses funérailles, les Parisiens attestèrent, les premiers, qu'il avait sauvé la Ville; ils le *savaient* sans l'avoir appris et sans pouvoir citer avec précision les ordres mêmes du génie guerrier disparu.

A ceux qui l'ont aimé avant de discerner tout à fait pourquoi, à celles qui sont venues, aux Invalides, amonceler des fleurs au pied de son cercueil, en une détresse ignorante de toutes les raisons qu'elles avaient de pleurer ainsi leur libérateur, je voudrais les raconter ici dans la simplicité de sa vie austère et la franchise ardente de mon amitié.

P.-B. G.

I

LA JEUNESSE DE GALLIENI

Gallieni est né à Saint-Béat, dans la Haute-Garonne.

La bourgade pyrénéenne conquiert, sur un défilé rocheux, la route, les maisons, la berge du fleuve torrentueux où le touriste peut reconnaître encore des assises romaines que les siècles n'ont pas écrasées.

Dans ce défilé de marbres clairs et de cailloux, les lignes ouvrées de main d'homme sont anguleuses et hautes; elles ont la gracilité robuste de la pierre et sont taillées à grands coups de pics et de marteaux.

Il y a ainsi, entre la silhouette du vainqueur de l'Ourcq, son visage aux traits osseux et l'aspect de la montagne qui l'a vu naître, une sorte de parenté d'images et d'affinités originaires. Elle pourrait bien avoir doué l'âme du grand soldat des forces rudes et âpres que le paysage natal a dressées autour de son berceau.

L'acte de naissance du Maréchal nous apprend que Gallieni (Joseph-Simon) est né à Saint-Béat, le 24 avril 1849, à cinq heures du matin. Il était fils de Gaétan Gallieni, lieutenant au 21e d'Infanterie légère et de « dame Françoise Périssé, ménagère », selon le libellé désuet de la vieille mairie. Il nous fait connaître aussi, puisque le père est officier en activité de service et l'un des témoins « sergent de ville », que la modeste bourgade avait une garnison militaire et une organisation municipale très complète.

La grand'mère de l'enfant était « Simone Bazus, veuve Périssé », dont le nom atteste une très ancienne origine montagnarde, fixée dans la géographie de la vallée voisine, entre Marignac et Bagnères-de-Luchon.

A la race pyrénéenne de sa mère Gallieni dut sa laborieuse ardeur d'écolier modèle, toujours plus absorbé que songeur; car le rêve se brise vite aux rochers de l'étroite gorge et mure les lointains d'une paroi de réalités. C'est à peine si le sang septimanien et ligure de son père laissait sa jeune imagination dériver dans les rapides de la Garonne encore sauvage, se heurter avec elle au premier angle du défilé, gagner les plaines et les villes pour se perdre enfin dans l'Océan où cinglent les navires des colonisateurs dont les récits, illustrés de croquis héroïques, passionnèrent la première enfance de Gallieni.

Saint-Béat, que les Romains appelaient le Pas-

sage-du-Loup (*passus lupi*) était une de ces petites garnisons-frontières où, de temps immémorial, quelque vieux légionnaire commandait un détachement de soldats.

Ceux-ci, gardiens du seul accès de la vallée d'Aran vers la plaine française — car, en dépit des géographies, cette combe espagnole est isolée de l'Espagne et n'a d'accès normal que sur la France — ne tardaient guère à redevenir, aux confins rustiques du territoire, ces guerriers-colons de l'ancienne Rome qui, maniant ensemble l'épée et la charrue, veillaient à la sécurité et à la défense sanitaire du peuple souverain.

Le lieutenant Gallieni qui les commandait était un homme mûr, fils d'un sujet de Napoléon, Milanais du premier Empire, qui avait, jadis, été professeur en Italie et collègue de Volta. Gaulois de pure origine, ainsi que le prouvaient son nom, son teint de moisson provençale et toutes les traditions d'une famille se qui ramifiait — comme celles de Colomb, de Jules II, de Bonaparte, de Masséna, de Gambetta et de Garibaldi — de la Lombardie et sa côte génoise à la Corse et de la Camargue à l'Olona, l'aïeul du grand colonial avait, en les dirigeant sur la France, rendu les siens à ses propres origines.

Ils les retrouvaient confusément, aux bords de la Garonne, torrentueuse à demi, dans les énormes puits carrés, encore béants en plein marbre, d'où furent extraites les colonnes mono-

lithes des places romaines ou les statues sacrées des artisans de Martres-Tolosane.

Le capitaine Gaétan Gallieni prit sa retraite militaire à Saint-Béat; il y devint conseiller municipal et maire. Il eut, avant sa mort, l'orgueil de voir son fils jeune colonel déjà illustre; car il s'éteignit à 89 ans, le 23 janvier 1894.

Il était né à Pogliano (province de Milan), dans la Cisalpine italienne fondée par Bonaparte, vainqueur des Autrichiens, comme le père de Gambetta, Génois de Celle-Ligure, dont la parenté « française » réside encore aux environs de Savone, d'Albissola à Montenotte et jusqu'à Florence, dans le Sud-Est de cette Ligurie antique qui eut jadis pour frontières extrêmes la rive gauche de la Loire et l'embouchure de l'Arno.

Dans sa calme et modeste maison natale, au quartier du Gravier, Gallieni n'a passé que ses premières années d'enfance. Il fut mis, très jeune, au Prytanée militaire de La Flèche, pour y préparer Saint-Cyr.

Sylvain, le doyen de la Comédie-Française, le poète Jean Richepin, le futur général Drude y furent ses condisciples. Ses vacances annuelles le confinaient surtout chez lui tant il était laborieux et acharné au travail, ou bien, en amont de la maison familiale, dans la vigne plantée par son père, sur la route de Fos, dont la « chartreuse » fait songer aux villas latines des vieux soldats de Pompée : une chambre unique au premier;

en bas, un cellier; devant la porte, un figuier géant et trapu; au flanc de la maisonnette, un balcon de bois, croulant sous les glycines et la vigne vierge.

Devant ce jardin de Méliande, conquis sur la montagne pierreuse, s'endort la vallée, vers le Pont-du-Roi, et guette éternellement la tour à demi-ruinée du *passus lupi* des Romains.

La maison de Saint-Béat, blottie contre le roc, dans un recoin élargi de la grande route, n'est plus aujourd'hui, assez loin de la statue neuve du « Maréchal », qu'un reliquaire des souvenirs de son enfance.

La fenêtre profonde où il lisait encadre un paysage que des industries modernes ont un peu changé; mais le chemin du Val d'Aran y conduit toujours les mêmes groupes errants et silencieux; de l'autre côté de la rivière, la montagne boisée borne la vue comme un morne des pays créoles.

Et l'on comprend mieux, dans ce modeste intérieur, peuplé de reliques, l'enfance disciplinée et studieuse de celui qui, toujours trop jeune au gré de ses rivaux, n'avait jamais eu le loisir d'être un enfant.

A son premier retour de Madagascar, le Général nous avoua qu'il connaissait fort peu ses montagnes natales, en dehors des excursions qu'il avait pu y boucler à pied. Nous nous fîmes une joie de l'y piloter, à cheval ou à bicyclette, avec les siens,

de Luchon à Vénasque et de Bosost à Marignac, par l'Entécade, Superbagnères, Sauvegarde et le Portillon.

Son âme simple et grande, que n'avaient pu blaser les sites les plus célèbres de l'Afrique et d'Extrême-Orient, s'émerveilla des beautés farouches de son pays natal. Il demeura parfois pensif devant les hauts panoramas de ces Pyrénées dont ses regards d'enfant n'avaient autrefois admiré que les cimes blanches.

Mais ce fut lui qui, dans les sentiers muletiers, montra l'endurance la plus inlassable et le pied le plus sûr; car, partout où il est passé, ce chef latin, si paisible et si froid en apparence, s'est révélé, à la tête de ses colonnes, le meilleur marcheur des explorateurs modernes et le plus enjoué des entraîneurs d'infanterie.

Le jour où, malgré son infatigable jarret de montagnard, il a dû, pour s'aliter à Versailles, suspendre le plus essentiel de ses exercices quotidiens et, quelquefois, de jour et de nuit, Gallieni venait d'entrer dans l'ombre immobile de la mort.

***

Mme Martin, sœur de Gallieni, habite encore la maison natale de Saint-Béat. Compagne des vacances de son frère, elle se souvient de leurs jeux avec émotion et conserve pieusement les reliques du passé. C'est surtout le Saint-Cyrien

qu'elle se rappelle le mieux et les studieux loisirs qu'il venait goûter à Méliande.

Du Prytanée de La Flèche, le fils du capitaine Gaétan Gallieni était, pour ainsi dire « de plain-pied », passé à Saint-Cyr, en 1868, comme élève de la promotion de Suez. Richard O'Monroy, son condisciple, raconte comment, au lendemain de la déclaration de guerre, en 1870, les élèves de deuxième année furent nommés sous-lieutenants :

— « Le 14 juillet 1870, écrit-il, on aurait pu croire le « vieux bahut » en révolte. C'étaient des cris, des hourras, des applaudissements frénétiques; les képis volaient en l'air; dans la cour Wagram, on brûlait livres et cahiers. Motif : un adjudant, debout sur le perron, avait lu la nouvelle suivante :

« Ordre. *La guerre est déclarée.* Les anciens sont nommés sous-lieutenants par décret impérial du 14 juillet. Ils rejoindront leur corps le 15. »

« Jamais on ne vit à Saint-Cyr un spectacle semblable. C'était du délire : on pleurait, on s'embrassait. La journée fut dure pour ceux qui avaient la charge de nous garder jusqu'au lendemain et le général de Gondrecourt, commandant l'École, eut l'idée de nous faire exécuter une marche militaire pour calmer nos nerfs surexcités.

« Je ne sais trop, cependant, si, au milieu de cette effervescence juvénile, la discipline n'aurait pas eu à subir quelques accrocs, lorsque l'officier de

jour, le capitaine Boulanger — celui qui devait être plus tard le Ministre célèbre — eut une inspiration géniale. Il commanda :

— « *Officiers*, par le flanc droit ! »

« Et, flattés, attendris par ce beau titre qui résonnait pour la première fois à nos oreilles, nous reprîmes une impeccable correction. »

Gallieni, déjà, avait opté pour l'Infanterie de marine. Nommé sous-lieutenant au 3e régiment colonial, le nouveau promu fait ses premières armes sous les ordres du général de Vassoigne, passe, deux mois après, dans la division Martin des Pallières, la fameuse « division bleue », qui soutient à Bazeilles, les 31 août et 1er septembre, le combat épique autour de la « Maison des Dernières Cartouches ». Sous les ordres du fameux commandant Lambert, notre sous-lieutenant, légèrement blessé à la tête — son képi, dans le reliquaire de Saint-Béat, portait la trace de la balle allemande qui, mieux ajustée, eût terminé là l'une de nos plus glorieuses carrières de soldat — est fait prisonnier à Sedan, subit les tristesses de la captivité en Allemagne, où il s'isole dans l'étude de la langue ennemie et rentre en France le 11 mars 1871.

Il s'était déjà, au cours de cette brève et héroïque campagne, lié d'étroite amitié avec celui qui devait être le maréchal Kitchener, jeune officier débutant comme lui, en qualité d'engagé volontaire, dans les rangs de l'armée française.

Promu lieutenant au 2e régiment d'infanterie de

marine, le 25 avril 1873, Gallieni avait inauguré sa carrière d'outre-mer dans l'île paradisiaque de la Réunion, non loin de Madagascar, où il devait si brillamment terminer les neuf dernières années de son service colonial.

Le 11 décembre 1876, il obtient son envoi aux tirailleurs sénégalais et, quelques jours après, s'embarque pour Dakar. C'est là que, précocement mûri par de fortes études, déjà en possession d'une personnalité de chef à l'ascendant mystérieux, Gallieni va donner sa mesure et laisser pressentir ses hautes destinées.

Aux avant-postes conquis sur l'impénétrable Afrique noire, le jeune officier se distingue par sa sagesse, sa fermeté, la sagacité de ses méthodes diplomatiques et militaires. A l'école du grand Faidherbe, fondateur de notre colonie du Sénégal, sous les yeux attentifs de Brière de l'Isle, le meilleur de ses disciples après l'Année Terrible, Gallieni étudie une méthode efficace de pénétration dans la région inconnue et accidentée qui sépare le Sénégal du Niger.

Les races noires de ces territoires, interdits aux blancs depuis Mungo-Park — qui avait fait, sous le Directiore et le Consulat, une exploration rapide des pistes et des villages indigènes — étaient fermées à notre influence et hostiles à toutes relations. Il fallait d'abord les rassurer, gagner leur confiance et, avant tout, leur neutralité.

De Médine, de Bakel, nos postes extrêmes au seuil de l'inconnu, il s'agissait de traverser les états d'Ahmadou, roi de Ségou, fils du fondateur de l'empire des Toucouleurs, qui régnait sur un chaos de peuplades guerrières et fanatiques, en lutte continuelle les unes contre les autres, mais unies d'instinct contre toute pénétration européenne.

Gallieni se prépara à cette mission périlleuse en étendant ses relations jusqu'au cœur de ces districts sauvages. Appelé par Brière de l'Isle à la direction des affaires politiques de la colonie, le jeune officier, promu capitaine le 22 mars 1878, remplit brillamment les missions les plus délicates en Sénégambie.

Pendant le rude hivernage de 1879, alors que tous les fonctionnaires vivent encore sous la terreur d'une effroyable épidémie de fièvre jaune, Gallieni — convalescent échappé par un miracle d'énergie au terrible fléau, — va reconnaître la vallée du Haut-Sénégal jusqu'à Bafoulabé pour étudier le tracé du chemin de fer qu'il doit diriger vers le Niger.

Cette exploration triomphe de toutes les difficultés et amorce l'expédition hardie de l'année suivante, parmi les plus turbulents vassaux d'Ahmadou, du Logo et du Natiaga, au pays inconnu des Malinkés et des Bambaras.

C'était, brusquement, le saut dans l'inconnu; mais il fallait gagner de vitesse les Anglais, partis de la Gambie et assurer à la France la priorité

d'une conquête dont les résultats seraient incalculables.

Le capitaine Gallieni partait en explorateur qui pensait avoir tout prévu et tout préparé. Après des luttes épiques et des aventures inouïes dans les ténèbres de l'Afrique Occidentale, il allait reparaître, vingt mois après, en conquérant, en héros auréolé d'exploits et de légendes.

II

SOUDAN

Si le capitaine Gallieni, le jour de son départ avec Piétri, Vallière, Tautain et Bayol, n'avait pas eu l'idée de répartir et de cacher 4.000 cartouches dans les cantines des officiers blancs, ils ne seraient jamais revenus de leur expédition.

Il y a eu ainsi, dans la vie de notre grand colonial — ce qui l'a fait passer, aux yeux de ses soldats, pour un voyant surhumain — nombre de ces pressentiments impérieux. Ils étaient, en réalité, les manifestations logiques de ce génie de la méthode et de la prévoyance qui a fait de Gallieni le fondateur d'une tactique de conquête et d'organisation, illustre dans le monde entier, — mais surtout hors de France.

Guillaume de Prusse lui-même, le futur vaincu de l'Ourcq, de la Marne, de Verdun et d'Amiens, s'inclinait devant la supériorité sans rivale de notre Maréchal. Lors d'une expédition en Extrême-Orient, où toute l'Europe dut envoyer des troupes,

le Kaiser refusa de mettre son Waldersée sous le ordres d'un chef français, à moins que le commandement international ne fut aux mains de Gallieni.

La colonne française partit de Médine, sur le Haut-Sénégal, le 22 mars 1880, franchit tout le Natiaga, gagna Bafoulabé, suivit la difficile vallée du Bakhoy, fit signer des traités avantageux à Diouka-Moussa et à Sambakhoto, rois nègres des régions inexplorées encore, ainsi qu'aux chefs noirs de Badumbé et de Fangalla. Les nôtres s'enfoncent ensuite, hardiment, dans le Fouladougou, retrouvent à Goniokori les traces presque centenaires de Mungo-Park et parviennent à Kita sans éprouver de pertes.

De là, Gallieni, après avoir conclu, le 25 avril, le traité qui plaçait tous les territoires de Makadougou et de Tokonta sous le protectorat exclusif de la France, et envoyé le lieutenant Piétri explorer à fond le Ba-Oulé, se dirige sur le Niger et Bammako par Bangassi et le Bélédougou.

Il parvient à Dio, à travers des forêts sauvages. Soudain, des milliers de Bambaras et de Béléris se jettent sur lui, encerclent sa petite troupe, la taillent en pièces, enlèvent les convois et se ruent au massacre des blancs.

Gallieni, ralliant ses spahis survivants et une poignée de tirailleurs, dégage Tautain, repousse les Bambaras dans une suprême trouée à l'arme blanche et, rassemblant les débris de sa troupe,

les jette hardiment vers le Niger, qui n'est plus qu'à cinquante kilomètres de la forêt du guet-apens.

On devine ce que fut cette retraite désespérée. Il s'agissait de progresser sans répit, les armes hautes, à travers une nuée d'ennemis fanatisés, avec un convoi de blessés et de malades, des bêtes fourbues, une troupe exténuée, réduite à trente fusils se chargeant par la culasse, en se couvrant d'une arrière-garde qui n'arrivait à dégager la colonne que par d'incessantes charges à la baïonnette.

Gallieni dirige son monde dans l'inextricable massif montagneux, se guidant le jour sur le soleil, la nuit sur les étoiles, à travers les embuscades, les corps-à-corps meurtriers, les salves soudaines, jaillies à bout portant des buissons, des rochers et des arbres.

Il était si profondément aimé de ses soldats noirs, il avait su leur inspirer tant d'affection et de confiance en lui que ces braves gens, indigènes de Sadioka, spahis de Barka, laptôts du vieux Samba-Ouri — tombé l'un des premiers sous les balles des Béléris — et tirailleurs d'Alassane se jetaient devant lui, à chaque décharge mortelle, pour le couvrir de leurs corps. D'ailleurs, lui tué, ils étaient perdus et le savaient bien.

La nuit, la petite colonne, à bout de forces, tantôt enlisée dans les marigots et tantôt perdue parmi des défilés âpres et souvent sans issues,

gagne du terrain sur les Bambaras que les ténèbres immobilisent, paralysés de superstitions. La situation est critique : encore une journée de combat et c'est l'extermination totale des survivants. L'audace du désespoir galvanise la troupe aux abois : le Capitaine, seul et sans armes, impose ses volontés aux indigènes du premier village rencontré en versant soudanais; subjugués, ils interdisent aux Béléris de poursuivre le chef blanc, réduit à une provision de quelques cartouches, juste ce qu'il fallait pour périr glorieusement en un suprême assaut.

Heureusement, les détachements de Piétri et de Vallière, arrivés sans encombre sur le grand fleuve, par deux autres routes, attendent Gallien à Bammako. La nouvelle du désastre de Dio y est parvenue déjà; les riverains du Niger, redoutant la poursuite des féroces Bambaras, se montrent réservés envers les Français. Ceux-ci, sans hésiter et après une seule nuit de repos, ont l'audace, la folie épique de continuer leur voyage sur Ségou, emportant leurs derniers bagages et leurs blessés, pour accomplir auprès du sultan Ahmadou leur mission de conquête.

C'est avec cette poignée de survivants après Dio, munis de quelques cartouches confiées aux meilleurs tireurs et de « trente grammes de quinine en tout » — au seuil des plaines de la fièvre — que Gallieni, s'enfonçant dans l'inconnu, quitte la rive fétichiste, débarque chez les Toucouleurs

musulmans et se livre à la discrétion du sultan de Ségou.

— Aux yeux des indigènes, écrit-il, avec une simplicité magnifique, le parti le plus énergique est toujours le meilleur : il est certain qu'en regagnant précipitamment le Sénégal, après le pillage de Dio, nous aurions porté un coup funeste à l'influence française, encore naissante dans ces régions.

— Pourtant, nous disait naguère un des grands chefs de notre armée, nos plus braves officiers coloniaux seraient, en de telles circonstances, revenus à Saint-Louis, pour y organiser les représailles d'une autre campagne. *Seul*, Gallieni pouvait avoir l'audace de marcher vers Ségou, comme il devait avoir, en 1914, l'idée hardie de sortir de Paris pour entrer dans le flanc droit des Allemands, à quarante kilomètres de sa base.

Gallieni et les siens, arrêtés à Nango par la fièvre, y négocient interminablement avec Ahmadou; car le sultan n'ose ni voir le capitaine, ni recevoir la mission dans Ségou. Sans cadeaux à distribuer, environnés d'espions et de légendes, les cinq blancs, malades d'épuisement, échangent avec l'almamy, toujours défiant et de mauvaise foi, des émissaires dont les dialogues vont durer des mois et des semaines.

Sans papier, sans livres, souvent mal nourris, entourés néanmoins de l'affection fidèle de leurs hommes que l'on n'arrivait pas à faire déserter, minés par la dysenterie et par la fièvre, Gallieni

et ses officiers devaient rester plus de dix mois dans cette sorte de captivité angoissante, s'attendant tous les matins à être décapités par ordre d'Ahmadou, pour venger sur eux les mauvaises nouvelles que le tyran noir recevait des peuplades révoltées contre lui.

Le dénuement de la mission, dans Nango gardée à vue, devenait intolérable et, sauf Gallieni, tous les survivants commençaient à désespérer : ils n'attendaient plus que la mort lorsque, le 31 octobre 1880, les envoyés du sultan de Ségou vinrent, à Nango, commencer les négociations du traité de paix que le Capitaine ne cessait de réclamer depuis tant de mois, en ambassadeur libre et redouté d'un pays suzerain.

Le 5 novembre, le capitaine Gallieni, captif prestigieux, malade et sans ressources, par le seul ascendant d'une âme indomptable et d'une volonté dont l'énergie, aux yeux des Bambaras et des Toucouleurs, brillait en flamme claire dans l'acier bleu de son regard et l'avait, à plusieurs reprises, sauvé de l'assassinat, — Gallieni signait, au nom de la France, le traité de Nango : il nous donnait le protectorat du Niger, depuis ses sources jusqu'à Tombouctou et assurait à l'influence et au commerce de notre pays la possession du Soudan arrosé par le grand fleuve.

Mais, le 28 janvier, Ahmadou n'avait pas encore signé, le jour du cinquantième accès de fièvre du Capitaine, qui résistait encore comme, deux

années auparavant, il avait su guérir, presque seul, de la fièvre jaune, à force d'énergie. La prise de Kita et de Goubanko par une colonne volante de Sénégalais exaspère de nouveau le tyran de Ségou. Cette fois, c'en est fait, semble-t-il, de Gallieni et des siens. Mais, devant la menace d'être traité en otage responsable, le Capitaine, *mandant à ses vengeurs l'ordre de ne tenir aucun compte de son sort*, a l'audace heureuse de menacer à son tour le sultan des pires représailles, s'il ne le renvoie pas immédiatement, traité signé, à Saint-Louis avec ses compagnons.

Cette violence désespérée réussit. Le 10 mars, Ahmadou fait porter à son « captif » le traité signé de sa main; et, le 21 mars, Gallieni, hissé sur un cheval, quitte Nango, escorté des officiers et des dignitaires du despote noir; il rejoint enfin la colonne Borgnis-Desbordes, le 5 avril 1881, après quatorze mois de fatigues, de combats et d'aventures d'où les « blancs » de Dio ne seraient jamais revenus sans l'indomptable force d'âme de leur jeune chef.

***

Ce triomphe retentissant valut à Gallieni l'étoile de la Légion d'honneur, la Médaille d'or de la Société de Géographie et un éclatant avancement. Chef de bataillon le 20 juin 1882, le héros de Nango devait être promu lieutenant-colonel en 1886,

après un temps de repos à la Martinique, où il allait terminer sa convalescence.

Envoyé encore en Afrique, sur sa demande, avec un titre et un commandement créés pour lui, Gallieni retournait au Sénégal pour y réaliser de nouvelles conquêtes.

En 1886, il est en effet nommé Commandant supérieur du Soudan français, menacé, au Nord par Ahmadou, à l'Est par Samory, au Sud par Mahmadou-Lamine qui venait de mettre le Bondou à feu et à sang et de saccager nos zones militaires jusque sur la rive gauche du Sénégal, tandis que son fils Soybou en menaçait la rive droite. L'expédition dura deux ans.

Elle avait été préparée avec cette méthode inédite, ces soins prévoyants et réfléchis qui devaient, désormais, caractériser le génie organisateur de Gallieni dans toutes ses conquêtes coloniales et perfectionner si rapidement cette « tactique de pacification », aujourd'hui célèbre et à laquelle la France doit les plus vastes contrées de son empire au-delà des mers.

— On savait, a écrit Gallieni, que la campagne serait pénible et mouvementée. Il n'en fallait pas plus pour que les demandes de prendre part à l'expédition affluassent nombreuses et bien au-delà du nécessaire. J'avais songé à m'assurer, tout d'abord, le concours de mes deux anciens compagnons d'exploration dans mon voyage à Ségou. Le commandant Vallière, chef de bataillon d'infanterie de marine, consentit à m'accompagner comme chef d'état-major. Le docteur Tautain, qui exerçait alors la médecine à Paris, se reprit de la nostalgie du Soudan et se prépara aussi à

s'embarquer. Je lui destinai le commandement du cercle de Bammako, sur le Niger. Notre camarade Piétri n'était plus là, hélas! Le choléra l'avait enlevé un an auparavant, au Tonkin, lui que les fièvres du Soudan et les balles des nègres africains avaient si longtemps épargné, pendant ses campagnes en Sénégambie.

Quant aux troupes de l'expédition, il fut décidé qu'elles comprendraient : un bataillon de tirailleurs sénégalais de 1.000 hommes, une division de spahis sénégalais, une compagnie d'infanterie de marine, une compagnie d'ouvriers d'artillerie et environ 150 canonniers pour le service des pièces et des convois... J'insistai aussi pour emporter avec moi un armement perfectionné. Je voulais compenser par là l'infériorité numérique des troupes de l'expédition et leur faciliter la rude tâche qu'elles allaient avoir à accomplir. Je fus donc autorisé à faire embarquer, à Bordeaux, 600 fusils à répétition, du système Kropatscheck, 2 pièces de 80 millimètres de montagne et un canon-revolver Hotchkiss de 37 millimètres.

L'expédition, réunie à Arondou, au confluent du Sénégal et de la Falémé et à Kayes, nouveau chef-lieu du Soudan français, créé par Gallieni, commence le 12 décembre 1886. Ses deux colonnes, mises en marche à 200 kilomètres de distance, doivent, à travers des régions hostiles et inconnues, se rejoindre le 25 décembre sous les murs de Diana, place d'armes de Mahmadou-Lamine.

Au prix de difficultés inouïes et après avoir triomphé des Talibés à Soutouta, Saroudian et Sanoundi, Gallieni et Vallière arrivent ensemble devant Diana, précipitamment évacuée par le marabout et emportée sans coup férir. On trouve dans la case du chef — tant il a mis de hâte à s'enfuir — la peau de lion qui lui servait de siège,

ses sandales et son Coran. La ville rebelle est incendiée, le marabout poursuivi, ses bagages et ses approvisionnements enlevés à Kagnibé, après un engagement qui se termine par la capture des dix-sept femmes du marabout. Elles s'attendaient à être massacrées; on leur fit demander si elles voulaient épouser des tirailleurs. Elles y consentirent avec allégresse; et le Colonel, qui, après l'action, s'occupe surtout de la santé et du moral de ses hommes, préside lui-même au mariage des captives avec les soldats cités à l'ordre par leurs chefs.

La prise de Diana eut des résultats considérables : le 1er janvier 1888, les chefs du Diakha, du Tiali, du Niéri, du Gamou et de tous les États situés entre le Bondou et la Gambie s'engageaient, par serment sur le Coran, à fermer leurs villages à Mahmadou-Lamine et donnaient leurs fils en otages pour être élevés, selon la conception ingénieuse de Gallieni, dans nos écoles du Soudan. Tous leurs territoires étaient, par traités, placés sous le protectorat exclusif de la France et nos limites y gagnaient 300 kilomètres vers le Sud, dans des régions qu'aucun Européen n'avait explorées depuis Mungo-Park, en 1805.

En même temps, la colonisation et l'administration du pays étaient organisées, les routes carrossables poussées jusqu'à Bafoulabé et vers le Niger, les défrichements et les cultures réalisés à l'abri des forts, des villages nouveaux fondés

et multipliés, les pillages punis, les voies ferrées prolongées.

C'était l'œuvre personnelle du Colonel, l'application de ses idées, le triomphe de sa méthode, à la fois précise, souple et féconde en résultats immédiats d'une incalculable portée.

Il apprend à Badumbé le succès de la mission Péroz qu'il a envoyée à Bissandongou, auprès de Samory : le puissant almamy du Ouassoulou, comme Ahmadou lui-même, avait cru à la réussite de Mahmadou-Lamine; la victoire de Gallieni l'impressionnait en notre faveur et il signait, le 23 mars 1887, le traité qui donnait le Niger pour frontière à nos possessions, ouvrait librement à notre commerce les territoires immenses de Samory et nous faisait voisins des Anglais de Sierra-Leone et de la république de Libéria.

Le fils de Mahmadou, Soybou, capturé à Dikokori par nos soldats, après une résistance héroïque, fut amené à Gallieni :

— J'aurais voulu, écrivait le Colonel[1], faire grâce au prisonnier; mais tout acte de clémence aurait été considéré comme une faiblesse. C'était Soybou qui avait dirigé le siège de Bakel, un an auparavant, et qui, à la tête de ses fanatiques Talibés, avait incendié les villages environnants, pillé les dépôts de marchandises et fait mettre à mort les malheureux tombés en sa possession. Le lieutenant Reichemberg réunit donc, sur mon ordre, une cour martiale, dans laquelle entrèrent deux traitants de Bakel, choisis parmi ceux qui avaient défendu la ville lors du siège.

1. *Deux Campagnes au Soudan Français* (1886-1888). Hachette, 1891.

Mais, pour atténuer en quelque mesure le sort du fils de Lamine, j'avais prescrit qu'il mourrait en soldat, au lieu d'être décapité, suivant la coutume des indigènes... Il fut reconnu coupable et mené aussitôt devant le peloton d'exécution. Son visage exprimait toujours la plus grande sérénité et à l'officier qui lui demandait s'il n'avait rien à dire avant de mourir, il répondit : « Remercie le Colonel de me tuer avec ses fusils et de ne pas me rendre indigne du séjour d'Allah. » Il tomba sous les balles des tirailleurs et fut enseveli sous un énorme baobab, que l'on aperçoit près de l'embouchure de la Falémé, lorsqu'on passe en bateau devant le village de Goutioubé, où avait eu lieu l'exécution.

Le 12 avril 1887, le nouveau traité signé entre Ahmadou et Gallieni couronnait la grande œuvre du Colonel; le sultan plaçait ses États présents et à venir sous le protectorat français, ouvrait ses possessions à nos traitants et autorisait la navigation de nos bâtiments sur le Niger et ses affluents. Enfin, le traité de Gouri (12 mai 1887) poussait les limites du Soudan français jusqu'au Sahara et achevait de former un empire continu, soudé à notre ancien Sénégal, tandis que le commandant Caron arrivait pacifiquement sur sa canonnière aux portes mystérieuses de Tombouctou.

Restait à parachever la ruine complète de Mahmadou-Lamine, réfugié à Toubakouta, sur les bords de la Gambie et âprement occupé à réorganiser contre nous une forte armée d'attaque. La saison des pluies allait permettre à son vainqueur de rentrer, quelques mois, en France pour y préparer la campagne définitive.

***

Sept mois après, Mahmadou-Lamine, s'étant mis à la tête de sa nouvelle armée, avait quitté Toubakouta, détruit Nétéboulou, massacré notre allié Malamine, roi du Ouli et tous les siens, mis le siège devant Macadiacounda et s'était fait battre par la colonne du capitaine Fortin, aussitôt renforcée par Gallieni.

En même temps, le Chef dirigeait, de Kayes, des expéditions sur Siguiri, au confluent du Niger et du Tankisso, — sur Timbo, dans le Fouta-Djalon, avec mission de gagner l'Océan et de rentrer par mer à Saint-Louis, — enfin sur le Bélédougou, où commandait Vallière.

A travers l'épaisse forêt de Tambacounda, Fortin, ralliant à lui nos alliés, surprend Mahmadou-Lamine dans Toubakouta, extermine ses principaux lieutenants et les Talibés héroïques qui couvrent l'évasion précipitée du rebelle, incendie sa place d'armes et lance à la poursuite du fugitif les guerriers de Moussa-Molo, roi du Fouladougou.

Chassé de tous les villages, à bout de forces, le « favori d'Allah » voit, dans N'Goga-Soukota, tomber ses derniers Talibés, est lui-même grièvement blessé, fait prisonnier et meurt sur sa civière de captif. Le griot de Moussa-Molo lui coupe la tête et gagne le camp français, son sanglant trophée à l'arçon de la selle.

— La prise de Toubakouta et la mort du marabout, écrit Gallieni, eurent un énorme retentissement dans toute cette partie du Soudan. Le 14 décembre, tous les chefs, réunis à Toubakouta, signaient les traités par lesquels ils se plaçaient sous le protectorat de la France. Le Soudan français rejoignait ainsi nos possessions de la Casamance et du Saloum sur l'Atlantique, en même temps que s'ouvraient de plus en plus devant nous les routes du Fouta-Djalon.

Le Colonel, après avoir inspecté et étendu l'école des otages, fondée selon les principes de Faidherbe et où se distinguaient déjà deux des fils de Mahmadou-Lamine, quittait Kayes, gagnait Diamou et le Galougo en chemin de fer, puis Bafoulabé, Niagassola, le Kokoro, Bongourou et Sétiguia.

Le 23 janvier, il arrivait à Siguiri, au bord du Niger, et il y construisait le fort avancé qui devait tenir en respect la mauvaise humeur de Samory, toujours hostile et aux aguets sur l'autre rive.

Gallieni organise ingénieusement le village, l'environne de cultures soignées, installe des chefs indigènes, crée une flotille sur le fleuve, des villages, des jardins potagers et ne quitte cette pointe avancée de notre civilisation au Soudan qu'après l'avoir puissamment armée et entourée d'indigènes rassurés, libérés et reconnaissants.

— Le fort de Siguiri, concluait le Colonel[1], situé dans une magnifique position stratégique et commerciale, nous permet de dominer toute cette région et, par le Fouta-

1. *Deux Campagnes au Soudan Français* (Hachette).

Djalon, de donner la main à nos établissements des Rivières du Sud...

Au point de vue politique et militaire, telle était notre situation dans le Soudan français : 1° un noyau de petits États, 200.000 habitants au plus, ayant accepté notre domination comme un fait accompli; 2° trois grands États placés sous notre protectorat nominal, d'une population totale d'environ 700.000 à 800.000 habitants et dont les chefs, réduits à l'impuissance par la crainte de nos armes, seront amenés à rentrer de plus en plus dans la sphère de notre action politique.

III

TONKIN

Rentré en France, célèbre, officier de la Légion d'Honneur, Gallieni est, à trente-huit ans, promis aux plus hauts commandements militaires. Chef victorieux, il se plie néanmoins aux disciplines écolières des officiers subalternes et, comme un simple capitaine, entre à l'École de Guerre.

C'est là que je l'ai mieux connu et assidûment fréquenté, au Quartier-Latin, où il faisait « popote » avec nous, dans cette étrange crémerie du Père Chocolat, rue du Cardinal-Lemoine, où n'étaient admis que des pensionnaires en nombre restreint, sur présentation des habitués.

Là se coudoyaient, avec quelques étudiants comme nous, des personnalités disparates, dont les dialogues se singularisaient d'opinions opposées et de discussions âpres et courtoises où chacun s'évertuait à convaincre des adversaires déjà irré-

3

ductibles, mais liés tout de même par des camaraderies de jeunesse.

Gallieni était le plus silencieux et le plus modeste des convives. On le traitait en lieutenant de mess intellectuel. Aucun de nous — car il n'en parlait jamais — ne connaissait sa vie errante, déjà prodigieuse, dans tous ses détails. Nous ne savions de lui que ce que les journaux en avaient sommairement raconté, quelques exploits de guerres coloniales et des échos d'Afrique qu'il ne voulut jamais laisser rappeler devant lui.

Il se divertissait à écouter les théories, souvent bizarres, des initiés, fuyait les « explorateurs » — conférenciers véhéments de « la Petite Vache », sise rue Mazarine — et, entre deux cours de tactique ou de service en campagne, se délassait à entendre polémiquer entre eux les Jaurès et les Drumont, Maurice Barrès, le Sâr Peladan, le prince de Valori, Azan, Sevin-Desplaces, Bousquet de Florian, Gaston Mercier et Fernand Devise, Aman-Jean et Claude Rajon, Galtier, Henri Bérenger, Albert Montel, Jules Case, Eugène Hollande et tant d'autres, qui ont acquis, depuis, une notoriété plus ou moins grande; aucun n'a jamais oublié ce jeune officier studieux, végétarien obstiné, nourri de fruits et de légumes et dont le regard vif, derrière le lorgnon, s'éclairait d'une lueur attirante, un peu mystérieuse, émanée d'une âme pensive de héros.

Nous échangions des livres, tous ceux qui pas-

sionnaient alors la Rive Gauche et des idées générales dans tous les domaines. De temps à autre, des excursions vers les banlieues historiques ou pittoresques nous menaient, avec cet infatigable marcheur, vers Montlhéry, la vallée de Chevreuse ou parmi les cultures maraîchères de Leuville-sur-Orge, de Rosny et de Montmorency.

Chez les paysans, fournisseurs du Père Chocolat — gargotier chouan dont la ressemblance totale avec Francisque Sarcey égayait toute la montagne Sainte-Geneviève et alimentait force mystifications de théâtre — le meilleur élève de l'École de Guerre récoltait des graines potagères qu'il envoyait à Bammako ou à Siguiri, pour les jardins d'alimentation salutaire qu'il y avait fondés.

Promu colonel le 14 mars 1891, chef d'état-major du corps d'armée de la Marine à Paris — fonction provisoire qui ne passionnait guère ses goûts d'activité et d'initiative personnelle, Gallieni — fier toutefois, sans l'avoir jamais dit, d'être « breveté d'état-major avec la mention très bien », — se fit, dès qu'il le put, en 1892, embarquer pour le Tonkin, où la piraterie désolait le Delta.

Contre les Pavillons Noirs il allait diriger les expéditions conçues selon sa triomphante méthode du Soudan, assouplie et pliée aux nouvelles races qu'il devait combattre. Ces bandits, débris échappés aux égorgements des querelles intestines de la Chine méridionale, étaient redoutablement

armés et approvisionnés à l'européenne. Commandés par des chefs énergiques, à la solde des mandarins officiels, les pirates menaçaient gravement l'existence même de la colonie et multipliaient, sur ses confins et jusqu'aux districts les plus fertiles, les razzias, les assassinats, les surprises et les enlèvements de postes qui rendaient intenable le Haut-Tonkin terrorisé.

Dans cette tâche neuve, le colonel Gallieni montra des ressources inédites, une politique adroite et ferme, capable d'en remontrer même à des Orientaux.

— Gallieni, a écrit Guillaume Grandidier, est nommé commandant du 2e Territoire militaire à Lang-Son. Ce territoire s'étendait le long de la frontière de Chine, bordant la province du Quang-Si. Nos postes principaux, Lang-Son, Dong-Dong, Na-Cham, That-Ké, Cao-Bang, jalonnaient la grande route de Lang-Son à Cao-Bang, laissant entre eux et la frontière de Chine une zone, dont l'épaisseur allait en augmentant au fur et à mesure que l'on s'éloignait de Lang-Son. Cette zone, habitée par des populations Thos et Maos, était tout entière aux mains des bandes pirates qui étaient installées à demeure, venaient constamment piller nos convois et nos marchands sur la route, opéraient souvent de concert avec les bandes du Sud et, après les razzias fructueuses, allaient se débarrasser en Chine du produit de leurs rapines : femmes, enfants, bestiaux, qu'ils échangeaient contre des armes, des cartouches ou de l'opium. Les autorités chinoises de la frontière étaient toutes de connivence avec les chefs de bandes, dont elles favorisaient les entreprises moyennant d'honnêtes rétributions.

Pour remédier à cette situation qui s'était encore aggravée, dans les derniers mois de 1893, du fait d'incursions périodiques sur la ligne ferrée alors en construction de Phu-

Lang-Thuong à Lang-Son, incursions au cours desquelles les pirates attaquaient et brûlaient les villages, dispersaient les chantiers, enlevaient les isolés et même les Européens, voyageurs ou employés qui parcouraient la ligne, Gallieni organisa trois expéditions militaires au cours de ses deux années de commandement. La première a eu pour théâtre le Caï-Kinh; elle s'est terminée par l'enlèvement du formidable repaire de Lung-Lat et par la poursuite, jusqu'aux bords de la rivière Claire, de la bande qui l'occupait; son principal chef était tué ainsi que 51 de ses hommes, ses chevaux et une grande partie des femmes et du butin qu'elle emmenait lui était enlevé. Le Caï-Kinh était ainsi débarrassé des pirates qui l'occupaient depuis si longtemps; la sécurité était rendue à la ligne ferrée. Luong-Tam-Ky et Ba-Ky, frappés par la rapidité du coup porté, n'osèrent pas recevoir chez eux les fugitifs, tandis que le Dé-Tham, avec lequel on était en négociation depuis deux ans sans obtenir de décision, et le Kim-Loc, qui commandait aussi l'une des fractions de Lung-Luat et était encore l'un des chefs pirates les plus redoutés de la région, faisaient leur soumission.

Quinze mois plus tard, une nouvelle démonstration militaire s'imposait contre Ba-Ky et sur le Haut-Song-Cau... C'est dans le repaire de Ba-Ky, à Ké-Thuong, que les fuyards de Lung-Lat avaient trouvé un refuge et c'est là qu'ils avaient amené les prisonniers français qu'ils détenaient... La politique suivie par Gallieni depuis sa prise de commandement avait été caractérisée par l'extension progressive de notre occupation vers l'Ouest. Vingt-trois cantons avaient été ainsi occupés sans bruit, sans à-coups, en élargissant petit à petit la zone de notre influence, le réseau de nos postes et de nos villages armés; c'est la méthode de *la tache d'huile*, la plus efficace et la plus sûre de toutes les méthodes de conquêtes coloniales.

Par l'application rigoureuse de ce système, Gallieni réussit en peu de mois à envelopper les territoires de Ba-Ky et de Luong-Tam-Ky d'un filet à mailles infranchissables. Une expédition militaire fut organisée et conduite par le Colonel avec sa maîtrise habituelle; le 24 avril 1895, le

repaire de Ké-Tuong était enlevé. Les conséquences matérielles de ce fait furent considérables; les pirates, à bout de forces et de ressources, voyant leurs communications coupées par l'établissement des postes militaires du Haut-Song-Cau et la constitution d'une ligne Bac-Kan-Yen-Tinh, sentirent le terrain leur manquer sous les pieds. La piraterie chinoise avait reçu un coup mortel; la puissance et le prestige de Ba-Ky étaient complètement détruits; et la piraterie du Tonkin se trouvait désormais réduite à deux groupes établis dans le Yen-Thi : une troisième campagne, à la fin de 1895, devait les mettre à la raison.

Le Yen-Thi, avec ses forêts impénétrables et sa situation géographique, entre les riches plaines du Delta et les régions montagneuses du Caï-Kinh et de Bao-Day, a toujours été la principale citadelle de la piraterie annamite au Tonkin. Déjà, en 1885, nous avions rencontré, en ces mêmes endroits, les mêmes ennemis; dix ans plus tard, nous les y retrouvions, toujours semblables à eux mêmes, quoique les chefs fussent changés et les bandes renouvelées.

La nécessité d'une action militaire dans le Yen-Thi s'imposa plus encore le jour où le résident de France à Bac-Ninh apprit que notre ancien ennemi, le Dé-Tham, construisait, au plus épais de la forêt, des repaires fortifiés. De telles précautions parurent suspectes. L'opération, sagement et prudemment conduite, aboutit à la prise des forts-pirates, le 30 novembre 1895, et à la fuite du Dé-Tham. C'en était fini avec cette éternelle question du brigandage dans le Haut-Tonkin.

Au cours de ces expéditions, Gallieni a eu sous ses ordres des officiers dont les noms doivent être rappelés ici; car, dans la suite, ils ont brillamment figuré au palmarès des expéditions coloniales ainsi qu'au cours de la grande Guerre : Lyautey, Famin, Brulard, Gérard, Boucabeille, Détrie, Martin, Grandmaison.

Une anecdote montrera bien la finesse politique de celui qui venait de donner des preuves si éclatantes de sa science militaire et l'art avec lequel il savait trouver la solution élégante pour se tirer d'une situation difficile à laquelle d'autres auraient sacrifié tant de vies humaines.

C'était pendant un intermède, entre deux opérations militaires; des bandes chinoises ravageaient des villages à proximité de la frontière du Tonkin. Gallieni manda au maréchal Sou, commandant les troupes chinoises de la frontière, de rechercher les coupables et de les punir. Le maréchal n'ignorait pas le délit; il aurait pu aisément en découvrir les auteurs. Il attendit plusieurs jours et se borna à répondre que « les faits allégués étaient inexacts, que rien d'anormal ne s'était passé et que l'affaire ne comportait aucune suite ». Gallieni voulut bien admettre cette explication pour la première fois; mais l'incident se renouvela. Nouvelle plainte du Colonel, auquel le maréchal Sou fit la même réponse. Cette situation ne pouvait durer. Alors, Gallieni, usant d'un adroit stratagème, dépêche chez les voisins une centaine d'hommes, déguisés en paysans, qui se livrent à toutes les exactions, dévalisant les maisons, pillant les récoltes. Au tour du maréchal de réclamer contre les délinquants des châtiments exemplaires.

— J'ordonne une enquête, déclara le Colonel.

Et, deux semaines plus tard, il expédiait au grand chef chinois une note calquée sur celle qu'il avait reçue : « Faits inexacts; rien d'anormal, l'affaire ne comporte aucune suite. » Le maréchal Sou sentit que l'heure n'était plus au badinage. Sa finesse de mandarin l'avertit du péril : « J'ai compris, dit-il, au Colonel. On ne recommencera pas. »

***

Ce qu'a été, en Extrême-Orient, le Pacificateur du Haut-Tonkin, personne ne l'a mieux décrit que le maréchal Lyautey, dans les deux beaux volumes qu'il a publiés sous ce titre : *Lettres du Tonkin et de Madagascar* (Armand Colin, 1920).

Dans ce recueil de lettres familières, d'un relief et d'une couleur qui en accentuent la vie intense et la vérité vécue, le commandant Lyautey, chef

d'état-major du colonel Gallieni en 1895, expliquait aux siens la joie ardente qu'il éprouvait dès son premier contact avec son chef :

— Le 2e Territoire militaire, disait-il, est commandé par le colonel Gallieni, le *Monsieur d'ici*. Tu connais certainement son nom, déjà illustre au Sénégal et au Soudan. Il a 44 ans; il vient de venir ici passer huit jours et m'a bigrement empoigné comme seigneur lucide, précis et large...

Un peu plus tard, choisi par le Colonel pour être son second, Lyautey campe pittoresquement sa silhouette insolite :

— Comment, se demande-t-il, entre son Sénégal, son Soudan, sa captivité, ses nègres, son brevet d'état-major, a-t-il pu encore se tenir au courant de tout, s'orienter sur tous les sujets? Voilà qui est exceptionnel et exquis. Journaux anglais, allemands, revues, il reçoit tout et trouve le moyen de tout parcourir à travers la besogne d'enfer qu'il s'est taillée ici. Sa maison est la vraie usine à travail du grand chef : un personnel de plantons, de secrétaires, dressés, muets, travaillant d'arrache-pied; et, tandis que j'écris ceci, dans le bureau de Martin, à dix heures du soir, on travaille encore à côté de moi.

Il m'a donné, ce soir, sa première leçon de choses :

— « Je pense, m'a-t-il dit à dîner, que, frais émoulu des états-majors métropolitains, vous avez apporté avec vous tout ce qu'il y a de plus « dernier cri » comme documents pour votre rôle de chef d'état-major?

— Certes, mon Colonel!

— Vous me montrerez tout ça après dîner; cela m'intéressera. »

Et, en effet, rentré dans son bureau, je sortis de ma cantine le récent *Service en campagne*, la dernière édition de l'*Agenda d'état-major*, le dernier cours de ***Tactique générale de l'École de Guerre***.

— « C'est très bien, tout cela. Donnez-le-moi. »

Et, sans dire un mot, il alla chercher un grand papier gris, y enveloppa soigneusement les trois bouquins, entoura le paquet d'une ficelle, le cacheta et conclut : « Je vais renvoyer tout cela à Hanoï; je ne veux pas que vous ayez la tentation d'y jeter les yeux pendant que vous serez avec moi; ces bréviaires ne feraient ici que vous embrouiller; et c'est sur place, en maniant les hommes et les choses, que vous apprendrez votre métier. »

... Ce magnifique spécimen d'homme complet, ce chef de type absolu, soldat et administrateur, rustique et cérébral, cet homme, pour avoir un habit catégorisé, ne se croit pas forcément parqué dans le « 2 novembre 33 » et développe, à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité. Ici, à côté des officiers enthousiastes, passionnés, qui le bénissent d'avoir rempli leur vie, donné un aliment à leur activité, une fonction à leurs organes, un objectif à leurs facultés, de les avoir sortis, en décuplant leur rôle, de la dépression morbide, de la lourde vie des postes, il y a les indignés qui déclarent que, si on leur a appris à commander l'exercice, ce n'est pas pour être maires, architectes, ingénieurs. A côté des Grandmaison, qui donnent à plein collier, il y a tous les caporaux dont le chœur clame : « Il nous embête! » Il le sait, s'en moque. Et, comme l'égotisme ne perd jamais ses droits, je me lèche d'entendre user contre ce grand entraîneur des mêmes clichés que contre mes humbles essais de jadis. Toutes initiatives ont même sort et mêmes ennemis. Et puis, cet homme, qui a guerroyé sous tous les ciels, manié la troupe à tous les grades, croit, lui aussi, à l'évolution nécessaire du rôle de l'officier...

Mais comme il connaît son monde!

— « Voyez-vous, me dit-il, en m'exposant ses plans du Lang-Son à venir, ses larges idées de relations commerciales avec la Chine, sa conception de l'organisation définitive de ce pays, — voyez-vous, je vous dis cela; mais je me garde bien de leur dire, à Hanoï : je les épouvanterais et l'on m'arrêterait net. Le Fonctionnaire français, général ou préfet, ne craint qu'une chose : les idées générales et les vues à longue portée. Je leur sers donc des plats pour leur

estomac ; je leur rapetisse tout ce que je fais ; j'avance en cachette, en louvoyant, en atténuant toujours la portée des choses, en donnant comme mesures de police, de détail, de rectification de commune, mes actes les plus osés et, en somme, les plus révolutionnaires. Et alors, ça passe! »

... Saprelotte! quelle méthode de travail et quel sens de l'action!... Seulement, il faut sa poigne, son toupet, sa certitude qu'on a besoin de lui pour de tels résultats. Tout autre se briserait devant l'incurie, la complication, la mauvaise volonté administrative, qui est vraiment incroyable... et lamentable.

S'il fallait citer encore des exemples de l'ascendant moral de Gallieni sur son entourage, des preuves du fanatisme raisonné qu'il inspirait à tous les siens, nous les trouverions sous la plume du maréchal Lyautey :

— Avant de nous endormir, écrit-il à Paris, nous avons largement causé; je bois ses récits soudanais, ses exposés d'organisation et d'administration, si vastes et si souples, — et le contact seul de ce héros, de cet homme d'aventures, dans la plus noble acceptation du terme, me communique des avant-joies d'action qui effacent toutes les amertumes des stagnantes garnisons de banlieue.

Ce qui caractérise vraiment ses éminentes qualités de grand chef, c'est la confiance sans bornes qu'il a su inspirer à tout son monde... Voici encore quatre nouveaux postes : Po-So-Ha, où j'ai couché hier soir; Ca-Luong, où nous avons grimpé ce matin; Po-Sinh, où nous avons déjeuné; Po-La, où je couche. Et, dans chacun d'eux, je trouve chez l'officier commandant le même entrain, le même dans-le-collier, la même ardeur à construire le poste, à faire ses routes, à étudier le pays, à y ramener la population, la vie, le commerce. Quinze villages nouveaux, depuis un an, dans cette région désertée, voilà le résultat. Il leur a à tous mis le diable au corps. Mais aussi quelle initiative il leur laisse! Autant d'officiers, autant de procédés, autant

de variétés de constructions, concourant au même but; mais il laisse à chacun la joie de l'invention et de l'effort personnel. Et il les consulte, consulte même les sous-officiers sur les services administratifs, trouvant qu'il n'y a pas plus compétents que ceux qui mettent la main à la pâte; et je l'ai vu, ce soir, prescrire par dépêche une mesure générale sur la seule proposition d'un sergent. Quelles bonnes leçons à vivre avec ce chef!

En Gallieni, le soldat ne le cède en rien à l'organisateur, nous dirions aujourd'hui à « l'animateur » doué d'un génie si personnel; chef militaire, le Colonel pacificateur du Tonkin s'était imposé, dans le domaine guerrier, une discipline, une méthode que nous avons vu fonctionner, pendant la Guerre, pour la meilleure et rapide mise au point du camp retranché de Paris.

— Si, d'ici demain, raconte Lyautey, je n'ai pas trouvé le moyen de nous ravitailler, il faudra mettre le Colonel au pied du mur, prendre une décision, retarder et peut-être même renoncer, si nos rabatteurs de riz font buisson creux... L'abri de Gallieni est à dix pas du mien. Il n'a pu matériellement perdre aucune des paroles échangées près de moi. Il est au courant. Pas un muscle de sa figure n'a bougé. Il ne m'a pas fait une allusion et, au repas, comme le colonel C... en risquait une, il a rompu les chiens en racontant une gaudriole. Visiblement, il ne veut pas ajouter à l'affolement général et pense que, puisqu'on fait tout le possible, il n'y a qu'à me laisser tranquille et qu'il y a déjà assez de gens sur mon dos sans s'y mettre lui-même. J'observe et je prends la grande leçon de commandement...

Mais, aussi, je me souviens de ce qu'il m'a dit à Cao-Bang en m'annonçant qu'il me prenait comme chef d'état-major :

— « Auprès de moi, le métier n'est pas une sinécure. Je

ne veux connaître aucun détail; je veux garder mon cerveau libre pour concevoir et diriger. J'entends qu'aucune difficulté n'arrive jusqu'à moi. Le but seul me concerne. Les moyens, c'est votre affaire. A vous de les tenir toujours prêts et, avant tous, le ravitaillement en vivres, en matériel, en toutes choses, qui prime tout, parce que c'est la liberté de manœuvre. Oh! je sais ce que vous allez me dire! C'est que vous n'en savez pas le premier mot et vous allez me demander de vous faire un amphi. Je vous le ferai pas, — sinon autant prendre la chose moi-même en main. Vous êtes entouré de gens au courant de tous les détails, commandants de colonne, officiers d'approvisionnement, vieux routiers de la chose; embêtez-les tant que vous voudrez; mais ne me demandez rien. Du reste, je leur notifierai, une fois pour toutes, que, quand c'est vous qui parlez, c'est moi qui parle et qu'ils doivent vous donner et vous dire tout ce que vous leur demandez. Je vous ai jaugé; je crois que ça marchera; mais, si ça ne marche pas, je vous lâcherai comme une muscade. Dès qu'il s'agit de service, je ne fais jamais de sentiment. Tenez-vous le pour dit. »

Et c'est pourquoi je me rends compte que, tandis qu'il s'absorbe dans la lecture d'un livre de philosophie en se bouchant les oreilles, il est fidèle à ses doctrines; mais que, si, demain soir, le riz n'est pas là, je serai toisé.

Au moment où il pacifie le Tonkin, Gallieni est en possession de toute sa personnalité; ses idées générales sont immuables. Les lettres enthousiastes de son chef d'état-major — en passe de devenir, à son école, le grand soldat qu'il devait être au Maroc — pourraient avoir été écrites en septembre 1914, la veille de la bataille de l'Ourcq :

— L'idée générale ne le quitte jamais. C'est la joie de vivre avec cet homme. Conquérant, explorateur, chef de guerre par excellence, il est l'antipode du « caporal », je dirai presque du « militaire » dans la conception officielle et routinière de ce mot en France. La forme, le rapport,

les clichés, les hiérarchies mêmes n'existent pas pour lui. Le *résultat*, c'est son but unique et, comme conséquence, l'infinie souplesse des moyens et le libre emploi des instruments; pour un rien, il mettrait ingénument un colonel sous les ordres d'un capitaine plus malin. Et il est breveté! (ce que du reste, il s'en f...!) Moi, je l'adore comme il est, ce contempteur des conventions, ce haïsseur de toutes les bureaucraties galonnées!

Avant la Guerre, lorsque les chefs métropolitains parlaient de Gallieni, ils aimaient à entendre dire devant eux qu'un « colonial » est mal préparé aux combats entre Européens, que sa formation est incomplète ou trop spécialisée, sa culture générale négligée, et tant d'autres choses encore! Ils ignoraient tout du grand soldat, qu'ils trouvaient trop jeune à leur gré. Et c'est plaisir de voir un lettré de haute éducation comme le maréchal Lyautey, exposer, en faisant le tour de son chef, la formation de la psychologie supérieure, le labeur continuel et varié de sa pensée.

— Il s'est, écrivait-il, fixé comme règle immuable, que ce soit en station ou en route, de toujours s'imposer avant dîner ce qu'il appelle son « bain de cerveau », c'est-à-dire une heure consacrée à se promener avec un compagnon, en causant, sans qu'il soit permis de prononcer un mot de service. En ce moment, il est emballé sur un nouvel auteur italien qui vient de surgir, Gabriele d'Annunzio, dont il a un volume dans sa sacoche, et aussi sur l'*Autobiographie de Stuart Mill*, que j'avais emportée et qui l'empoigne. Il ne me parle donc qu'Annunzio et Stuart Mill; et comme, je l'avoue, ma pensée est toute à Gérard et aux risques du lendemain et que je ne puis m'empêcher d'y revenir, il me coupe net d'un — « Laissez donc tout ça tranquille, à la fin! Ses ordres sont donnés, tout le nécessaire est fait;

à quoi cela vous avancera-t-il de ratiociner? Vous avez autant besoin que moi de tenir vos méninges en bon état; causons Stuart Mill et nous verrons bien demain matin. »

Je me rappelle que, dix jours avant, la veille de l'enlèvement de Ké-Tuong, il m'avait donné une non moins salutaire leçon de choses. Les colonnes faisaient leur marche d'approche; le Colonel, après leur avoir fixé les directions, s'était installé sur un mamelon, d'où il pouvait suivre l'ensemble du mouvement. Il s'assied sur un petit pliant de chasse, tire de sa poche un roman anglais et se met à le lire. Moi, je fouillais l'horizon à la lorgnette, suivant la marche des troupes et faisant, tout haut, des observations sur la lenteur du mouvement, sur ce qui me paraissait un flottement ou une erreur de direction.

— « Mais tâchez donc de rester tranquille, me dit-il. Avez-vous un livre anglais? Non. Avez-vous un album de poche? Oui. Alors, prenez-le et croquez moi l'ensemble de la position. Ce sera un document très intéressant et, pendant ce temps-là, vous ne penserez pas à autre chose. Les colonnes sont en marche; il y en a pour deux heures avant qu'elles atteignent les emplacements assignés. Jusque là, je ne veux pas lever le nez de mon livre, ni vous de votre album. Leurs chefs ont compris; ou si, par hasard, ils n'ont pas compris, il n'y a plus rien à leur dire. Mais, surtout, ne vous avisez pas de leur envoyer, pendant leurs mouvements, des agents de correspondance qui iront tout embrouiller et qui, d'ailleurs, ne les rejoindront pas. Ce ne serait que de l'agitation inutile. Pas de tracassin : faites votre croquis et laissez-moi lire mon bouquin. »

Quelle admirable préparation à toutes les guerres qu'un apprentissage sous un tel chef!

Nous avons, en 1914, admiré, avec tout le pays, les « mots » frappés en médailles du Gouverneur de Paris, leur précision concise, la spontanéité et la sûreté de ses ordres. Comment ne pas se souvenir de son dialogue rapide et tragique avec l'ad-

mirable général Drude, un moment inquiet de la fatigue écrasante de ses hommes, lancés sans répit dans un nouvel assaut? Où Gallieni avait-il donc appris à maintenir quand même son injonction laconique, sinon sur cette route de Tuyen-Quan où le maréchal Lyautey a noté cet épisode :

— Le Colonel n'a eu qu'une préoccupation (et voici où est la leçon!) c'est d'arriver à Tuyen-Quan au plus vite. Nous sommes sur la dernière limite de la saison des pluies; nos trois orages ont été de bons coups de cloche et, le jour où les pluies sont ici définitivement établies, fini : les arroyos montent de sept mètres, les vallées sont des fondrières; c'est le désastre absolu. Enfermé dans ce dilemme — l'extrême fatigue d'une marche forcée ou le risque d'un désastre — le Colonel n'a pas hésité et c'est ce que j'admire; c'est qu'il sentait quel effort inusité il demandait; c'est que journellement les chefs d'unité lui hasardaient : « les hommes auraient besoin d'un jour de repos », et qu'il a été impassible. La voilà, la leçon. Et, comme il est homme à étoile, le ciel a voulu lui donner raison et la grande pluie a commencé quatre heures après l'arrivée à Tuyen-Quan, sitôt les hommes dans les bons casernements, et le Son-Gam a monté de deux mètres et un détachement, resté sur notre route d'hier, est demeuré empêtré dans les boues. Et les hommes le portent aux nues, le regardant comme celui qui *savait* que la pluie allait tomber. Et c'est amusant, le contact de ce chef de 45 ans, si sûr de sa volonté, que, depuis Ahmadou et le Soudan, la fortune n'a pas trahi.

N'était-il point un visionnaire de la grande Guerre, ce chef prédestiné, qui devait sauver Paris près de vingt ans après, et qui écrivait lui-même, à Lang-Son, le 2 juillet 1895 :

— ... Nos parlementaires ignorants se figurent qu'ils ont complètement fait leur devoir quand ils nous ont voté

les fonds nécessaires à l'armée. Le côté moral, le côté instruction leur échappent complètement. Pourquoi une armée qui coûte si cher, si nous n'avons ni champs de manœuvre, ni polygones, ni moyens d'instruction? Je ne doute pas que les chefs de corps ne réclament énergiquement. Il est possible aussi qu'ils se lassent et que, suivant l'exemple de leurs grands chefs, ils ne se préoccupent pas plus de leurs infirmeries que de leurs terrains d'exercices. Puis, cette absence de manœuvres, de véritable entraînement à la guerre, jette un peu nos officiers dans le marasme. Ils négligent les questions du tir, d'exercices pratiques, ne se passionnent plus pour elles, s'endorment; et, au moment du besoin, nous ne sentirons plus cette ardeur, cette énergie *dont nous aurons tant besoin contre les Prussiens, quand le grand moment arrivera.*

Et sa lettre à Lyautey, en qui il reconnaissait un disciple élu et un futur meneur d'hommes dans sa propre tradition, exposait déjà tout ce qu'il tenterait de réformer et de réorganiser — trop tard — dans son Ministère de 1915, à cent kilomètres de l'envahisseur :

— ... Plaignons les pauvres diables qui se figurent qu'ils vivent, en France, parce qu'ils vont dîner chez Durand, applaudissent la dernière pièce, font « la noce » au Café de Paris avec les grues ou encore restent collés aux jupons de leurs femmes en discutant des heures entières sur la couleur de leurs pantalons ou la forme de leurs chaussures... Vous verrez par vous-même comme cette existence aventureuse vous empoigne. Pas un seul moment je ne regrette mes années, mes misères du Soudan; et, cependant, nous n'étions pas sur un lit de roses, à Nango, par exemple. Malgré la grande affection que j'ai pour ma femme, pour mes enfants, pour ma vieille mère, c'est plus fort que moi; dès que je suis quelque temps en France, j'ai le spleen. Il faut que je m'en aille et, comme j'ai eu le bonheur d'épouser une femme intelligente, elle

me laisse aller. Ici, à chaque instant, je me répète : « Quelle veine tu as eue de venir au Tonkin, d'avoir ce commandement si intéressant!... »

Cependant, je vous assure que j'éprouve un moment de découragement. En somme, aujourd'hui, c'est le Contrôle qui commande. Tout est subordonné à la vérification d'un mandat. Il faut que tout soit réglementaire; autrement nous sommes perdus. Le 2e Territoire doit marcher comme un département quelconque. Personne ne se met en situation; on ne comprend pas l'urgence des choses. En matière coloniale, dans les pays neufs, il faut marcher, aller toujours. C'est là que le temps a de la valeur. Eh bien! où en serions-nous, à Lang-Son, si j'avais agi d'après ces procédés? Venez encore et vous verrez que tout le monde a le feu au derrière. C'est une rage de construction. Nous n'avons obtenu ces résultats, au 2e Territoire militaire, que parce que nous avons opéré en dépit des règlements. Le Monsieur solennel qui est dans son bureau à Hanoï, qui ne voit pas les difficultés du moment et, surtout, les moyens de les surmonter, ne peut pas diriger utilement les actions de ceux qui sont sur place, qui peuvent seuls apprécier ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Peu à peu, les idées dévient; on perd de vue l'objet principal. Vous parlez colonisation; on vous répond : vérification de mandats, règlements, etc. Vous dites : Bugeaud, Lanessan, Cecil Rhodes; on vous répond : directeur du Contrôle. Et cela, non seulement aux colonies, mais en France, partout, dans l'armée surtout.

Toutes les fois que Gallieni a eu « carte blanche », il a obtenu des succès décisifs et des résultats inespérés. On lui a toujours confié des missions périlleuses et le soin de rétablir des situations tellement compromises que tout autre, sans doute, y eut totalement échoué. Son « étoile » — comme disaient ses familiers — a triomphé sans cesse des pires obstacles. La politique d'Hanoï, aggravée

de celle de Paris, ne lui a laissé combattre le Dé-Tham à sa manière que lorsque le rebelle fut devenu un grave danger. Lyautey s'enest expliqué ainsi :

— On a constamment voulu, écrit-il, revenir à des négociations avec le Dé-Tham, malgré que tous les précédents prouvaient ce qu'elles avaient d'illusoire; la *politique*, au sens le plus mesquin du mot, est venue constamment entraver l'action militaire. Le colonel Gallieni n'en a pas moins monté son affaire avec sa maîtrise habituelle. La région contaminée a été investie par des colonnes convergentes; les ravitaillements, les approches ont été poussés avec une rigueur et une précision qui en ont fait pour moi une nouvelle leçon de bonne guerre coloniale. Mais, grâce aux retards, aux interventions latérales et occultes, le Dé-Tham en personne nous a glissé entre les doigts. Il est vrai que la région dangereuse est aujourd'hui congrument nettoyée, occupée et organisée, les abords du chemin de fer et du Delta désormais en sécurité et que lui erre en fugitif au Nord, presque seul, et n'est plus un péril d'ici quelque temps...

J'ai été passer les quatre jours du coup final avec mon grand chef, du 29 novembre au 3 décembre. Si bref que cela ait été, ce que fut pour moi ce bain de brousse, de bivouac et de plein air, aux côtés de ce chef auquel me lient une foi croissante et une confiance de plus en plus étroite, vous le devinez. L'ombre au tableau, c'est que je l'ai trouvé très dégoûté de toutes les difficultés de l'ordre le plus ingrat qu'il avait rencontrées, en ayant réellement assez, assoiffé de rentrer en France et de retrouver les siens, fatigué d'ailleurs et absolument résolu à ne pas prolonger son bail pour diriger les opérations du Nord.

La chose est aujourd'hui réglée. Il est rentré à Lang-Son pour faire sa liquidation, ses malles, passer le service au colonel de Joux qui va le remplacer et compte s'embarquer vers le 10 janvier... Je ne vous fais pas de littérature sur mon déchirement de cette séparation d'avec le chef à qui je dois tout, depuis que je suis sur cette terre. Il m'y a ou-

vert des horizons que je ne soupçonnais pas, m'a associé à une œuvre passionnante et m'a rendu une raison de vivre.

Ce que le maréchal Lyautey ne dit pas — et qu'il doit, pourtant, savoir mieux que personne — ce que nous pouvons révéler aujourd'hui, puisque la mort a délié les promesses des grands protagonistes du drame, c'est que Gallieni tenait le Dé-Tham à la gorge et pouvait s'emparer de lui. Il l'avait acculé de si près dans son dernier repaire qu'un ordre net l'eut livré à sa merci; mais les deux partis étaient presque épaule contre épaule. A bout portant, les dernières salves de l'ennemi, réduit à une troupe de pirates effroyablement désespérés, mais ayant fait le sacrifice de leur vie, eussent couché à terre nombre de miliciens annamites et de soldats français. Le Colonel, prêt à tout, demanda des instructions formelles en haut lieu; il ne cachait pas l'importance du sanglant sacrifice pour s'emparer du Dé-Tham et en finir à jamais avec lui. L'ordre lui vint, quelques heures après : Hanoï, dans sa terreur de Paris, préférait l'évasion du pirate à sa capture au prix d'un sang qui s'offrait, pourtant, à couler encore. L'étreinte de fer se desserra un peu.

La nuit, on entendit — tant les nôtres étaient près du rebelle — le bruit d'un plongeon dans le petit étang que surplombait l'asile fortifié du pirate; puis, quelques instants après, le cri, admirablement imité, d'un oiseau de nuit s'éleva sur l'autre bord : le Dé-Tham venait de s'évader.

Gallieni, à bout de forces, miné de nouveau par la fièvre, regagna la France, sans penser que les événements de Madagascar, où il y avait aussi une situation grave à sauver, allaient écourter sa convalescence et l'envoyer d'urgence dans la Grande Ile.

Il laissait au Tonkin des auxiliaires et des amis inconsolables de son départ et c'est de toute son âme émerveillée et meurtrie que le commandant Lyautey écrivait à sa sœur :

— « Je ne crois pas que de ma vie je sois arrivé à un tel détachement des galons et de la hiérarchie. Je suis parti de France dans l'état que tu sais, écœuré de stérilité, de non-vivre et, surtout, des académiciens militaires; si, vraiment, j'ai bien mené une avant-garde de Gallieni, je suis payé de tout. »

IV

MADAGASCAR

Débarqué, le 18 février 1896, à Marseille, le général Gallieni espérait, après ces quatre années pénibles dans les régions sauvages du Tonkin, goûter parmi les siens, à Saint-Raphaël et à Saint-Béat, un long congé de convalescence et de détente.

Le 9 août, cependant, il allait se rembarquer pour Madagascar.

C'est que la situation de la France, dans la grande île de l'Océan Indien, était en péril; le Gouvernement, adressant un véhément appel au pacificateur du Soudan et de la frontière de Chine, l'adjurait d'aller, sans retard, prendre la direction militaire et civile de notre nouvelle colonie, en proie à l'anarchie et à l'insurrection.

M. Lebon, alors ministre des Colonies, nous a raconté plus tard l'entrevue émouvante qu'il eut avec Gallieni, son acceptation tranquille et spon-

tanée, le sacrifice qu'il fit, souriant et simple, de son repos réparateur, interrompu bien avant terme.

— « Je lui offris, nous dit M. Lebon, de consulter les gros dossiers que j'avais fait résumer à son intention. Il refusa de les ouvrir, préférant attendre son arrivée dans l'Ile pour juger par lui-même la situation et prendre les mesures qu'elle comportait. Je l'invitai alors — en le priant de remarquer à quel point nos dépôts d'infanterie coloniale étaient dégarnis — à fixer le chiffre des renforts qu'il comptait emmener.

— « Je ne vous demande, répondit-il, qu'un bataillon de la Légion étrangère, afin de finir proprement, s'il fallait succomber là-bas. »

Il gardait ses auxiliaires préférés du Tonkin : le commandant Gérard, le capitaine Lucciardi, les lieutenants Martin et Boucabeille, les capitaines Détrie et Dubois, que le commandant Lyautey ne devait pas tarder à rejoindre.

Le nouveau Gouverneur de Madagascar arrivait à Tamatave le 30 septembre 1896.

Le capitaine Hellot[1] a exposé ainsi la situation de Madagascar au moment où Gallieni venait d'y débarquer :

— En septembre 1896, l'insurrection était maîtresse de l'Emyrne; les rebelles venaient brûler des villages jusque dans la banlieue de Tananarive. Cette ville ne communiquait avec la mer que par un mauvais sentier, sur

1. *La Pacification de Madagascar*, 1896-1899. (Chapelot, 1900.)

lequel on ne pouvait se hasarder sans une forte escorte. Le ravitaillement des troupes et des Européens habitant Tananarive devenait de jour en jour plus difficile; il n'y avait pas un mois de vivres dans les magasins et les prétentions des porteurs augmentaient sans cesse, en même temps que leur recrutement devenait aléatoire.

Hors l'Emyrne, c'était l'anarchie. Les Hovas travaillaient contre nous les peuplades acceptant leur suzeraineté; les autres cédaient aux sollicitations de leurs gouverneurs et se soulevaient contre nous. Nous ne pouvions pas tolérer, en outre, les incursions des pillards de l'Ouest et du Sud, qui, périodiquement, razziaient les villages de l'Emyrne et du Betsiléo.

L'insurrection venait, en effet, de massacrer cinq de nos officiers auxiliaires à Manjakandriana, le père Berthieu à Ambohibemassando, M. Savourgeran à Anosivato, MM. Emery, Collin, Rigal et Savouyan sur la route de Tamatave, MM. Garnier, Ducrot, Crave et Louis à Ankazobé, MM. Haberer et Derommé à Androbé, cinq prospecteurs européens à Fenorivo.

Les rebelles coupaient ensuite nos communications avec Tamatave, enlevaient Soavina, pillaient nos convois et rompaient nos lignes télégraphiques; tout cela, sur l'ordre sournois du gouvernement malgache qui jurait être tout à fait étranger au mouvement insurrectionnel.

On complotait jusque dans l'entourage du résident Laroche, impuissant, débordé, perdu désormais. La reine Ranavalo elle-même applaudissait insolemment au massacre de nos compatriotes; son premier ministre et son propre oncle, à la

tête de l'aristocratie indigène, dirigeaient ouvertement et organisaient la révolte.

Au moment où Gallieni débarque, secrètement muni des pleins pouvoirs de Paris, les rebelles préparent une action en masse sur la capitale; trois armées insurgées vont converger sur l'Emyrne : celle de Rabozaka au Nord-Est; une autre dans le Nord-Ouest, avec Rabezavana; la dernière au Sud, sous les ordres de Rainibetsimisaraka. L'ordre est donné de mourir pour la Reine et d'expulser les vainqueurs. Des proclamations enflammées, revêtues du sceau royal officiel, sont affichées et vociférées dans tous les camps.

Mais Gallieni, silencieux et calme, est arrivé; il a manqué d'être enlevé, sur la route, par une bande de Fahavalos. En deux jours, il a tout vu, tout appris. Libre de faire ce qu'il veut, il frappera d'abord l'insurrection à la tête, détruira d'un coup ses chefs et ses ressources. A la Reine perfide et à son entourage il parle le langage du maître et réorganise puissamment toute l'administration de l'Ile.

Rainandriamanpandry, ministre de l'Intérieur, et Ratsimamanga, oncle de la Reine, sont arrêtés (13 octobre 1896), traduits devant le Conseil de guerre; les preuves sont irrécusables qui établissent leur complicité avec les rebelles. Condamnés à mort, ils adjurent leurs pasteurs anglicans de les sauver; mais le Général est inflexible : l'exécution a lieu le 15, au jour naissant.

Le ministre de l'Intérieur meurt en brave, sans une plainte; mais Ratsimamanga hurle et demande grâce : il se fait tour à tour catholique, protestant, tout ce que l'on voudra, au gré du prêtre qui passe; ce n'est plus qu'une loque humaine : un feu de salve met fin à ses cris terrifiés.

En même temps, la tante de la Reine, conspiratrice qui puise tout son courage dans l'abus des spiritueux, Ramazindrazana, notre ennemie implacable, est déportée dans l'île Sainte-Marie. Résultat immédiat : la Reine, épouvantée, se soumet, jure de ne plus recommencer et, violant toutes les traditions, vient faire, en suppliante, une visite au Résident général.

Quelque temps après, Ranavalo, redevenue l'âme d'une révolte nouvelle, d'ailleurs réprimée avant d'aboutir, sera exilée à la Réunion par Gallieni.

Mais le Général a affaire à des adversaires tenaces et courageux. Ils ont cru trouver, chez quelques Européens, un appui mystique; des rumeurs essaient d'annoncer que la France désavouera son hardi pionnier. La révolte, écrasée à Tananarive, tente de se réorganiser dans les districts éloignés.

Gallieni se voit contraint de conquérir l'Ile. Sa méthode infaillible crée et multiplie les colonnes volantes lancées contre l'insurrection des Hovas.

Sans entrer ici dans le détail des opérations

militaires qui assurèrent la pacification de la Grande Ile par nos troupes, de septembre 1896 à mars 1899, il faut simplement noter que, sur *un effectif inférieur à* 12.000 *hommes*, Européens ou indigènes, nos pertes totales furent de : 12 officiers tués et 13 blessés; 201 soldats tués et 422 blessés. Les décès par maladie se sont élevés à 21 officiers, 380 Européens et 478 indigènes.

Les principaux faits d'armes de nos détachements, la plupart du temps en territoires encore inexplorés, furent la pacification de tout le pays sihanaka par le commandant Rouland, l'enlèvement de Moramanga par le capitaine de Thuy, la mort héroïque du sergent Laquerbe à Nossi-Vola, la défaite et la soumission de Rabezavana à Moraféno par le chef d'escadron Lyautey, l'affaire d'Antambiazina vigoureusement conduite par le sergent Bordel, la délivrance de Soavina, le sacrifice du lieutenant Guillet à Ambohimasina, la défaite de Rainibetsimisaraka, à Ambohimanga, par le capitaine Deleuze.

En mai 1897, l'Emyrne était pacifiée, puissamment réorganisée et rendue à l'activité de ses habitants et du commerce étranger. Gallieni put passer alors à la pénétration dans les régions insoumises de l'Ouest et du Sud.

Le commandant Gérard enlève Ambiky, défait et tue le roi Toera, pacifie et organise le Manambolo, occupe le Ménabé, réprime la révolte des Sakalaves et venge sur eux nos officiers et nos

soldats massacrés par surprise. A Ankalalobé, la mort de l'intrépide lieutenant Dejoux et du sergent Divoux entraîne jusqu'à Ambiky débloquée la colonne vengeresse du capitaine Durand. Le lieutenant-colonel Septans organise fortement le territoire sakalave, ouvre la route de Morondava à Tananarive et installe des postes sur la mer. Dans le Bouéni, le capitaine de Bouvié réduit brillamment Mempikony, donne l'assaut au redoutable plateau de Masokoamena, l'emporte de vive force et contraint Rainitavy à capituler.

L'attaque et l'enlèvement d'Ikongo couvrent de gloire la vaillante colonne du commandant Cléret, imposent notre paix aux Baras et aux Tanalas, tandis que le capitaine Brulard, installé à Fort-Dauphin, occupe et organise le sud de l'Ile et que le capitaine Génin fonde les redoutes militaires de Tuléar.

En 1898, le colonel Sucillon pacifie le Ménabé, organise le Betsiriry, réoccupe Ankalalobé, traque Inguerezza sur la Tsiribihina, fait enlever Soatanimbary par le commandant Putz, détruire le repaire d'Ozoné par le capitaine Bourgeron et fonder les postes fortifiés de Belo et d'Ankazoabérevo.

Pendant ce temps, le lieutenant-colonel Lyautey, à la tête du 4e Territoire, occupe le massif ardu du Fonjia (commandant Ditte), déloge l'ennemi d'Azy et d'Ampiketraha, opère victorieusement dans le Bemaraha, au sud d'Anjia et rejette les

rebelles démoralisés dans la grande forêt de Tamboharana.

Le capitaine Flayelle et le lieutenant Montagnole, tués à Soaserano, étaient vengés par le lieutenant Defer; les capitaines Toquenne, parti de Tuléar, Comiot et de Thuy réduisent les bandes montagnardes de l'Analavilona, forcent les derniers refuges fortifiés de Tompomanana, avec l'aide de l'intrépide lieutenant Boucabeille, nouent le blocus du Vohinghezo, font occuper l'Onilahy par le capitaine Génin. La pacification de ces districts paraît complète quand éclate, en octobre 1898, l'insurrection des Antankaras, des Sakalaves et des Comoriens dans le Nord-Ouest.

Gallieni envoie aussitôt le capitaine Laverdure dans la province de Nossi-Bé, le commandant Mondon à Analalava et le chef de bataillon Lamolle à Mandritzara. Leurs groupes livrent des combats heureux à Ambalavelona, à Bealanana, dans la baie Radama, à Antrakabary; et, en mars 1899, le capitaine Hellot pouvait écrire :

— La tâche qui avait été confiée au général Gallieni en août 1896 est, à peu de chose près, terminée. Grâce aux efforts méthodiques du corps d'occupation, la Grande Ile est pacifiée et livrée à la colonisation, à l'exception de quelques districts de l'Ouest et du Sud, peu étendus si on les compare à la superficie totale de Madagascar, et circonscrits d'ailleurs par des postes militaires.

Le réseau des route neuves s'accroissait, de jour en jour, celles surtout de Tananarive à Tamatave,

à Majunga, à Fianarantsoa et vers Mandritsera; et les études du chemin de fer de Tananarive à la mer, sur la côte orientale, étaient poussées activement sous les ordres du lieutenant-colonel Roques — celui qui devait, pendant la Guerre, un peu avant la mort de Gallieni à Versailles, lui succéder, à Paris, comme Ministre, dans le cabinet Briand.

Pendant que la pacification victorieuse étendait partout le bienfait de son organisation, le Résident général, à Tananarive ou dans ses fructueuses tournées, fondait sur des bases impérissables la politique administrative de la Grande Ile, appliquait, en les pliant aux nécessités locales, ses méthodes du Soudan et du Tonkin, touchait à tout pour le vivifier, ne détruisait rien avant de l'avoir remplacé d'avance, faisait l'éducation féconde des indigènes, des colons et des fonctionnaires, éduquait et assainissait les populations rassurées, leur imposait une prospérité paisible qui libérait le pays jusqu'au plus profond de ses forêts et les races conquises dans les plus secrètes fibres de leur fierté et de leur cœur.

Les lettres qu'il m'a écrites alors montrent, avec un abandon touchant et sûr de lui, la hauteur de son caractère et de sa grande âme.

Son esprit plane très au-dessus des rivalités confessionnelles qui, jusqu'à lui, ont déchiré Madagascar de disputes misérables et de propagandes sans grandeur.

Le 19 août 1897, il s'irrite des campagnes sournoises de certaines missions européennes :

— Malgré les difficultés de toutes sortes que nous rencontrons, m'écrit-il, nos affaires n'iraient pas trop mal si nous n'étions constamment pris à partie par les protestants : ils ne peuvent pas comprendre qu'ils font ainsi le jeu des Anglais et entravent nos efforts pour *franciser* l'Ile. Ils rédigent contre tous nos actes les mémoires les plus malveillants et les plus mensongers et je vous assure que si l'on suivait leurs conseils, nous n'en aurions pas pour longtemps à Madagascar.

Vous savez, du reste, avec quel soin je m'occupe de maintenir la neutralité religieuse dans notre nouvelle colonie. Les vingt ans que je viens de passer au contact des peuplades ayant toutes les religions, depuis le christianisme jusqu'au fétichisme, m'ont rendu, à ce sujet, de la plus extrême tolérance.

Quoi qu'il en soit, si on continue à m'ennuyer et à attaquer ainsi mon personnel civil ou militaire, je finirai par tout envoyer promener et j'irai m'occuper de mes vignes, à Saint-Raphaël.

Il éclaire et documente nos soucis constants à son sujet :

Je me suis préoccupé simplement ici, nous confie-t-il, le 10 décembre 1897, d'accomplir ma tâche, d'un caractère exclusivement français et j'ai dû, dans plusieurs circonstances, heurter les sentiments et les intérêts des protestants, qui voulaient faire de Madagascar une colonie anglaise. Je crois que nos protestants français — au moins ceux qui sont ici — commencent à comprendre qu'ils faisaient fausse route. Je me suis, d'ailleurs, efforcé de les persuader que rien, ni les critiques, ni les attaques violentes, ne me rebuterait dans l'accomplissement de ma mission. Je suis, en outre, tout prêt à rentrer en France si le Gouvernement désapprouve ma conduite ici.

Du reste, je pense que j'aurai bientôt réduit l'île entière,

La plus grande partie de Madagascar est désormais pacifiée et organisée et il ne me reste plus à mettre sous notre autorité que quelques peuplades de l'Ouest et du Sud. J'aurais voulu arriver à ce résultat sans coups de fusil ; mais ce sera impossible devant leur hostilité.

C'est alors qu'il prescrit, pour obtenir un nouvel ensemble de résultats infaillibles, obtenus au Tonkin et sur le Niger, des mesures qui nous sont déjà bien connues. Elles seront publiées dans toute l'Ile, au cours des fameuses Instructions du 22 mai 1898, qui demeureront, en nos annales coloniales, comme un modèle d'ordre et de raison du génie français. Ici, il faut citer longuement Gallieni lui-même et lui emprunter ses visions prophétiques et triomphantes :

— ... Les colonnes militaires, déclare-t-il, doivent être exceptionnelles et employées seulement contre des rassemblements nombreux et dangereux, fortifiés dans des repaires, forêts, cirques, d'où ils menacent la sécurité des régions environnantes et empêchent la soumission et l'obéissance des populations hésitantes, qui n'attendent que la destruction de ces bandes pour reconnaître notre influence.

Mais la méthode la plus féconde, celle qui a déjà fait ses preuves au Soudan, au Tonkin, à Madagascar même, pour la soumission de tout le plateau central et du nord de l'Ile, c'est la méthode progressive, c'est celle de la *tache d'huile*. On ne gagne du terrain en avant qu'après avoir complètement organisé celui qui est en arrière. Ce sont les indigènes insoumis de la veille qui nous aident, qui nous servent à gagner les insoumis du lendemain. On marche à coup sûr et le dernier poste occupé devient, tout d'abord, l'observatoire d'où le commandant du cercle, du secteur, du district examine la situation, cherche à entrer en relations avec les éléments inconnus qu'il a devant lui, en uti-

lisant ceux qu'il vient de soumettre, détermine les nouveaux points à occuper et prépare, en un mot, un nouveau progrès. Cette méthode ne manque jamais. C'est elle qui ménage le plus le pays et les habitants et prépare le mieux la mise sous notre influence de ces nouveaux territoires. Elle exige, de la part de nos officiers, un ensemble de qualités rares : initiative, intelligence et activité, pour ne laisser échapper aucune occasion de prendre pied dans les contrées encore inconnues et insoumises; prudence, calme et perspicacité, pour éviter tout échec, qui porte toujours un tort considérable à notre prestige et pour savoir discerner ceux des éléments adverses qu'ils peuvent utiliser pour les nouveaux progrès à accomplir.

Action politique et action de force sont les deux principaux agents de la première période d'une occupation ou d'une conquête. Si leur combinaison réussit, une deuxième période s'ouvre aussitôt : la période d'organisation, qui a recours à un troisième facteur, l'action économique.

Au fur et à mesure que la pacification s'affirme, le pays se cultive, les marchés se rouvrent, le commerce reprend. Le rôle du soldat passe au second plan; celui de l'administrateur commence. Il faut, d'une part, étudier et satisfaire les besoins sociaux des populations soumises; favoriser, d'autre part, l'extension de la colonisation qui va mettre en valeur les richesses naturelles du sol, ouvrir des débouchés au commerce européen... Il rentre dans le rôle de nos commandants territoriaux de créer des écoles professionnelles, où l'indigène se perfectionnera dans son métier par l'étude et par l'application des moyens que l'expérience et la science nous ont acquis; d'installer des fermes modèles, où il viendra se rendre compte des procédés de culture plus féconds, que nous employons et qu'il ignore; d'encourager la reprise des industries nationales, en facilitant l'établissement des premières fabriques qui s'organiseront et en les subventionnant au besoin; de créer des marchés, francs de tous droits d'abord et qui ne seront imposés que dans la suite et très progressivement, etc...

L'organisation administrative adoptée dans l'Ile laisse la plus complète initiative aux délégués de l'autorité supé-

rieure. Ils ont toute liberté dans le choix des moyens à employer, mais gardent aussi toute la responsabilité des résultats obtenus. En centralisant dans leurs mains les pouvoirs civil, militaire et judiciaire, on met à leur portée les éléments d'action indispensables à tout administrateur énergique et intelligent.

Il est sage de mettre à profit les inépuisables qualités de dévouement et d'ingéniosité du soldat français. Comme surveillant de travaux, comme instituteur, comme ouvrier d'art, comme chef de petit poste, partout où l'on fait appel à son initiative, à son amour-propre et à son intelligence, il se montre à hauteur de sa tâche...

En intéressant ainsi le soldat à notre œuvre dans le pays, on finit par l'intéresser au pays lui-même. Il observe, il retient, il calcule même et, souvent, au moment de sa libération, il sera décidé à mettre en valeur quelque coin de terre, à utiliser dans la colonie les ressources de son art, à la faire bénéficier, en un mot, de son dévouement et de sa bonne volonté. Il devient un des plus précieux éléments de la petite colonisation, complément indispensable de la grande. Déjà, de nombreuses demandes de nos soldats se sont produites dans ce sens. Elles sont à favoriser et à encourager...

— « La méthode de Gallieni, a écrit le maréchal Lyautey[1], peut se formuler ainsi : *l'occupation militaire consiste moins en opérations militaires qu'en une organisation qui marche*... Une expédition coloniale devrait toujours être dirigée par le chef désigné pour être le premier administrateur du pays après la conquête... Lorsqu'en prenant un repaire on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, on ne le prend pas de la même façon. »

1. *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, tome II.

Dès la fin de 1897, Madagascar est devenue terre française. Les ennemis de Gallieni eux-mêmes ont désarmé. Les résultats de son énorme labeur apparaissent aux yeux les moins prévenus.

La colonie s'est développée en tous sens; le relèvement physique et intellectuel des Malgaches est en voie de réalisation. L'école de médecine, les hôpitaux indigènes et les léproseries, l'enseignement parallèle du français et des métiers manuels, les écoles professionnelles, l'organisation de la justice et du système fiscal, les premiers projets d'un chemin de fer de Tananarive à la mer, l'éclairage des côtes, le service rationnel de l'agriculture, l'importation des charrues et des outils européens, la création d'un jardin d'essais à Nasinana, le régime équitable des prestations, l'installation des chambres de commerce consultatives, le régime foncier, les mines, les travaux géographiques, les explorations, — tout a marché de front et tout a réussi.

Le mérite de Gallieni, passant les mers, est reconnu en France et le Gouvernement, exprimant une gratitude unanime dont il n'est guère prodigue, envoie au Général cet éloquent câblogramme :

— « Je suis heureux de vous annoncer et je vous prie de publier que la Chambre des Députés a voté hier, à l'unanimité, après une courte discussion, un ordre du jour approuvant la politique suivie à Madagascar et adressant à l'armée qui

assure la pacification de cette nouvelle terre française ses patriotiques félicitations. »

Il semble, en effet, que l'âme du Chef soit passée dans celles de tous ses soldats. Les plus obscurs et les plus humbles se conduisent souvent en héros :

— Un convoi d'argent, raconte Gallieni[1], commandé par le sergent Bruneau, de l'infanterie coloniale, et composé d'un caporal et de cinq tirailleurs sénégalais, avait été attaqué à l'improviste, entre Tsiroanomandidy et Ankavandra, par une centaine de Sakalaves qui, surgissant des hautes herbes, commencent la fusillade à courte distance. Le sergent, avec calme, abrite les porteurs de fonds, tient tête aux agresseurs, commande la première salve, mais tombe mortellement frappé d'une balle au front. Le caporal sénégalais le remplace, continue la résistance, mais, un instant après, est blessé d'une première balle et tué par une seconde. Cependant, la petite poignée de braves, privée de ses deux chefs, ne lâche pas pied; réduite à cinq hommes, elle redouble son feu sans reculer d'une ligne; le tirailleur de première classe à qui est échu le commandement reçoit une balle à la jambe; ne pouvant se tenir debout, il continue à tirer à genou, excitant ses hommes et leur donnant l'exemple.

En présence de cette crâne attitude et des pertes que leur fait subir un feu nourri, les Sakalaves abandonnent la partie et le petit détachement peut enfin gagner le premier poste français, emportant glorieusement les corps de ses deux gradés et le convoi d'argent intact.

Absorbé par sa tâche gigantesque, Gallieni n'avait guère le loisir de prêter l'oreille aux rumeurs des disputes qui enfiévraient la métropole. En 1898, nous étions en pleine Affaire. Quelques mois plus tard, le Général, documenté sur place,

1. *Neuf ans à Madagascar.* (Hachette, 1908.)

à Paris, nous confiait son opinion : elle eût, sans doute, surpris beaucoup de civils, qui regardent les « militaires » comme coulés dans un moule immuable. Si ce regrettable incident historique, sur lequel Gallieni était encore assez mal informé, avait troublé le labeur des pionniers de Madagascar, les fusils qui avaient supprimé les deux ministres félons de Ranavalo eussent encore, au point du jour, fait justice exemplaire et prompte d'un faussaire. Jusqu'à son retour en France, le Général se refusait à prendre parti, alors que quelques-uns de ses officiers s'insurgeaient déjà, sans savoir, pour les fausses victim s.

— Je vous dirai, écrivait-il, le 5 mars 1898, au risque de passer pour un indifférent, que les incidents Dreyfus, Zola, etc., nous laissent assez froids. Nous nous sommes attelés à notre besogne avec un tel entrain et nous avons tellement besoin de tous nos moyens pour surmonter les nombreux obstacles et les multiples difficultés rencontrées en notre route, que nous n'avons guère le temps de penser à autre chose... Mais nous nous figurons tous, depuis le général jusqu'au simple troupier, que nous travaillons pour notre pays et que nous faisons œuvre utile. C'est là notre excuse.

Quant à moi, vous le savez, mon long séjour parmi les musulmans, les bouddhistes et les fétichistes m'a rendu fataliste et je crois qu'il est dans l'ordre que les choses les plus extraordinaires arrivent. C'est vous dire que les derniers incidents ne m'ont causé qu'un étonnement médiocre.

Les partis politiques en tumulte s'efforcèrent alors d'intéresser le Général à leurs luttes ardentes. Je me souviens que Georges Thiébaud, principal

inventeur du « boulangisme », toujours inconsolable de n'avoir pu trouver « un homme » en Boulanger, avait jeté son dévolu sur Gallieni pour l'inciter à recommencer une aventure tombée en quenouille.

Il m'avait supplié de le présenter, dès son arrivée, au gouverneur de Madagascar : sa popularité le passionnait pour des raisons fort étrangères à lui-même. J'avais inutilement essayé de persuader, à cet intelligent agitateur, meneur de foules, tribun de la rue et animateur de vastes complots, que toutes les tentatives demeureraient vaines qui tendraient à embaucher Gallieni dans un parti politique quelconque.

— Pourtant, disait Thiébaud, il nous le faut : c'est le seul général assez célèbre chez nous pour nous aider à détruire un régime caduc... Vous devriez bien lui conseiller — avait-il ajouté, mécontent et le visage plus tourmenté encore que de coutume — de ne plus se laisser photographier ainsi, à pied et avec des souliers de chasse aussi « malgaches » que ceux qu'il porte. Pas moyen de faire une propagande de coup d'État avec des portraits pareils!

— Bah! Vous aurez, sans doute, un cheval noir de cirque et de théâtre, pour l'entrée triomphale à Paris?

— Nous l'aurons, assurait Thiébaud; et, puisque vous ne voulez pas nous aider, je sais ce qu'il me reste à faire.

Et il partit pour Djibouti, à la rencontre du Général, avec l'espoir dément de le gagner, sur le paquebot, entre Obock et Marseille, à la cause de « la Patrie Française ».

On sait comment, sur la Canebière et, surtout, à Paris, Gallieni coupa court aux harangues annexionnistes des « politiques », esquiva le bon Coppée, Lemaître et Barrès, décourageant d'un seul coup toutes leurs avances. Il fut, d'ailleurs, surpris de la violence de nos disputes. Quelques-unes le divertirent, celles qui révélaient plus d'humour que de véritable ardeur; et je revois encore Gallieni sortir en riant du ministère de la Guerre, où le général de Galliffet, cloué dans son lit, venait de se plaindre à lui — à propos de tout et de tous — avec une impitoyable verve.

— Et vous, montez-vous encore à cheval? avait-il demandé brusquement au Gouverneur de Madagascar.

— Tous les jours.

— Alors, qu'est-ce que vous attendez pour me balayer ces gens-là?

— Ces gens-là?...

— Eh oui! le Gouvernement, nous tous, moi-même! Que diable! à votre place, voilà huit jours que je coucherais à l'Élysée!

Galliffet avait, sans doute, reçu les doléances des ligueurs désappointés et s'en amusait — peut-être.

Pendant le congé du Général en France, son

camarade Pennequin vint, sur la demande de Gallieni, le remplacer à Madagascar. Mais ce ne furent pas des « vacances » que le futur Maréchal devait goûter à Paris. Arrivé à Marseille le 24 mai 1899, il vient, au Parlement, défendre son projet de chemin de fer de l'Emyrne à la côte Est, enlever le vote des 60 millions nécessaires à sa construction et obtenir l'organisation défensive d'une puissante base navale à Diego-Suarez, construite par le génie militaire sous les ordres du colonel Joffre. Le 20 juillet 1920, fut votée la loi sur la défense coloniale; elle réservait 10 millions et demi à Diego.

A l'Exposition universelle de 1900, Gallieni assista aux installations du pavillon de Madagascar et au succès précoce de la musique malgache du Gouvernement général, formée par ses soins l'année précédente. Il établit des relations commerciales avec Lyon, Rouen, toutes les villes susceptibles d'exporter dans la colonie ou d'en recevoir les produits, déjà si variés et de plus en plus abondants.

Rentré à Tananarive le 1er juillet 1900, Gallieni nous exposera lui-même les progrès de son cher Madagascar et les nécessités qui, malgré son dessein primitif, vont le retenir sous la Croix-du-Sud, quelques années encore.

— Les résultats, nous écrit-il de Fianarantsoa, le 19 novembre 1900, s'affirment de jour en jour, tant au point

de vue économique qu'au militaire. J'ai bien quelques loups à mes trousses; mais c'est un excitant de plus. La campagne assez vigoureuse qu'ils mènent contre moi perd de son intérêt lorsqu'on voit qu'elle est dirigée au moyen de potins inexacts et habilement transformés par deux de nos anciens fonctionnaires de Madagascar, rappelés en France sur ma demande.

L'un, L........ (ou J... C...) était mon directeur de l'Imprimerie Officielle de Tananarive. L'imprimerie marchait en dépit du bon sens; il fut remercié.

L'autre est M. C......., mon ancien directeur du Contrôle financier, dont je vous ai parlé quelquefois. Il rêvait et il rêve encore de me remplacer ici, malgré son incapacité notoire. Tous nos résultats financiers actuels (5 millions dans notre caisse de réserve) vont à l'encontre des renseignements erronés et tendancieux qu'il envoyait au Ministre, qui a dû finir par le rappeler.

Si tous deux parviennent à me faire sauter d'ici, grand bien leur fasse! Je n'aurai aucun regret à rentrer en France, surtout si je puis obtenir un commandement militaire actif, conformément aux termes de la nouvelle loi sur l'armée coloniale.

Je compte inaugurer en janvier notre route de Tamatave. C'est un énorme travail; j'y ai, actuellement, plus de 25.000 hommes. Dans quelques jours, nous pourrons franchir en automobile la fameuse forêt qui, d'après les Hovas, devait mettre leur pays à l'abri de notre invasion.

15 *janvier* 1901. — Les attaques de Vigné et autres me laissent complètement froid. Ce député a été assez naïf, pour ne pas dire autre chose, pour recueillir toutes les calomnies colportées par des fonctionnaires révoqués ou rappelés de Madagascar et il les a servies avec des hors-d'œuvre absolument ineptes.

Bref, je ne me préoccupe en rien de toutes ces accusations. Je n'ai pas demandé à venir à Madagascar. J'y suis par devoir et je ne compte nullement abandonner mon poste. Mais je ne me laisserai pas imposer une ligne de conduite que j'estimerais contraire aux intérêts de notre colonie et, dans ce cas, je m'empresserais de résigner mes fonctions,

à ma grande joie et à celle des hôtes de la Gabelle et de Méliande. J'éprouverais une vive satisfaction à reprendre mon métier purement militaire.

Du reste, tout va très bien. Voilà notre route de Tamatave complètement finie; nos automobiles y circulent, maintenant, depuis Tananarive jusqu'à la mer. D'autre part, notre budget de 1900 va encore se boucler par un excédent de 2 millions; j'avais trouvé mes recettes locales à 3 millions en 1896; elles seront, en 1901, supérieures à 20 millions. Avouez que, pour un « concussionnaire », ce n'est pas mal!

12 *mars* 1901. — ... Au sujet de l'interpellation Vigné, je ne me sens nullement ému de cette campagne, que je prévoyais d'ailleurs et dont je vous avais averti. C'est, au contraire, un nouveau stimulant pour moi et mes collaborateurs et nous travaillons plus fermement que jamais. Mon désir est ardent de quitter définitivement la colonie, de la laisser dans un état parfait à tous les points de vue : pacification, finances, chemin de fer, etc. J'évalue qu'il me faut environ un an pour terminer ma tâche; mais je ne sais si je pourrai arriver à ce terme; car je sens de la mauvaise volonté et de l'hostilité, sinon dans le ministère actuel, du moins dans le cabinet de mon Ministre. Malgré tout, j'accomplirai mon devoir *jusqu'au bout*. Mes illustres devanciers, Dupleix, Labourdonnaye et bien d'autres ont été, tout comme moi, traités d'assassins et de concussionnaires. Et, cependant, leur œuvre reste et, s'ils avaient été bien écoutés et mieux suivis, l'Inde, Maurice, au lieu d'être anglais, seraient français aujourd'hui.

Bref, je continuerai à faire mon devoir, je le répète, jusqu'au bout; mais, vraiment, je serai bien heureux, le jour où je pourrai définitivement dire adieu à Madagascar et au ministère des Colonies.

Gallieni ne commence-t-il pas, malgré sa sérénité supérieure, à être agacé des attaques iniques dont il est l'objet?... Ses lettres intimes pourraient

le laisser deviner et, surtout, celles de ses collaborateurs les plus directs :

— Gallieni, écrit alors le lieutenant-colonel Lyautey, poursuit implacablement l'œuvre qu'il s'est assignée. C'est l'homme des indigènes, des colons, des petits, la bête noire des grosses légumes militaires ou civiles. Les colonels et les résidents, les mandarins de tout poil, les manitous des ministères ne le comprendront *jamais*. Et là est ma terreur pour son œuvre, parce que ces animaux malfaisants sont puissants, en ce pays de France, plus mandarinisé que la Chine.

Nous ne sommes pas beaucoup ici, dans les titulaires de grands commandements, à le comprendre et à le gober à fond. Ses *fanatiques*, c'est la foule des lieutenants, des sous-officiers, des soldats d'abord, qui donnent le maximum de leur effort pour un regard ou pour un geste. Ce sont les indigènes, qui le regardent comme un demi-dieu et tremblent à son nom. Ce sont les colons, enfin, que j'aime comme lui, ces admirables colons français, que j'ai appris à apprécier au Tonkin, d'autant plus méritants qu'ils s'expatrient contre vents et marées, sachant que tout et tous leur sont hostiles; race trop rare et d'autant plus précieuse. Ils savent trop bien que, le jour où Gallieni disparaîtra, ils risquent de retomber sous le poids de la férule du fonctionnaire guindé dans ses règlements et de l'officier fossilisé dans sa routine. Et, pourtant, que diable! la colonie, c'est eux.

Le général Gallieni, en tournée autour de l'Ile, m'écrivait de Tuléar, le 7 mai 1901 :

— Je me suis embarqué, fin mai, à Tamatave et, depuis cette date, je continue mon voyage dans les meilleures conditions possibles, heureux de pouvoir constater partout les bons résultats obtenus. Il n'est pas un port, pas une localité où le nombre de nos colons n'ait augmenté, où le chiffre des affaires ne se soit accru dans de grosses proportions. Il y a là, en somme, des résultats qui peuvent et

doivent sauter aux yeux des gens qui ne se les bouchent pas exprès.

De plus, voilà Diego-Suarez de plus en plus fortifié et capable de résister aux tentatives de nos amis britanniques. Enfin, les premiers rails de notre chemin de fer se posent et finiront par se dérouler jusqu'à Tananarive. Inutile de vous dire que tout cela a été fait malgré le ministère, où j'ai toujours senti la même ignorance et le même mauvais vouloir. Encore quelques mois de cet incessant labeur et j'espère que je pourrai enfin passer la main à un autre.

Malgré que Laroche et quelques autres aient essayé encore de tromper l'opinion publique à propos du voyage de Ranavalo à Paris, tout va bien ici, maintenant. Je ne pense pas que l'on ait envie de la remettre sur le trône. La grosse majorité de ses anciens sujets ne l'y reverrait pas avec plaisir, tellement elle a laissé parmi eux de tristes et sanglants souvenirs : et je ne parle pas des 6.000 soldats français dont les tombes s'allongent le long de la route de Tananarive à Majunga...

Vous devez être maintenant dans les Pyrénées. Vous vous y rencontrerez, sans doute, avec ma femme, mes enfants, ma mère et ma sœur. Vous êtes bien heureux et je voudrais bien être à votre place. Mais, enfin, j'espère qu'avant peu j'en aurai fini avec ma besogne coloniale et que je pourrai alors me consacrer entièrement aux miens.

De plus en plus, malgré son travail obstiné, une sorte de nostalgie du pays grandit dans le cœur de Gallieni. Plus attaché que jamais à son devoir et à la réussite des plans grandioses dont il est l'âme, il nous écrit néanmoins des lettres affectueuses, toujours passionnées de patriotisme, mais, parfois, humanisées de mélancolie et de ressouvenirs.

29 *novembre* 1901. — Cette lettre, nous dit-il, vous parviendra aux abords du 1er janvier et vous porte mes vœux

bien sincères pour vous et les chers vôtres. C'est, en même temps, une occasion pour vous répéter combien je vous suis reconnaissant pour l'affectueuse sympathie que vous m'avez toujours montrée depuis que, pour la première fois, nous nous rencontrions chez le Père Chocolat. Il y a dix ans de cela. Et, depuis cette époque, vous n'avez cessé de vous intéresser à ma carrière coloniale et de montrer, par vos bontés pour ma femme, mes enfants et ma vieille mère, l'affection que vous aviez pour moi...

En somme, cette dernière année aura encore été bonne pour Madagascar. Voilà Diego-Suarez qui fait la nique aux Anglais, au moins du côté de la mer, avec ses onze batteries de grosses pièces. Que le Parlement nous donne les fonds nécessaires pour terminer le front de terre et nous aurons là un camp retranché de premier ordre.

Notre chemin de fer, après les premières difficultés du début, s'exécute maintenant dans de bonnes conditions. En un an, nous avons surmonté tous les obstacles que nous rencontrions devant nous, en créant des chantiers, des magasins, des habitations, des ambulances, là où il n'y avait que des villages indigènes. J'ai voulu prouver que nous aussi, Français, nous sommes capables de faire un chemin de fer colonial, dans les délais et avec les crédits prévus.

Notre mouvement économique n'a cessé encore d'augmenter. De 19 millions en 1896, il est monté à 52 millions en 1900 et va encore dépasser ce chiffre en 1901. Nos recettes locales, de 3 millions seulement en 1896, sont, pour 1901, de 25 millions et nous avons une réserve de plus de 5 millions.

En ce qui concerne la question indigène, j'ai pu profiter de mon expérience du Soudan et du Tonkin. J'ai créé un système d'assistance publique qui compte déjà plus de 50 hôpitaux, ambulances, maternités, léproseries. J'ai organisé tout un service d'enseignement professionnel, agricole et commercial, ouvert à tous indistinctement, avec écoles normales, de médecine, d'agriculture, etc.

Que faut-il faire encore pour prouver à Vigné d'Octon et consorts que je ne suis ni un dilapidateur, ni un assassin? Prospérité de nos finances locales, mesures d'humanité

appliquées à nos indigènes et, tout cela après cinq ans à peine de notre administration, alors que l'île entière était insurgée et qu'il nous a fallu partout relever les ruines accumulées par les rebelles. Existe-t-il une seule de nos colonies qui donne l'exemple d'un relèvement aussi rapide?

Je dois dire que les individus qui m'ont fait l'honneur de m'attaquer si violemment, il y a un an, me laissent tranquille en ce moment. Ils attendent une occasion plus favorable. Ils ont bien tort de s'en prendre à moi; car je tiens à rester éloigné de la politique, qui me dégoûte et je veux seulement servir mon pays dans les colonies lointaines.

Nous avons inauguré, il y a quelques jours, le monument élevé à nos soldats de Madagascar. J'ai eu le plaisir de voir défiler, devant des Français et un monument élevé à la gloire des soldats français, toutes les écoles anglaises, précédées de leurs maîtres et maîtresses, naguère si hostiles à la France.

17 *mars* 1902. — Pour le moment, notre grosse affaire, c'est le chemin de fer. Nous avons, naturellement, commencé les travaux par la région côtière, où le climat est malsain, le pays très accidenté, la main-d'œuvre rare; mais, malgré tout, les chantiers marchent activement et je ne me laisse pas effrayer par les pronostics fâcheux des pessimistes qui prétendent que nous échouerons...

J'ai reçu plusieurs lettres de France m'informant qu'un commandement de corps d'armée m'était réservé si je rentrais. Mais, étant donné la situation, encore délicate ici, j'aime mieux aviser le Ministre que je suis tout prêt à rester à Madagascar encore une année, s'il le désire. Mon départ en ce moment pourrait avoir des inconvénients pour l'avenir; moi, je suis prêt à faire ce que l'on voudra : ma personne n'est pas en jeu. Si le Ministre estime ma présence utile ici pendant quelque temps encore, je reste à sa disposition. Dans ce cas, je ferai venir Marcelle[1] et ma femme. Il faut bien qu'elles connaissent Tananarive à leur tour.

19 *juin* 1902. — Le Gouvernement tout entier me de-

1. Sa fille.

mande de rester; j'ai accepté, surtout pour sortir notre chemin de fer de la période des difficultés. Ça va bien déjà; mais je veux que ça aille mieux encore... M. Doumergue vient de me confirmer le témoignage de confiance de son prédécesseur. Je marche donc de l'avant, tout prêt à prendre le paquebot si je sens le moindre fléchissement au Pavillon de Flore. Et, pour trouver le temps moins long, je fais venir ma femme et Marcelle, Quant à Gaétan[1], il faut qu'il reste à travailler en France...

Ma mère a mal supporté l'hiver et je voudrais avoir de meilleures nouvelles de Saint-Béat...

Ses pressentiments ne trompaient pas Gallieni : sa vieille mère s'éteignit au commencement de l'hiver, avec une sérénité et une résignation stoïques. C'était une de ces admirables mamans de France, femmes et mères d'officiers, pour qui la vie et l'affection des leurs appartiennent d'abord au pays. Son adoration pour son fils, déjà glorieux, adoucit ses dernières heures et elle mourut en murmurant son nom.

Le deuil qui le frappait fut rude pour le cœur de l'énergique soldat et il laissa devant nous s'exhaler sa mâle douleur en des termes qui font l'éloge de sa sensibilité :

12 *février* 1903. — Je savais que vous ressentiriez profondément l'immense perte que je viens de faire. Les délicates attentions que vous avez toujours eues pour ma mère et pour mes parents de Saint-Béat sont l'une des raisons de la profonde amitié que je vous ai vouée... Je trouverai un bien grand vide, désormais, dans notre vieille maison de Saint-Béat, moi qui aimais tant à reporter toutes mes

1. Son fils, sous-lieutenant du génie pendant la Guerre.

espérances vers ma mère et qui étais si fier de lui annoncer, chaque fois, les succès que je pouvais avoir.

Et puis, cette mort au loin, sans que j'aie pu lui serrer une dernière fois la main!...

— Nos travaux du chemin de fer avancent normalement et méthodiquement. Mais, vraiment, je ne me lancerai plus dans des entreprises aussi difficiles. On a à surmonter trop d'obstacles, en dehors de ceux que nous rencontrons sur les lieux mêmes : c'est une bataille incessante pour désarmer les critiques, les mauvaises volontés et les jalousies...

Et l'admirable Française qui partageait, à Tananarive, les nobles soucis du Gouverneur, la générale Gallieni, nous écrivait, elle aussi, une lettre qui attestait combien elle était digne d'avoir été élue pour compagne d'un grand Chef de notre pays :

25 *février* 1903 — ... Je ne vous en veux pas d'avoir été contre moi, pour la France, c'est-à-dire pour la prolongation du séjour du Général ici. Je suis trop profondément Française pour ne pas mettre au-dessus de tout le bien de mon pays: je me suis toujours inclinée devant cet intérêt supérieur, avec tristesse j'en conviens, mais aussi avec fierté. Je n'ai jamais souhaité qu'une chose : rejoindre mon mari. C'est l'espoir qui m'a soutenue, durant les angoissantes années de séparation. Et je ne me souviens plus des tristesses passées devant notre foyer retrouvé.

Mais une lassitude grandit au cœur du Général. Certes, son labeur, est toujours le même et il ne s'en laisse pas distraire aux heures de l'action. C'est à peine si, de loin en loin, dans l'intimité, il avoue sa détresse et peut-être son découragement de tant de luttes renaissantes :

— J'ai eu, écrit-il, le 27 mai 1903, comme vous le savez,

à batailler ferme pour nos crédits de Diego-Suarez et il est bon que l'on sache que le général Joffre y a fait de bonne besogne, depuis trois ans...

J'ai hâte d'en avoir fini avec ma tâche à Madagascar. Évidemment, je reste toujours solide au poste; mais je commence à sentir des malaises qui, me disent les médecins, ne disparaîtront qu'avec le surmenage intellectuel auquel je suis soumis depuis trop longtemps. J'attends donc avec impatience le vote de la dernière partie de notre emprunt pour faire un gros effort sur nos chantiers du chemin de fer, où je compte mettre plus de 20.000 ouvriers.

En attendant, nous perdons un temps précieux pour nous conformer à des règlements administratifs et financiers qui sont la négation de toute œuvre de colonisation sérieuse. Je m'en aperçois bien, ici, avec les inspecteurs des colonies que j'ai sur le dos depuis huit mois et qui, au nom des règlements, ne cessent de critiquer les mesures que j'ai prises au nom du bon sens et de l'instinct de nos colons. Nous avons de bien grandes réformes à faire à ce point de vue.

Ce n'est pas, désormais, sans un sursaut de colère mal dissimulée que Gallieni, harcelé par des bureaucrates, exprime son impatience et entrevoit avec soulagement l'aboutissement de la tâche qui doit marquer l'heure de son retour. La question de l'or à Madagascar y a, semble-t-il, multiplié les règlements étroits et les tracasseries. Le 8 décembre 1904, il s'en plaint avec quelque humeur, non sans y montrer néanmoins cette compétence universelle qui lui fait embrasser avec le même bonheur toutes les connaissances d'un grand colonisateur :

— L'exploitation de l'or a fait de grands progrès à Madagascar : de 300.000 francs en 1896, à mon arrivée, l'exportation d'or montera, cette année, à 9 millions. Depuis

neuf ans, l'augmentation des quantités extraites et exportées a été régulière et continue. Mais, jusqu'à présent, nos prospecteurs et colons se sont bornés à exploiter les gisements d'après la méthode primitive indigène, c'est-à-dire en lavant à la battée les sables des ruisseaux. Malgré tout, nos colons de Madagascar, ayant généralement peu de ressources, trouvent leurs avantages à ce système. Ils s'entendent avec les indigènes qui, comme vous le savez, n'ont pas le droit de prospecter et doivent travailler pour le compte des Européens. Les indigènes font tout le travail, se nourrissent eux-mêmes, se logent, fournissent même l'outillage et reçoivent une part de la récolte d'or, généralement la moitié ou les deux tiers. Le colon ne court donc aucun risque; mais, avec ce système, qui lui est tout avantageux, l'exploitation aurifère reste toujours rudimentaire.

Quelques Anglais seuls introduisent, en ce moment, des dragues à vapeur et commencent des exploitations industrielles. C'est vous dire qu'une grande société sérieuse, bien argentée, sachant et pouvant attendre les résultats de ses travaux, ferait ici œuvre utile et pour la colonie et pour elle-même. J'avais, un moment, pensé que la colonie pourrait participer à une opération semblable, comme à d'autres opérations du même genre, élevage, exploitation de forêts, plantations de coton, etc... Mais, à cette époque, j'étais plus naïf qu'aujourd'hui. Je me figurais que tout était permis, collaboration avec des sociétés, création d'entreprises économiques, puisque je n'avais en vue que l'intérêt de Madagascar et sa prospérité.

Mieux instruit par l'expérience, je sais que toute tentative de ce genre m'exposerait de suite à toutes sortes d'accusations, de critiques, de calomnies. On m'accuserait d'opérer pour mon compte, de favoriser les uns au détriment des autres, etc. J'ai vu déjà, lors de la visite de la dernière mission d'inspection, combien étaient mal interprétés certains de mes actes, par lesquels j'avais voulu venir en aide à quelques-uns de nos compatriotes, en facilitant leurs opérations commerciales ou autres. Du reste, rappelez-vous l'interpellation Vigné d'Octon et combien

a été critiquée l'organisation financière de nos provinces, organisation simple, commode, permettant à nos administrateurs et officiers de disposer des ressources de la province pour le mieux des intérêts de celle-ci. C'était peu compliqué.

Mais on a trouvé que ce système donnait lieu à des abus et l'on a établi, à la place, toute l'organisation métropolitaine. Personne ne peut plus dépenser un sou sans l'autorisation *préalable* du Gouverneur, après avis du contrôle financier, etc. C'est tuer, chez nos fonctionnaires, toute initiative. Mais les formes sont observées et les règles de la comptabilité sont suivies!...

J'envisage avec bonheur mon prochain retour. Je suis réellement las de ces luttes continuelles. On peut dire que mon second séjour ici aura été caractérisé par l'immixtion continuelle et gênante du ministère — je ne dis pas du Ministre, mais de ses directions et de ses bureaux — pour toutes les questions: camp retranché de Diego-Suarez, organisation militaire de la colonie, chemin de fer surtout, dont je poursuivais l'étude et la solution malgré d'énormes et d'incessantes difficultés... Réellement, je suis un peu fatigué de toutes ces oppositions et je préfèrerais un commandement militaire actif, soit en France, soit en Algérie...

Mon intention est donc de demander ce commandement militaire et j'occuperai mes loisirs à réunir mes souvenirs de campagnes coloniales et à voir ce que devient mon cher Gaétan...

Nous avons eu quelques troubles assez sérieux dans le sud de l'Ile. J'ai dû y envoyer des troupes régulières pour tout remettre en ordre. Je me demande si ces troubles n'ont pas quelque corrélation avec l'arrivée de quelques agents japonais, qui auraient commencé à se montrer dans l'Ile. Comme vous le savez, l'escadre russe nous est annoncée à Diego-Suarez et il est possible que quelques bateaux nippons fassent leur apparition dans le canal de Mozambique, comme on l'annonce déjà. Je n'ai, d'ailleurs, jusqu'à présent, aucun renseignement précis à ce sujet.

Je vois, d'après les journaux arrivés par le dernier courrier, que M. Berteaux aura fort à faire s'il veut remettre

de l'ordre dans l'armée. Quel gâchis, si les journaux n'exagèrent pas!...

Les Lazaristes sont de très braves gens. Ils nous rendent de bons services dans le sud de l'Ile. Ils ont un excellent évêque, Mgr Crouzet, s'occupant d'enseignement professionnel, d'assistance médicale, etc. Jusqu'en 1903, je lui ai compté un subside de 10.000 francs. Aujourd'hui, les instructions du Ministre me forcent à suspendre cette subvention. Mais, à tous points de vue, je préfèrerais les Lazaristes aux Jésuites...

Les deux dernières lettres malgaches que j'aie reçues de Gallieni résument ses griefs contre la métropole bureaucratique et continuent à fixer en axiomes les idées les plus fécondes d'un haut enseignement colonial :

30 *décembre* 1904. — ... Nous venons d'avoir un mois dur à Madagascar. Au moment où j'apprenais un mouvement insurrectionnel assez sérieux dans le sud de l'Ile, un violent cyclone dans le Nord causait les plus graves dégâts à Diego-Suarez, jetait à terre toutes nos lignes télégraphiques et interrompait toutes nos communications maritimes; enfin l'escadre russe arrivait et se concentrait à Nossi-Bé, sur la côte Nord-Ouest. Je me suis trouvé, un moment, dans le plus grand embarras, dans l'impossibilité où j'étais de transmettre mes ordres et instructions sur les divers points de notre île, réellement trop grande, avec 500 kilomètres de côtes et une division navale à peu près impuissante.

Aujourd'hui, mes mesures sont prises; mais les Russes ont eu une bien mauvaise idée de venir se rassembler par ici. Nos Malgaches, nos Hovas en particulier suivent avec attention les péripéties de la lutte russo-japonaise. Comme pour tous les Jaunes, leurs sympathies vont aux Nippons. Si nous avions une bataille navale dans nos eaux et si nos alliés étaient battus, l'impression serait bien mauvaise dans l'Ile. Et, avec cela, chaque jour, on me diminue nos

forces. Garder un pays plus grand que la France avec 2.000 soldats européens et 8.000 soldats indigènes, d'une fidélité douteuse, ce n'est pas un problème facile; et vous devez bien penser combien il faut se multiplier pour y arriver.

25 *mars* 1905. — Je ne me suis pas préoccupé beaucoup des attaques de M. Hubert contre mon administration. Son réquisitoire est un ramassis de ragots qui n'ont aucune valeur et auxquels il est facile de répondre. Mais, bien que le Ministre m'ait câblé que je n'avais pas à me préoccuper de cet incident, je suis forcé de constater que notre métier devient de plus en plus difficile.

On ignore complètement nos difficultés; on nous laisse toutes les responsabilités et nous avons toujours tort vis-à-vis de tous, commerçants en faillite, entrepreneurs incapables et de mauvaise foi, sociétés louches, fonctionnaires mécontents.

On trouve que nos impôts sont trop lourds et on ne cesse d'augmenter nos charges budgétaires; on nous traite comme une vieille colonie, riche, prospère, arrivée à la pleine maturité. Comme vous le dites si bien dans le *Péril Jaune*, nous sommes sans troupes, sans ressources.

Je n'ai cessé de le dire, de le crier sur tous les tons; mais on ne fait rien.

D'un autre côté, le Gouverneur est loin et incapable de se défendre personnellement contre les attaques ineptes que l'on dirige vers lui. Je demande donc à rentrer en France par le courrier du 19 mai, ce qui me mènera à Paris vers le 15 juin. Je suis de plus en plus décidé à ne plus revenir à Madagascar et, en France, à rester absolument éloigné de toutes fonctions qui ne seraient pas strictement militaires.

***

Le général Gallieni quitta définitivement Madagascar le 19 mai 1905, après neuf ans de labeurs

continus, qui laissaient la Grande Ile transformée, méconnaissable et entièrement réorganisée.

— « Gallieni, écrivait Gabriel Hanotaux, a reçu une forêt insurgée; il a rendu une colonie tranquille et prospère. »

Et il terminait son étude rapide des neuf années de colonisation intensive vécues là-bas par le Général en formulant ce vœu :

— « Que la France continue à aider les pas encore chancelants de la jeune colonie; que la vigilance et la bienveillance métropolitaines ne lui fassent pas défaut, que le Gouvernement lui envoie des chefs choisis comme l'a été le général Gallieni, — et cette conquête, qui a couronné un siècle si troublé, atténuera bien des fautes, comblera bien des vides et s'affirmera comme une des œuvres les plus glorieuses de l'Histoire de France et de l'Histoire de l'Humanité. »

V

GALLIENI CHEF D'ARMÉE

Gallieni, divisionnaire depuis 1900, reçut, à son retour de Madagascar, en témoignage de la gratitude du Gouvernement, la grand'croix de la Légion d'honneur. Il avait encore devant lui dix années de commandement actif à exercer; une tâche nouvelle lui incombait, à la tête de l'organisation militaire du pays : il s'y consacra avec l'ardeur d'un jeune chef.

Inspecteur général des troupes coloniales à Paris (1905), commandant du 13e corps d'armée à Clermont-Ferrand en 1906, puis Gouverneur militaire de Lyon avec le commandement du 14e corps, le général Gallieni partagea ses heures laborieuses entre l'étude de ses ordres quotidiens et les exercices ou les manœuvres de ses troupiers.

Piéton toujours intrépide ou cavalier matinal, il surprenait volontiers ses unités sur les terrains d'instruction pratique, se mêlant aux soldats,

interrogeant directement les gradés et les hommes, populaire et obéi partout comme il avait su l'être dans les régions lointaines, d'où le renom de ses prestigieuses réussites était parvenu jusqu'à ses auxiliaires nouveaux.

Commandant en chef de l'éventuelle armée des Alpes, le général Gallieni entrait, le 8 août 1908, au Conseil supérieur de la Guerre. Il s'efforça d'y faire adopter ses idées, fruits d'une longue et rare expérience, les règlements progressifs et clairs qui modernisèrent les vieux errements, assouplirent la mobilité des armées, actualisèrent la discipline, détruisirent la routine et les erreurs d'une organisation périmée.

Il fut, en 1911, décoré de la Médaille militaire, suprême récompense des grands chefs et acheva de démontrer sur le terrain que les « coloniaux » — dont les pontifes de l'armée métropolitaine contestaient parfois les aptitudes à mouvoir les masses énormes d'une guerre européenne — brilleraient au premier rang de nos stratèges, brevetés ou non, prouvant ainsi que, comme les Bugeaud et les Faidherbe, nos conquérants d'outre-mer avaient, même contre des peuplades barbares, fructueusement appris leur métier en vue des grandes batailles sur le sol national.

Aux manœuvres de l'Ouest, en août 1911, le général Gallieni, chef d'une des deux armées rivales, utilisant déjà avec un art confiant les services, alors si neufs, de ses avions, sut être mieux

renseigné que « l'ennemi » et termina les manœuvres par un coup de main qui fit du bruit : il captura le chef du parti adverse, le général Marion, son collègue au Conseil supérieur, avec tout son état-major, dans un raid de cavalerie. Cet épisode brusqué mit fin à la bataille fictive; il avait, selon la méthode du Général, été préparé avec minutie jusque dans ses moindres détails.

Il y eut des sourires assez peu discrets chez les uns, un sentiment exagéré d'humiliation et d'esprit de corps parmi les autres. Mais Gallieni, dont la camaraderie était faite d'estime pour ses collègues et de réelle bonté, fut très gêné par son succès : il pouvait peiner un chef qui était loin d'être sans mérite.

Le soir même, se dérobant au banquet officiel, présidé par le ministre de la Guerre (M. Millerand), pour ne pas entendre des toasts dont sa modestie, un peu sauvage, aurait pu souffrir, il prétexta une fatigue soudaine, prit le train et vint, près de Biarritz, nous demander à l'improviste une hospitalité de deux jours, afin de mieux dépister les reporters lancés à ses trousses, sur Saint-Raphaël.

Il commandait alors, dans les prévisions de mobilisation, l'armée du Nord, qui devait, de Dunkerque à Mézières, couvrir la frontière belge en cas de guerre. Gallieni était, d'ores et déjà, convaincu que cette guerre devenait inévitable, la dure volonté des Allemands de nous chercher querelle étant manifeste à ses yeux.

Dans ses voyages en Belgique, avec son chef d'état-major, vêtu comme lui en paisible touriste, il avait rencontré d'autres « civils », qui étudiaient les mêmes points statégiques d'une invasion par la Belgique et déguisaient mal, sous des complets de commis-voyageurs, des torses corsetés d'officiers prussiens en excursion d'études militaires.

***

Et, déjà, Gallieni, ce visionnaire latin, dont la pénétration devait, plus tard, paraître si étonnante, avait la conviction que son armée — la future armée Lanrezac de 1914 — aurait à supporter le premier choc de l'envahisseur.

Au Conseil supérieur, il tentait d'obtenir les mesures tactiques et l'armement qui, selon lui, pourraient parer à un péril brusqué, — l'artillerie lourde, l'approvisionnement des pièces de 75 au moins à 1.500 ou 2.000 coups.

Il recommandait l'étude et l'adoption de ces tranchées profondes et étroites que les leçons de Moukden, certifiées par mon chef, le général Silvestre, démontraient presque infranchissables et vulnérables à peine, même aux tirs intenses des plus gros obus.

L'implacable limite d'âge atteignit le général Gallieni en avril 1914. Le Gouvernement tint à lui décerner la rare faveur qu'il réservait aux généraux ayant victorieusement commandé en

chef devant l'ennemi : il était maintenu en activité de service, sans limite d'âge.

Alors seulement, en quittant le Conseil supérieur de la Guerre, Gallieni allait pouvoir enfin, à Saint-Raphaël, goûter dans sa famille le repos relatif qu'il avait tant rêvé, rassembler ses notes coloniales, nous donner, en livres définitifs, la codification complète de sa tactique de pacification, éprouvée avec bonheur et toujours victorieuse dans nos possessions d'Asie et d'Afrique, totalement organisées par son génie proconsulaire et guerrier.

En deux jours, à la fin de juillet 1914, tous ses projets étaient anéantis : l'admirable compagne de sa vie, la générale Gallieni, mourait subitement entre ses bras; la Guerre éclatait le lendemain.

Et le Général, quittant son asile heureux de la Gabelle — qu'il ne devait plus revoir — revenait à Paris, rappelé en toute hâte, avec les fonctions d'adjoint au généralissime et de successeur éventuel.

VI

PARIS SAUVÉ PAR GALLIENI

(Journal d'un Officier d'Ordonnance)

L'armée que Gallieni avait passée, le 24 avril 1914, à l'excellent général Lanrezac, avec sa place au Conseil supérieur de la Guerre, constituait l'aile gauche du groupe de nos armées de l'Est.

C'était la 5e Armée prévue par le plan de mobilisation; elle comprenait les 1er, 2e, 3e, 10e et 11e corps. Trop peu nombreuse devant la tâche que son chef pressentait pour elle, il l'avait signalée, dès le début de 1914, au chef d'État-Major général et au Conseil supérieur, comme insuffisante.

L'examen minutieux des corps allemands dans la vallée du Rhin, la situation de leurs garnisons, des quais d'embarquement et des villes-frontières bordant la Belgique et le Luxembourg avaient permis à Gallieni, dans ses dernières manœuvres d'état-major, d'annoncer et de démontrer que

l'ennemi formerait trois armées pour envahir la Belgique, de gré ou de force, et descendre sur Longuyon, Sedan et Hirson, avec onze corps, précédés de sept divisions de cavalerie, en prenant, certainement, l'initiative de l'offensive contre nos forces, très inférieures en nombre.

Le pacificateur du Soudan, du Tonkin et de Madagascar avait pressé vainement l'État-Major de l'armée d'organiser puissamment Maubeuge, en tête de front sur la Sambre — ce qui fut négligé comme *inutile* — et de hérisser de défenses très fortes les hauteurs de la rive gauche de la Meuse, entre Verdun et Mézières — ce qu'on n'eut pas le temps de réaliser avant la déclaration de guerre. Ce retard malheureux devait nous conduire au désastre de Charleroi et à l'invasion de notre territoire.

En outre, ce fut seulement en novembre 1915, sous la pression de nos premiers revers et du nouveau ministre de la Guerre, que l'on commença à constituer l'artillerie lourde, réclamée par Gallieni, au Conseil supérieur de la Guerre, dès 1911, — puis, avec une insistance alarmée, en octobre 1913 et en mars 1914.

— « Le général Gallieni, note le procès-verbal de la séance du 7 mars 1914 au Conseil supérieur, qui a la charge du commandement d'une armée sur la frontière du Nord-Est, demande la réduction du nombre des batteries aux colonies pour créer l'artillerie lourde de campagne et pouvoir disposer, sur le théâtre principal d'opérations, de moyens aussi puissants que l'adversaire. »

Les idées de Gallieni sur la guerre prochaine avaient fait leur chemin en haut lieu; tous les regards, au Gouvernement, se tournaient vers lui avec confiance. Dès le mois de décembre 1912, une lettre de service confidentielle, signée de M. Millerand, ministre de la Guerre, avait prescrit au général Gallieni de se préparer « par l'étude des dossiers de nos armées de l'Est, à la succession éventuelle du général commandant en chef ».

Le 27 juillet 1914, la générale Gallieni était morte brusquement à Saint-Raphaël, et, le 29, mon courrier m'apportait ce billet de l'admirable soldat :

— Mon ami, j'ai la profonde douleur de vous annoncer la disparition de ma chère femme. Elle nous a été enlevée, hier, par une hémorragie cérébrale froudoyante. Nous sommes bien malheureux.

Gallieni, quand il m'envoyait ces lignes, ne croyait déjà plus à la paix. L'ordre de rallier Paris au plus vite lui fut remis, deux jours après, au cimetière où il venait d'ensevelir sa femme. Je lui avais écrit, de Berlin, *le mois précédent*, pour lui dire que tout, en Prusse, « sentait la guerre » et que l'instruction des réserves était poussée, dans les casernes et sur les terrains d'exercice, avec une fièvre sournoise, d'ailleurs toute maquillée de mensonges à cet égard.

J'étais, en effet, arrivé à Berlin le 13 juin 1914, au cours d'un voyage d'études artistiques; les allées cavalières des jardins publics, les pelouses

de courses, les champs de manœuvres, les boulevards extérieurs des garnisons fourmillaient d'épisodes militaires d'entraînement et de camps retranchés.

Déjà, les dirigeants allemands *savaient* que la tourmente était proche. Quand je parlai, à certains de mes interlocuteurs, de l'automne prochain, les uns se turent, embarrassés; d'autres levèrent les bras au ciel, comme si la fin du monde eût dû tout anéantir avant trois mois.

Dans l'entourage du vieil Haeseler, on savait que le Kaiser était parti pour Vienne et un jeune officier, avec quelque jactance, parla de la guerre imminente, pour des « questions danubiennes, qui ne regardaient pas la France ». On affectait d'espérer que nous resterions neutres et que « l'irritante question d'Alsace-Lorraine, cette faute kolossale de Bismarck », ne nous dresserait par contre les Germaniques. D'ailleurs, chacun savait... à Berlin qu'en cas de mobilisation, nos généraux seraient fusillés « dans le dos » par l'Internationale triomphante...

A ce passage de son petit cours d'histoire française, le junker filiforme, sanglé jusqu'aux oreilles, fut interrompu par un éclat de rire gouailleur : je n'avais pu résister à la tentation d'être discourtois.

Lorsque, quelques jours après, je contai cet épisode à l'une des plus hautes autorités du Gouvernement, mon interlocuteur hocha la tête et,

sérieusement, redouta presque la même catastrophe!

Gallieni n'avait pas de ces terreurs; l'insuffisance de notre armement l'angoissait; mais il n'avait pas douté de l'élan du réveil national et du loyalisme de notre peuple en armes.

***

Dès son premier contact avec le haut commandement, le Général constatait avec amertume qu'un abîme séparait ses convictions des idées du grand État-Major. Il fut seul de son avis dans le premier Conseil de guerre à l'Élysée : l'invasion par la Belgique l'obsédait d'une évidence tragique. Il songea tout de suite à mobiliser le matériel de Bange pour renforcer l'artillerie des armées en campagne et parla vainement des « leçons de Moukden » et de la sécurité initiale d'une triple ligne de tranchées profondes pour y briser la première ruée de l'ennemi. L'offensive quand même fut jugée plus « française », plus conforme au génie guerrier du pays.

Le soir même où M. Viviani, président du Conseil des ministres, nous avait affirmé — il ne pouvait pas croire à toute la monstruosité de la mauvaise foi boche — qu'il gardait encore un tenace espoir d'éviter la Guerre, Jean Jaurès était assassiné par un fanatique.

Personne peut-être n'a été comme moi atterré

de cette nouvelle. Jaurès était, à Paris, le plus ancien de mes amis d'enfance. Nous nous étions un peu perdus de vue, après mes articles sur lui, où je combattais ses utopies les plus chères, surtout au sujet de l'âme bucolique qu'il prêtait au socialisme allemand. Les affaires du Maroc nous avaient séparés encore; mais je n'avais pas cessé de l'admirer comme une des forces vivantes de la tribune et de la pensée françaises.

Il avait été, au collège de Castres, mon grand condisciple et mon répétiteur : j'entrais en huitième quand il terminait sa rhétorique. Devant nous, Léon Bourgeois, préfet du Tarn, avait été harangué par l'élève Jaurès dans une improvisation étincelante qui fit l'admiration du jeune fonctionnaire.

Ma mémoire d'enfant m'a gardé le souvenir de cette cérémonie. Jaurès, vêtu d'une « lévite » de famille, le soulier boueux, la visière de son képi de collégien raccommodée avec une ficelle passée à l'encre, avait, avant de s'avancer dans le carré d'honneur, déposé sur les marches de la salle d'armes la bourriche campagnarde où tenaient les provisions qu'il avait, avant la classe, achetées au marché pour sa mère, logée avec lui à cinq kilomètres de la ville, dans la traverse de Pioch-Saint-James.

Un pré, bordé de cyprès italiens, une sorte de ferme délabrée, avec deux petites chambres aux planchers de bois blanc, une vache laitière, quel-

ques poules constituaient le « domaine » — il n'a, d'ailleurs, pas changé — que les légendes ineptes de la politique ont, plus tard, travesti, sans savoir à quel point elles étaient ridicules, en manoir seigneurial de « bourgeois repu ».

A Toulouse, où je commençais mon droit, je l'avais eu pour professeur à la Faculté des lettres. J'étais de son premier auditoire quand il y lança, au cours d'une conférence du député bonapartiste Estancelin, une interruption irrésistible qui fit dire à notre recteur, M. Perroud :

— Il y a des années que je n'avais entendu pareil improvisateur politique : c'est un nouveau Gambetta.

Dans le Tarn, Jean Jaurès nous avait ensuite trouvés seuls à ses côtés, mon ami Georges Pierfitte et moi, aux élections de 1889, où il fut battu malgré des prouesses d'éloquence. Je l'ai vu, certains soirs, dominer, soulever, électriser des foules hostiles, embrigadées à l'assaut contre lui et même porté en triomphe par ses adversaires, un instant gagnés à son enthousiasme.

Le lendemain, d'ailleurs, ils votaient contre lui sans aucun remords; et Jaurès me dictait les proclamations admirables dont j'ai gardé, comme des reliques, les feuillets épars, corrigés de sa main.

Gallieni avait connu Jaurès chez le Père Chocolat; il l'avait écouté avec intérêt; sa prodigieuse culture l'étonnait. Il admirait surtout en lui le bouillonnement des idées générales, tumultueuses

et hardies, dont nous déduisions encore assez mal l'évolution et les conséquences.

Par Louis Jaurès, frère du tribun, officier de marine — aujourd'hui amiral — le Colonel connaissait déjà le grand socialiste; et celui-ci, dont la mémoire phénoménale n'oubliait rien, savait l'essentiel de la méthode soudanaise de Gallieni.

— Vous avez, lui disait-il rue du Cardinal-Lemoine, résolu le plus haut des problèmes de conquête rapide et pacifique : vos écoles d'otages fonderont, dans l'histoire civilisatrice de notre pays, votre gloire la plus haute.

Ces deux hommes, dans le Paris de septembre 1914, se fussent retrouvés avec utilité. Partis de pôles contraires, ils se seraient rejoints dans un patriotisme dégagé de formules. Jaurès, terrien puissamment enraciné dans le sol national, issu, d'ailleurs, d'une famille d'officiers de marine et de prêtres plus encore gallicans que mystiques, eût été bouleversé d'horreur par la forfaiture impérialiste de la « sozial-demokratie » des Alboches[1]. La vitalité prodigieuse de sa pensée — c'était la conviction de Gallieni — nous eût apporté des ressources nouvelles et, sans doute, un concours créateur à la Gambetta pour l'organisation inten-

1. On n'a dit « boche » qu'un peu plus tard. En dépit des controverses, ce terme retrouvé remonte à une origine des plus anciennes : le chef des Germains qui s'étaient déjà rués sur nous cent ans avant J.-C., et que Marius arrêta, s'appelait Teuto-Boche.

sive de la Défenses Nationale ou l'impérieux maintien de « l'union sacrée ».

Et, souvent, au Gouvernement militaire de Paris, nous avons pu dire avec Gallieni :

— Il est regrettable que Jaurès ne soit plus là!

***

Le jour même de son arrivée à Paris, Gallieni s'était rendu auprès du généralissime et du Ministre; celui-ci lui notifia un décret signé Poincaré, daté du 31 juillet et libellé en ces termes :

Lettre de Commandement. — *Le Président de la République Française décrète: En cas de mobilisation, M. le général de division Gallieni sera adjoint, à titre de successeur éventuel, à M. le général de division Joffre, commandant en chef du groupe des Armées de l'Est.*

C'était la confirmation de la lettre de Millerand (1912), contresignée, cette fois, par M. Messimy, ministre de la Guerre. Celui qui fut naguère, à Madagascar, le supérieur du généralissime, d'ailleurs désigné à son instigation, s'était incliné et mis sous ses ordres. S'il avait pu, dès l'origine, collaborer étroitement et continuellement avec lui, recevoir ses directives ou, tout au moins, les discuter avec lui, les débuts de la Guerre eussent été modifiés et, sans doute, toute la Guerre même

eût changé d'allure et de durée. Mais des jalousies d'état-major veillaient, hostiles et sournoises : avec Gallieni, aucune dictature d'écoles, de traditions ou de personnes ne pouvait exister; lui seul était le « chef ». Il fallait, à tout prix, le tenir à l'écart du G. Q. G.

Peut-être ne faut-il rien regretter : si Gallieni avait eu à organiser la retraite, après Charleroi, aurait-il réussi à arrêter Von Klück avant la Marne et à sauver Paris?

Dans le courant d'août, je l'ai vu souvent, toujours en civil pour ne pas attirer sur lui l'attention du public. Il était soucieux, taciturne, pas très loin, je crois, de désespérer. M. Messimy le recevait tous les jours, lui lisait les nouvelles du front : les plus lyriques abattaient davantage encore le Général; les autres l'indignaient. Quelques jours avant Charleroi, il entrevit l'inévitable désastre et ne vécut plus que pour en enrayer les suites.

M. Messimy nous a dit plus tard[1] :

— Dès son arrivée à Paris, le 2 août, Gallieni venait s'entretenir avec moi de la façon dont devait être compris son rôle d' « adjoint » au général commandant en chef. A ses yeux, sa place devait être au G. Q. G. aux côtés du général en chef : c'était également ma manière de voir. Je le dis au général Joffre qui ne se prononça pas sur l'heure et demanda à réfléchir. Vingt-quatre heures après, sans doute après consultation du cercle restreint d'officiers dans lesquels il mettait toute sa confiance, il m'apportait

1. *Revue de Paris*, 15 septembre 1921.

une réponse presque tranchante et, en tous cas, formellement négative : son remplaçant éventuel, son adjoint, n'avait pas, selon lui, sa place indiquée à ses côtés... Présent au G. Q. G. auprès du général en chef, chargé par lui de missions d'inspection et de contrôle, peut-être Gallieni eût-il pu peser sur ses décisions et faire modifier les conceptions regrettables — pour employer un euphémisme — du bureau des opérations (3e bureau) entre le 2 et le 20 août 1914.

Malgré des éléments de renseignements précaires, Gallieni vit clair, dès les premiers jours, dans le jeu des Allemands. Le 14 août, il se rendit, avec l'assentiment du Ministre, à Vitry, auprès du général en chef, pour s'entretenir avec lui des modifications qu'il jugeait indispensable d'apporter à notre action militaire, exclusivement orientée vers l'Est. Le généralissime le reçut deux minutes et le renvoya à son aide-major, le général Berthelot. Ce fut en vain que Gallieni essaya de lui démontrer que le gros des armées allemandes allait passer par la Belgique et envahir tout le Nord de la France, laissé sans défense. Le G. Q. G. s'obstinait à vouloir « enfoncer le centre des Allemands, se rabattre sur leur aile droite et les jeter à la mer ».

— C'était, a écrit M. Messimy, « l'idée napoléonienne » du général Berthelot. Je téléphonai à Vitry, le 19 août (peut-être le 18) vers neuf heures du soir, pour faire part au général en chef de l'inquiétude que nous causait l'avance ennemie par la rive gauche de la Meuse. Le général Joffre dormait : je prescrivis de ne pas troubler le sommeil du généralissime...

Le 24 août, il fallut bien que tout le monde se rendit à l'évidence : la réalisation de « l'idée napoléonienne »

aboutissait à une défaite. Tout technicien tant soit peu averti devait se rendre compte que les armées allemandes d'aile droite, ne pouvant rencontrer devant elles que des résistances sporadiques, puisque nous n'avions dans le nord de la France que les pauvres divisions du général d'Amade, seraient devant Paris entre le 3 et le 5 septembre...

Mais n'anticipons pas. En août 1914, les renseignements que je lui apportais de mon état-major d'artillerie, aux Invalides, faisaient bondir Gallieni. La confiance de nos chefs parisiens l'effrayait autant que les « initiatives » de l'offensive en Belgique. La première résistance victorieuse de Liége l'étonna; elle ne put le rasséréner, non plus que le coup de main de Bonneau sur Mulhouse.

Auprès de lui, sur les boulevards tumultueux, nous écoutions crier la foule; Gallieni était grave : il flairait un piège en Alsace, s'étonnait de l'inertie des forêts de la Hardt, redoutait de nous voir ramenés durement sur Belfort. Quant à Liége, dont il connaissait les forces réelles, il ne s'expliquait pas le piétinement des Allemands devant les forts de Brialmont.

Soudain, la conviction se fit en lui, douloureuse : derrière Liége, l'ennemi massait les colonnes formidables de l'invasion, deux fois plus nombreuses au moins qu'il ne les avait lui-même nombrées; et, comme il l'avait craint, nous perdions Mulhouse, le lendemain, laissant nos amis exposés aux pires représailles.

Un soir, dans un restaurant où nous dînions, silencieux comme quatre civils anonymes — son

gendre et son fils étaient avec nous — un journaliste cria soudain :

— Grande nouvelle : le général Gallieni vient d'entrer à Colmar avec 30.000 hommes!

— Voilà comment nous écrivons l'histoire, murmura-t-il, soulagé tout de même de n'avoir pas été reconnu.

Le jour où il nous a parlé de l'éventualité d'un raid de zeppelins sur Paris, dans la soirée, j'étais de service aux Invalides : on me signale qu'un aéronef allemand se dirige sur nous, tous feux éteints. J'ai donné l'alerte générale; mon dialogue avec le Général venait de m'y préparer. Nous avons veillé et attendu toute la nuit.

Mais le front, qui nous avait alertés, ne nous prévint que le lendemain de la destruction du pirate : il avait été abattu dans la forêt de Badonviller par les territoriaux du sergent Fricandet, de l'armée Dubail; une salve de mousqueterie avait atteint les moteurs du zeppelin, contraint d'atterrir parmi nos troupes.

— D'autres reviendront bientôt, prévit Gallieni; êtes-vous prêts à les recevoir?

Je dus avouer que notre organisation de tir contre les « taubes » et les dirigeables était encore bien rudimentaire.

Quand le désastre de Charleroi fut « officiel », le Général, qui le connaissait depuis deux jours, s'abstint de tout commentaire. Il passait ses journées chez le ministre de la Guerre; désormais,

il ne fallait plus songer qu'au salut de Paris : les armées envahissantes descendaient sur nous à marches forcées. Nos troupes battaient en retraite devant elles, « sans se laisser rompre » affirmait notre commandement.

M. Messimy confiait alors à Gallieni qu'il entrevoyait l'heure où le G. Q. G. abandonnant Paris à une destinée hélas! sans mystère, allait chercher ailleurs un terrain de contre-offensive éventuelle, vers le Sud-Est de la capitale. Le 24 août, il lui offrait d'assurer la défense du Camp retranché; le Général, à qui je venais d'exposer les retards et l'insuffisance de notre artillerie de place, demandait aussitôt la création d'une « armée de Paris », avec un minimum de corps actifs.

Le ministre de la Guerre, adoptant les vues de Gallieni et dérogeant à la décision du Gouvernement, qui s'était engagé à ne pas donner de directives au G. Q. G. prescrivait au généralissime — en lui envoyant au plus vite le colonel Magnien — la formation d'une armée de trois corps actifs pour le moins afin de constituer les forces mobiles du Camp retranché. Il faisait savoir en même temps au commandant en chef, sans avoir pris son avis à cet égard, que le Conseil des ministres était résolu à défendre la capitale dans une lutte sans merci.

Le 26 août, un remaniement ministériel du cabinet Viviani, brusquement opéré dans la nuit, remplaçait M. Messimy par M. Millerand, élargissait le Gouvèrnement en empruntant au Par-

lement les chefs de tous les partis, de Delcassé à Jules Guesde lui-même et confiait à Gallieni des fonctions que le *Journal Officiel* du 27 août précisait en ces termes :

— Le général de division Gallieni (J.-S.) est nommé Gouverneur militaire de Paris et commandant *des armées* de Paris, en remplacement du général Michel, appelé à d'autres fonctions.

— Dans quel état et après quelles retraites démoralisantes vont nous arriver ces « armées » éventuelles? se demande le Général.

Sans perdre une heure, le nouveau Gouverneur donne aux travaux de la défense une impulsion puissante. Son prédécesseur a demandé à servir sous ses ordres : le commandement du secteur de Versailles lui est confié. J'ai précisé ailleurs[1] les circonstances tragiques de cette organisation improvisée :

— L'heureuse nomination d'A. Millerand au ministère de la Guerre adoucit pour nous le regret du départ de Messimy, qui va crânement prendre, au front, sa place de combat.

— « Je garde, a-t-il écrit, de ces heures tragiques la fierté d'avoir, pendant les deux derniers jours où je suis resté rue Saint-Dominique, pu imposer au Gouvernement dont je faisais partie la forte personnalité de Gallieni, d'avoir fait de lui le défenseur de Paris, d'avoir donné au G. Q. G. sous une forme péremptoire et impérieuse, l'ordre de constituer une armée qui fut celle de l'Ourcq, *celle qui détermina la victoire d'où sortit le salut de la France.* »

Gallieni aime à rendre justice au Ministre d'hier. C'est

1. *Guerre et Théâtre.* Berger-Levrault, 1919.

bien lui, en effet, qui lui a confié la défense de Paris, l'a fait agréer — avec l'appui du président Viviani — comme Gouverneur, le 25 août. Le décret fut signé au Conseil des Ministres du 26, dans le désarroi causé par la marche foudroyante des armées boches, qui ne rencontraient plus aucune résistance.

A une heure de l'après-midi, le général Michel, convoqué par son Ministre — c'était la suprême et pénible corvée officielle de Messimy — avait avec lui un entretien orageux : les esprits les mieux disciplinés subissaient eux-mêmes le vertige de ces heures troubles. Le Gouverneur remplacé ne se soumit qu'après la plus vive résistance; le Ministre fut même amené à le menacer, s'il n'obéissait sur-le-champ, de le faire conduire au Cherche-Midi! Viviani, arrivant à deux heures rue Saint-Dominique, intervint dans la conclusion d'un dialogue qui avait, à certains moments, atteint le paroxysme de la violence : le général Michel refusa longtemps de subir une sanction qu'il estimait n'avoir pas encourue, s'étant borné à exécuter des instructions dont la responsabilité ne lui incombait point.

Le nouveau Gouverneur de Paris demeurait Généralissime éventuel; Messimy l'avait, à plusieurs reprises, envoyé d'urgence, on l'a vu plus haut, au G. Q. G. Gallieni n'avait jamais réussi à y faire entendre les avertissements dont il était porteur; et même, la dernière fois, il n'avait pas été reçu : on l'avait traité en « héritier présomptif ».

Il devait écrire, en 1915[1], sur son carnet de notes :

— Le 24 août, les télégrammes du généralissime dénoncent le manque d'esprit offensif de nos corps d'armée. La veille, le général Berthelot, aide-major général, avait eu cette phrase caractéristique en parlant des mesures prises le long de notre frontière de la Meuse et en prévision de

1. *Mémoires de Gallieni.* (Payot 1920.)

l'offensive de Belgique : « Les acteurs sont en place; la parole est aux exécutants. » Et, deux jours après, le même officier général, devant l'insuccès de l'offensive sur Virton et Neufchâteau, disait : « Décidément, notre armée n'a pas l'esprit offensif. »

Cette offensive s'exerçait, d'ailleurs, dans les conditions les plus défavorables, puisqu'aucune position de repli n'avait été constituée en arrière, sur les fortes lignes de la Meuse, du Chiers, de la Semoy et des Ardennes. Pas une tranchée n'avait été creusée, pas un réseau de fils de fer n'avait été posé, alors que, au contraire, nos armées avaient été lancées contre un système formidable de défenses (tranchées, fils de fer, trous-de-loups, chevaux de frise) couvert par de l'artillerie lourde et ordinaire, par des mitrailleuses en nombre considérable, qui, en quelques heures, leur avaient infligé des pertes énormes, leur avaient enlevé leurs qualités offensives et avaient permis à l'adversaire de prendre pied dans cette région Nord-Est de la France — où il est encore (juin 1915).

***

Gallieni avait demandé quinze jours pour mettre le Camp retranché de Paris en état de résister à l'envahisseur. Il ne disposait encore que de forces embryonnaires, surtout territoriales; la majorité n'avait même pas tiré à la cible.

Les voies de 60 pour le service des batteries fixes étaient sommaires et réduites à de courts circuits; le matériel était démodé, sans portée utile et avec des munitions très anciennes : on nous signala même, dans je ne sais plus quelle casemate, de la poudre noire du temps de Louis XV! Il faut reconnaître que la conservation en était parfaite et le grain d'un très beau noir.

Le 26 août, à trois heures après midi, le général Gallieni s'était installé aux Invalides et avait convoqué les chefs de service. *Quelques heures après* — le Président Poincaré le constatait avec soulagement — *tout était changé* : les paperasses simplifiées, les ordres devenus clairs, la responsabilité des commandements respectifs leur incombant toute, mais leur donnant aussi la liberté complète de leurs initiatives et de leurs décisions.

Dès les premiers jours de la mobilisation, Paris n'avait été qu'un entrepôt immense, destiné à centraliser et à répartir leurs fournitures à toutes nos armées. Tout y était énorme et sans équilibre, sans ressources directes aussi pour le Camp retranché sacrifié.

Nous n'avions guère, à l'Artillerie, approfondi nos études que pour une mobilisation de nos pièces de Bange vers l'Alsace et dans le Nord-Est! Le 19e escadron du train, à lui seul, venait, par les soins méthodiques et calmes du capitaine Lescot, d'incorporer, d'habiller, d'armer et d'équiper 40.000 hommes, envoyés au fur et à mesure sur le front.

Tout était donc à reprendre, à improviser, à réaliser en quelques jours. Gallieni réorganise les services, obtient carte blanche du Gouvernement; M. Millerand, rentrant du G. Q. G. le 28 août, confie au Général que l'investissement de Paris est inévitable. Le Gouverneur s'engageait à tenir trois mois contre l'assiégeant si on lui donnait

les corps qu'il a demandés et s'il peut réaliser à temps son plan défensif. Mais, déjà, les mauvaises nouvelles se multiplient : le délai accordé à la défense ne va-t-il pas être trop court?

Les Allemands tentent d'agir sur le moral des Parisiens et de les terrifier. Il est probable que si Berlin subissait l'épreuve qu'ils nous préparent, la panique la plus folle viderait aussitôt leur capitale. Le 30 septembre, un dimanche, un avion prussien survole Paris, laisse tomber trois bombes et une oriflamme allemande lestée de sable, rue des Vinaigriers. Les projectiles tuent une femme et blessent deux passants; le message, signé « leutnant von Heidssen », annonce, en style germano-matamore, que les vainqueurs sont à nos portes et que nous n'avons plus qu'à capituler.

Le soir, les rues regorgent de monde; une multitude endimanchée scrute le ciel magnifique et échange des propos railleurs. Nombre de familles bourgeoises gagnent, pourtant, les gares des grands express, emmenant les plus bruyants de nos « professeurs de guerre » et quelques infirmières fort élégantes, empressées sans doute à les soigner.

Chaque jour — ou presque — nous aurons ainsi notre « taube » quotidien, avec sa poignée de mitraille, sa dépêche ridicule et sa fuite hors de portée, à 2.000 mètres au-dessus de la huée gouailleuse de Paris.

Le premier communiqué officiel qui annonce la ruée ennemie vers la capitale obtient ce que les

manifestations saugrenues de l'aviation boche n'avaient pu déterminer : l'exode des enfants, des femmes, des vieillards et des oisifs que le Gouverneur cherche à obtenir par tous les moyens. Il ne voudrait guère compter que des soldats, tout au moins des civils mobilisés, dans un Camp retranché qui peut être assiégé d'un jour à l'autre.

Une cohue indescriptible encombre enfin les gares où, par bonheur, des chefs de service très calmes — continuant notre excellente mobilisation des « cheminots » — font des prodiges de méthodique sang-froid. Quai d'Orsay, M. Chabanne, tranquille et partout présent, mérite les compliments de nos grands chefs :

— Voilà, nous dit un général déjà glorieux, un « civil » que je prendrais bien pour chef d'état-major, à la place du mien!

Gallieni apprend sans surprise que la 6e Armée (Maunoury), glissant de l'Est sur la région d'Amiens, a failli débarquer parmi les avant-gardes des uhlans; elle n'a eu que le temps de reculer vers nous. C'est autour de Creil, de Pontoise et de Verberie que ses divisions de réserve et son 7e corps se rassemblent pour se reformer en toute hâte.

Les Anglais sont déjà dans le nord-ouest de Meaux : ce sont les meilleurs marcheurs de notre retraite générale. Derrière eux ils n'oublient ni un camion de viande, ni une boîte à thé : ils font tout sauter sur les routes de France, même les

ponts et les voies ferrées que nos troupes, plus lentes, attardées d'ailleurs à fusiller, ça et là, les éclaireurs ennemis, pourraient encore utiliser avant les Boches.

L'armée de Von Klück est arrivée à Péronne; ses divisions de cavalerie sont cantonnées à la hauteur de Roye. Le chef de l'aile droite ennemie est dans un état d'exaltation fébrile dont son entourage est alarmé : on l'a vu, le fusil au poing, menacer lui-même des paysans qu'il trouvait suspects et les faire enfermer dans le voisinage redoutable de ses conseils de guerre. Partout, il se croit environné d'assassins, de traîtres et d'empoisonneurs; il s'attend, semble-t-il, au bout de son insolent succès, à quelque formidable représaille du destin.

On vient nous dire que, dans quatre ou cinq jours, les Allemands aborderont nos avant-postes. Gallieni, stimulé encore par cette nouvelle, bouscule tout son monde; il a obtenu des prodiges de travail et de mise au point; il veut avoir mieux encore : la certitude de sauver, une fois de plus dans sa vie, la situation désespérée dont on lui a confié la charge.

— « Tout en étant résolu à faire mon devoir jusqu'au bout, écrit-il, l'indécision du Gouvernement, l'absence d'idées nettes dans le haut commandement de nos armées, les lacunes dans l'organisation du Camp retranché et le retard à m'envoyer les troupes actives que j'ai demandées

me laissent préoccupé et conscient des lourdes responsabilités qui m'incombent. »

Le 1er septembre, 31e jour de la mobilisation, je prends mon service au cabinet militaire du Gouverneur de Paris, pour y remplir, avec son gendre, le capitaine Gruss, des fonctions d'officier d'ordonnance. Une foule dense de visiteurs nous envahit : le bruit se répand que les Allemands sont à Compiègne et l'on vient nous demander des sauf-conduits pour quitter la capitale en toute hâte. La plupart des solliciteurs — parlementaires, hauts-fonctionnaires, publicistes, financiers ou simples bourgeois — nous confient qu'ils sont (ils le savent !) inscrits sur la fameuse « liste des otages » que l'envahisseur doit mettre sous clef, fusiller peut-être, dès son arrivée à Paris.

Des sénateurs, d'anciens ministres nous assiègent jusqu'à ce que nous les ayons munis du précieux viatique; ils expliquent leur démarche par les plus hautes raisons patriotiques : pourquoi laisser aux Boches la satisfaction de les coffrer, alors qu'ils vont être, en province, les auxiliaires les plus actifs de la Défense nationale?

Chacun de ces personnages est persuadé que Paris va être pris. Aucun ne se demande ce que nous allons devenir; et ils emportent notre signature, peut-être suprême, assez souvent avec une hâte inélégante.

Un patriote de profession nous demande avec insistance si la ligne d'Orléans n'est pas déjà cou-

pée à Villeneuve-Saint-Georges! Le sergent Guillaume Grandidier, secrétaire du Gouverneur, ne veut lui dire ni oui ni non; nous déclarons que nous n'en savons rien; notre homme, perplexe, partira par la gare Montparnasse : ce sera notre revanche de « sacrifiés ».

Car nous savons que l'armée Maunoury se reconstitue en couvrant le nord de Paris, tandis que les Anglais, prêts à bondir de Betz vers la Seine, ont allongé déjà beaucoup de kilomètres entre eux et l'ennemi, solidement établi sur les lisières sud de la forêt de Compiègne et à Soissons. Une de leurs escouades, traversant les boulevards, a mis genou à terre et exécuté un feu de salve contre un « taube » inaccessible, aux applaudissements joyeux de quelques centaines de badauds, enchantés de cet épisode sans banalité.

La cohue des « laissez-passer » bloque le Gouverneur dans son bureau et trouble son travail. Il prend aussitôt une décision radicale : nous quittons l'incommode hôtel des Invalides pour nous installer au lycée Duruy, beaucoup plus facile à organiser. Le général Gallieni s'y organise avec nous, à l'extrémité sud de l'ancien couvent du Sacré-Cœur, dans le petit logement de Mlle Wormser, l'économe du collège des jeunes filles, au-dessus du bureau de la directrice, Mlle Allegret.

Nous y centralisons les « standards » des téléphones qui nous relient à tout le territoire et, en

8

prévision de l'imminent départ du Gouvernement pour Tours ou même pour Bordeaux, au réseau de toute la France du Centre et du Midi. C'est là que nous sont confirmées les pires nouvelles, dans l'asile bien défendu où Gallieni est déjà penché sur ses cartes et dicte ses ordres lumineux et nets. L'armée Maunoury est enfin placée sous son commandement direct; les Anglais sont à Lizy-sur-Ourcq. La droite allemande brûle Senlis, y fusille le maire, M. Odent, avec plusieurs notables et les jette dans une fosse, les pieds en l'air.

Ce jour-là, trois avions prussiens survolent Paris : tous les postes devant les armes et nous-mêmes nous tirons sur eux pour les contraindre à déguerpir; car nous n'avons pas encore, plus d'un mois après la déclaration de la guerre, d'escadrille organisée pour tenir l'air dans le Camp retranché. En quelques jours, le Gouverneur aura improvisé ce nouveau service, renforcé d'excellents éléments civils.

Déjà, la veille, le général Gallieni s'était rendu à Pontoise, où il avait trouvé Ebener désespéré, impuissant à discipliner l'effroyable désordre de ses deux divisions, à demi-détruites entre Saint-Pol et Arras. Il voulait se réfugier dans le massif de l'Hautie, y réorganiser son monde et le jeter sur les uhlans lancés à sa poursuite.

Le Gouverneur l'en avait dissuadé, l'empêchant à temps de faire sauter le pont d'Epluches, nœud capital de nos communications avec le Nord.

Il lui prescrivait, au contraire, de défendre la rive droite de l'Oise, après avoir reconstitué ses cadres presque anéantis avec les officiers qu'il allait lui envoyer.

A Creil, le général Gallieni avait trouvé Maunoury se débattant dans le même désordre, au milieu d'un mascaret de fugitifs civils, femmes, enfants, paysans terrifiés autour de leurs bestiaux et de leurs charrettes, surchargées de lamentables débris.

Le Gouverneur avait prescrit au vaillant soldat d'attirer héroïquement sur lui les forces allemandes et de battre en retraite en ménageant ses troupes pour la défense ultérieure de Paris.

Mais l'ennemi progresse toujours; il occupe Creil et l'incendie. A son retour du ministère, Gallieni se met à rédiger sa proclamation aux Parisiens et à la garnison. C'est ainsi qu'il nous annonce le départ du Gouvernement pour Bordeaux, dans la nuit qui va commencer. Il paraît qu'un moment, sous la pression des grands spécialistes, on a songé à déclarer Paris « ville ouverte » et à l'évacuer sans la défendre.

— Alors, aurait dit un ministre, député de la capitale, tout sera perdu, même l'honneur!

Ce mot terrible a galvanisé les cœurs : Gallieni obtient l'ordre officiel de défendre Paris. Sa fameuse proclamation — je la vois encore trembler dans nos mains — a eu, d'abord, vingt-quatre lignes, puis douze. Quelques ratures énergiques

la réduisent à six. Elle est libellée ainsi quand on l'envoie à la ratification des ministres :

ARMÉE DE PARIS,
HABITANTS DE PARIS,

Les membres du Gouvernement de la République ont quitté Paris : ils vont donner une impulsion nouvelle à la Défense nationale.

J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout.

Paris, le 3 septembre 1914.

Le Gouverneur militaire de Paris,
Commandant l'Armée de Paris,
GALLIENI.

Le ministère avait tenu à mettre en garde le Gouverneur contre l'action de Clemenceau, s'il restait à Paris; on redoutait de sa turbulence tracassière, éternellement hostile, des manifestations révolutionnaires dans la capitale investie : Gallieni eut un sourire et un geste en vrille qui rassurèrent le Ministre. Il garantit ensuite que la ligne de Paris à Bordeaux ne serait pas menacée par un raid de cavalerie ennemie avant le départ du Gouvernement. Mais le Gouverneur insista inutilement pour obtenir du G. Q. G. — parcimonieux quand il s'agissait de Gallieni, toujours à la hauteur des pires situations — un complément de forces nécessaires à la défense de Paris. Dès le soir même, le Général, faute de véhicules militaires, donnait l'ordre de réquisitionner des taxi-

autos pour accélérer le transport des munitions dans les batteries fixes.

— Le Gouvernement, écrivait Millerand à Gallieni (lettre 2.841 D), remet avec une entière confiance entre vos mains le sort de la Capitale que personne n'est plus digne que vous de défendre. Sa conviction est absolue que, comme vous en prenez si noblement l'engagement patriotique, vous ferez votre devoir, « tout votre devoir, jusqu'au bout. »

Le ministre de la Guerre n'avait demandé au Gouverneur qu'un léger changement à la rédaction de sa proclamation : la liaison de deux phrases séparées; elle établissait que les « membres du Gouvernement ont quitté Paris *pour donner* une impulsion nouvelle à la Défense nationale. » C'était une modification légère au texte sobre de Gallieni; elle évoquait le souci d'un grand souvenir : les Ministres étaient hantés par l'évasion de Gambetta, en 1870, sur Tours et Bordeaux; pensaient-ils à y organiser une armée de la Loire, destinée à faire lever le siège de Paris?

C'était peu probable. Le soir, quand Millerand, au dernier moment, fit rappeler encore le Gouverneur, un court et tragique colloque précisa quelle allait être, aux mains de Gallieni, *la résistance à outrance* de Paris.

— Le Ministre, nous dit tranquillement le Général, m'a embrassé comme s'il s'attendait à ne plus me revoir.

***

Les événements vont, pendant dix jours, se précipiter autour de nous avec une intensité prodigieuse. Durant ce temps, nous n'avons pas eu de répit; nous avons, comme notre Chef, oublié souvent de manger; et, même au paroxysme de la fatigue, nous n'avons dormi que par bribes et, quelquefois, « par cœur ».

Mais aucune heure de cette décade historique n'a manqué pour nous d'intérêt et nous sommes fiers de les avoir vécues toutes dans l'ombre de celui qui allait sauver Paris et conquérir une gloire immortelle.

Dans la fièvre qui nous tint alors éveillés et ardents, nous n'avons noté que des faits rapides, des résumés succincts. Nous allons les énoncer ici, en remontant au 1er septembre et en les appuyant des documents indispensables à leur développement et à leurs preuves; ce sera le « journal vécu » d'un officier d'ordonnance, témoin impartial, fortuitement bien placé.

***

1er septembre 1914.

I. *Situation générale.* — La 6e Armée (Maunoury) continue son mouvement sur Paris. L'Armée anglaise, dans la région Nanteuil-le-Hau-

douin — Betz, ne se laisse pas rejoindre par l'ennemi. Sa cavalerie a repoussé une division de cavalerie allemande vers Crépy-en-Valois.

La Ire Armée allemande (Von Klück) atteint Saint-Just-en-Chaussée, la lisière sud de la forêt de Compiègne et Soissons.

II. *Instructions de Gallieni.* (Ordre général no 1; 1er septembre, 18 h. 15. — *Mémoires*, pages 54 et suivantes.)

1o L'ennemi, venant de Montdidier et Roye. a atteint hier le front Tricot—Ressons-sur-Matz. Des cavaliers allemands ont passé l'Oise en aval de Noyon. L'infanterie touche à l'Oise entre Noyon et Thourotte.

Notre 6 Armée occupe le front La Neuville-Avrigny, avec Senlis et Pontoise. L'Armée anglaise est à Nanteuil et à Betz.

2o Paris forme le point d'appui de gauche des forces françaises qui se replient vers le Sud.

L'Armée de Paris se compose des troupes actuelles du Camp retranché, renforcées progressivement (6e Armée : général Maunoury); groupe des Divisions de réserve Ebener, deux Divisions; 4e Corps d'Armée (qui ne sera en mesure d'agir que le 4 septembre).

3o Dans sa retraite sur Paris, le général Maunoury manœuvrera de manière à couvrir le Nord et l'Est du Camp retranché (de la route Paris-Senlis à la Marne). Il aura aussi sous ses ordres,

dans cette région, les éléments territoriaux locaux (92e Division territoriale et éléments de la 85e D. T.); la brigade de cavalerie Gillet (deux régiments, le 3 septembre, à six heures, à Villeneuve-sous-Dammartin); les trois groupes des batteries de sortie de la réserve générale, même heure à l'est de Bondy.

4o Le général Mercier-Milon prendra, le 3, le commandement de la région comprise entre la route de Paris-Senlis et l'Oise, avec la 86e Division territoriale, la brigade des fusiliers marins, un groupe de batteries de sortie. Ces éléments devront être en place le 3 septembre, avant midi.

5o A l'ouest de l'Oise, le groupe des Divisions de réserve Ebener s'opposera au débordement de l'ennemi en disputant les passages de la Viosne et l'accès du massif de l'Hautie.

6o Le corps de cavalerie Sordet couvre la gauche de l'Armée de Paris sur la rive droite de l'Oise (liaison avec le groupe Ebener), sous les ordres directs du Gouverneur.

7o La 45e Division reste maintenue en réserve générale, à la disposition du général Gallieni, dans la région d'Argenteuil-Sartrouville-Houilles et Bezons.

III. *Instruction Générale no 4.* — Le généralissime donne l'ordre *aux Armées* de se replier du Nord au Sud. Limite du mouvement : *en arrière de la Seine* (rive gauche).

Le G. Q. G. ne parle pas de Paris, dans la partie de cette Instruction qui « fait pivoter l'ensemble de notre dispositif autour de notre droite » (Meuse) et prescrit : — « La 5e Armée, *à l'aile marchante*, ne doit, en aucun cas, laisser l'ennemi saisir sa gauche. »

A la fin seulement, le texte du G. Q. G. ayant envisagé « comme limite du recul, la rive *gauche* de la Seine, *au sud de Bray et de Nogent-sur-Seine* », pour les 4e et 5e Armées, fait allusion à une offensive lointaine et y associe, en espoir perdu, le Camp retranché :

— « Si les circonstances le permettent, conclut l'ordre du 1er septembre, des fractions des 1re et 2e Armées seraient rappelées *en temps opportun* pour participer à l'offensive. Enfin, les troupes mobiles du Camp retranché de Paris *pourraient* également prendre part à l'action générale. »

Mais que serait, *à ce moment*, devenu Paris? En tout cas, son Gouverneur l'aura défendu *jusqu'au bout*. Dès ce soir, il ordonne d'étudier les moyens de faire sauter les ponts, s'il faut détruire, sur la rive droite, tout ce qui fournirait un butin précieux ou un point d'appui à l'ennemi.

2 septembre.

I. *Situation.* — L'Armée Maunoury continue son mouvement vers le Nord du Camp retranché.

L'Armée anglaise s'est retirée dans la région Dammartin—Lizy-sur-Ourcq.

La droite de l'Armée allemande atteint la région Creil-Senlis.

II. *Instructions de Gallieni.* — 1° La 45e Division sera rendue, demain, à 8 heures, entre La Courneuve, Aubervilliers, Drancy et le Bourget et constituée en réserve générale, après avoir traversé Paris. (Ordre particulier n° 2.)

2° Au cours de leurs opérations dans le Nord, les Allemands ont fait un large usage d'autos blindées, transportant des fantassins et des mitrailleuses. Il n'est pas impossible qu'ils cherchent, par un même coup de force, à s'emparer d'une des portes de Paris.

Toutes les dispositions seront prises pour permettre la fermeture immédiate des portes en cas d'alerte. L'artillerie des divers secteurs surveillera les routes et sera prête à canonner toute colonne d'autos blindées s'avançant sur Paris.

Les troupes de défense établiront des barricades très solides ou des coupures et tendront des fils de fer sur toutes les routes vers Paris, qui seront gardées par des postes permanents. (O. général n° 3.)

3° La 6e Armée exécutera dans la journée une longue marche en retraite pour se dégager. Le général Mercier-Milon, commandant la région Nord, couvrira la partie nord du C. R. P.

III. *Instructions du G. Q. G.* — Pour défendre la Capitale, la garnison du Camp retranché de Paris, suivant la demande expresse du Gouverneur, a été renforcée de la 6e Armée (Maunoury), placée, hier, *sous les ordres du général Gallieni*, avec une division du 7e Corps, une brigade de chasseurs indigènes, cinq divisions de réserve et le 4e Corps.

— Le généralissime avise le maréchal French, le ministre de la Guerre et le Gouverneur de Paris (en réponse à leurs suggestions) qu'il est *impossible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces.*

— En même temps, le G. Q. G. envoie une note secrète aux commandants d'armée pour préciser et confirmer encore l'ordre général de *retraite derrière la Seine* (2 sept. nº 3463).

(Instruction générale nº 4, du 1er septembre).

IV. *Détails.* — Cette journée du 2 septembre est assombrie des pires nouvelles.

Les Anglais vont abandonner Dammartin-en-Goële; la 55e Division, en retraite sur Luzarches, reçoit l'ordre de boucher le trou périlleux avant la nuit; elle vient, pourtant, de parcourir plus de huit lieues. Les hommes sont exténués; mais ils comprennent la nécessité de marcher encore, coûte que coûte. Ils se relèvent, sublimes de courage, et se dirigent sur leur nouvel objectif.

La 56e Division, renforcée d'une brigade maro-

caine, attardée en flanc-garde devant Senlis, soutient un violent combat sur la ligne Barbery-Borest.

La division Ganeval (62e) nous arrive, à Pontoise, dans un état lamentable : quatre chefs de corps — sur six — et 5.000 fantassins — sur 12.000 — sont tués ou blessés.

Gallieni organise néanmoins le salut de Paris; une offensive heureuse sur la Marne l'assurerait sans doute; le généralissime ruine formellement cette espérance :

— En raison des événements depuis deux jours, expliqua-t-il dans sa dépêche catégorique (No 3332), je ne crois pas possible d'envisager actuellement une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces. Mais — précise la réponse au maréchal French — j'estime que la coopération de l'Armée anglaise à la défense de Paris est la seule qui puisse donner un résultat avantageux.

Cette perspective n'enchante guère les Anglais, qui s'enfoncent de plus en plus vers Melun.

Le G. Q. G. explique plus longuement au Ministre ses directives pour l'avenir immédiat : si toute manœuvre sur la Marne est impossible, les Anglais pourront toujours garder le contact — selon leur principal souci — à droite, avec la 5e Armée, et à gauche, avec Maunoury « qui doit se porter à la défense des fronts nord-est de Paris ».

Le texte de la dépêche (no 3331) ouvre, à la fin, un jour favorable à notre situation, mais sans aucune précision de date, même approximative :

— L'Armée anglaise pourrait tenir sur la Marne pendant *quelque temps*, *puis* se retirer sur la rive gauche de la Seine

qu'elle tiendrait de Melun à Juvisy. Les forces anglaises participeraient ainsi à la défense de la capitale et leur présence serait, pour les troupes du Camp retranché, un précieux *réconfort*... Ces instructions tendent à placer nos troupes dans un dispositif leur permettant de prendre l'offensive dans un délai assez rapproché.

Pour si *rapproché* que soit ce délai, que sera devenu Paris à son expiration? Après avoir apporté le *réconfort* de leur présence aux troupes de la garnison pendant *quelque temps* (?) le généralissime prévoit qu'elles pourront se décrocher et se retirer *derrière la Seine.*

Là, elles devront, comme les autres armées françaises, « *s'organiser*, *se fortifier*, se recompléter par *les envois des dépôts* ». Mais il faudra des semaines pour réaliser un tel programme.

La note complémentaire (nº 3.463), que nous recevrons le lendemain, éclaire encore d'une angoissante lumière notre souci pour le salut de Paris; le G. Q. G. en effet, s'y propose bien :

1º De soustraire les armées à la pression de l'ennemi et de les amener à s'organiser et à se fortifier dans la zone où elles s'établiront *en fin de repli;*

2º D'établir l'ensemble de nos forces sur une ligne générale marquée par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville, sur laquelle elles se recompléteront par les envois des dépôts, pour passer *ensuite* à l'offensive sur tout le front.

Gallieni a lumineusement écrit à ce sujet :

— Ces marches en retraite, ces passages de cours d'eau, ces destructions et mesures de défense — « nous voulons,

m'avait téléphoné le généralissime, faire le désert en avant de nos armées » — et, surtout, la remise sur pied des effectifs par les arrivages des dépôts, demandaient un temps considérable, qu'on peut évaluer à une douzaine de jours au moins. Et, pendant ce temps, l'ennemi avançait toujours, avec des étapes journalières de 60 kilomètres!... Ce vaste mouvement de repli allait avoir pour résultat de découvrir Paris, désormais livré à ses seules forces. La capitale était sacrifiée...

La note du 2 septembre, comme tous les documents émanant d'un état-major peu au courant de la situation sur les divers points du vaste front et voulant, malgré tout, entrer dans le détail des mouvements à exécuter, prescrivait une manœuvre *à priori* qui ne tenait aucun compte de la situation générale et surtout de la marche rapide de l'ennemi. Quant à Paris, le mouvement de repli des armées le découvrait complètement.

Ce même 2 septembre, le ministre des Affaires Étrangères — qui devait, dans la nuit, quitter Paris avec tout le Gouvernement — recommandait au Gouverneur d'assurer la protection des chefs de missions étrangères qui allaient demeurer avec nous et de tous les immeubles diplomatiques.

M. Raymond Poincaré a raconté avec émotion, dans le *Temps* du 11 avril 1921, son entrevue avec M. Myron Herrick, ambassadeur des États-Unis, le plus sympathique de nos « neutres » :

— Le mardi 1er septembre, l'armée du général Maunoury se rabattait sur Paris; le ministre de la Guerre et le général en chef ne croyaient plus que le départ du Gouvernement pût être retardé au-delà du mercredi soir. Des avions allemands étaient revenus sur la ville et avaient jeté aux habitants amusés des proclamations menaçantes. Le mer-

1. *Mémoires de Gallieni*. Payot, p. 77.

credi 2, un de ces taubes, qui semblait, du reste, fort inoffensif, évolua au-dessus de l'Élysée; le commandant du poste crut devoir faire monter ses hommes sur les terrains et ordonna un feu de section. Cette fusillade laissa l'avion indifférent; mais elle effaroucha les oiseaux du parc et l'un d'eux, tout abasourdi, vint se réfugier dans mon cabinet.

Les membres du corps diplomatique avaient manifesté l'intention d'accompagner à Bordeaux le Gouvernement auprès duquel ils étaient accrédités. Seul, M. Myron T. Herrick avait annoncé qu'il resterait à Paris. — « Si la ville est occupée par les Allemands, ma présence, disait-il, pourra n'être pas inutile. Mon pays est neutre; je suis moi-même couvert par l'immunité diplomatique; je serai sans doute en mesure de rendre quelques services. »

J'avais tenu à remercier l'ambassadeur de ses obligeantes dispositions et je lui avais donné rendez-vous dans la journée du mercredi. Lorsqu'il était entré dans mon cabinet, sa physionomie, ordinairement si gaie, était décomposée par la tristesse et, dès les premiers mots de la conversation, ses yeux francs, au regard direct, s'étaient mouillés de larmes.

— « Non, me déclara-t-il, je ne quitterai pas Paris. Il faut bien qu'il y reste un défenseur du droit des gens. Qui protègera vos monuments, vos musées, vos bibliothèques? Moi, je pourrai parler au nom des États-Unis; et soyez tranquille : je saurai empêcher les pillages et les massacres. »

Je lui dis toute la douleur que j'avais à m'éloigner et je lui jurai que nous poursuivrions la lutte jusqu'à la victoire.

— « Je le sais, me répondit-il, et je vous en félicite. Pour moi, d'ailleurs, je ne doute pas de cette victoire : la France ne peut pas périr. »

Il y avait, dans chacune de ces phrases, un tel accent de l'âme, une telle profondeur de sentiment, que si je n'avais pas déjà connu son affection pour la France, j'aurais été, ce jour-là, convaincu que nous avions peu d'amis aussi sûrs et aussi dévoués que celui-là.

Le général Gallieni, cependant, ne perdait pas une minute. Il avait télégraphié au G. Q. G.

pour confirmer ce qu'il venait de lui téléphoner : comme il ne cessait de le répéter au Conseil des Ministres, au Président de la République et à M. Millerand, Paris, si l'on ne lui donnait pas des troupes actives de renfort, était dans l'impossibilité de résister.

Les paysans qui fuient devant l'ennemi encombrent nos banlieues et nos avenues de véhicules et de troupeaux; les évacués de Senlis et de Chantilly, encore tremblants et terrifiés des atrocités boches, grossissent ceux de Gonesse et du Bourget.

Les colonnes de Von Klück descendent droit sur Paris par Luzarches, Ecouen, Pont-Sainte-Maxence, Crépy-en-Valois, Nanteuil et Dammartin; nous envoyons toutes nos ressources disponibles au fort de Domont, aux batteries d'Écouen et de Villiers-le-Bel, au fort de Vaujours, au Raincy : si les jeunes hobereaux des uhlans qui ont juré de se lancer sur Paris dans un raid vertigineux osent approcher de l'une de nos portes, ils seront reçus de façon à ne plus recommencer. Quelques-uns sont signalés déjà au sud de la forêt d'Ermenonville; ils ne sont pas encore à Paris!

3 septembre.

I. *Situation.* — L'Armée allemande marche vers le Sud-Est. Elle ne laisse, en face de Paris, que son IVe Corps de réserve.

— La 6e Armée (Maunoury) s'organise dans la région Écouen-Dammartin.

— L'Armée anglaise bat en retraite entre la Marne et le Grand-Morin.

II. *Instructions du G. Q. G.* — Le généralissime informe le Gouverneur que la cavalerie ennemie est hors d'état d'empêcher la formation de l'armée Maunoury et que l'ennemi ne peut guère être devant Paris *avant quelques jours.* Impossible d'envoyer un corps actif nouveau devant la Capitale.

III. *Ordres et Dispositions de Gallieni.*— Le Gouverneur répond au G. Q. G. en s'inclinant : sauf ordre contraire, il tiendra, dans Paris, le plus longtemps possible.

Le fort de Domont ayant signalé qu'une pointe d'avant-garde allemande, venant de Chantilly, était, à 8 h. 15, en marche sur Luzarches, à quatre kilomètres au nord du fort, Gallieni donne les ordres nécessaires pour arrêter l'ennemi; il prescrit à la 45e Division — qu'il veut pouvoir jeter sur l'assaillant éventuel — de se tenir prête dans sa zone de rassemblement.

***

Le Gouvernement est parti dans la nuit. La courte et belle proclamation de Gallieni a un succès unanime; les collectionneurs commencent à l'arra-

cher pieusement sur les murs. Elle enchante les soldats et accroît la panique falote de quelques civils.

Nous installons définitivement nos bureaux au nouveau Quartier Général, boulevard des Invalides, 31-33. Sous nos fenêtres, c'est le calme d'un coin de province, jardin de couvent, à l'horizon borné par les toits délicieusement français de quelques vieux hôtels du XVIIIe.

Des rumeurs sinistres filtrent cependant jusqu'à nous. L'ennemi marche sur nous sans interruption. Nos cavaliers voient distinctement les leurs, à la lorgnette, entre Luzarches et la Ferté-Milon.

Quelques parlementaires, attardés jusqu'à la nuit parmi nous, viennent demander confirmation du suprême dialogue — déjà légendaire — entre le Ministre et le Gouverneur. A Millerand, qui lui prescrivait de défendre Paris *à outrance*, le général Gallieni avait répété :

— Vous savez, Monsieur le Ministre, ce que signifie ce mot : il comporte des mesures fort graves, des destructions, des ruines. Je puis être amené à faire sauter des monuments, des ponts — le pont de la Concorde, par exemple.

— M. Millerand, a écrit le Général dans son Carnet, me répéta : *à outrance!* Ma mission était donc très nette et j'entendais que tout le monde sût bien qu'elle serait remplie avec la dernière énergie.

Dès que le Gouvernement a quitté Paris, le Gouverneur, affranchi des craintes qui obsédaient

le personnel politique, prescrit d'abattre immédiatement les baraques des zoniers : elles auraient gêné le tir devant les fortifications. Nombre de grands arbres ont le même sort ; leurs branches allaient servir à treillisser les barrages des routes. Tranchées et chevaux de frise flanquent aussitôt les portes de Paris, palissadées aussi de madriers à meurtrières.

Gallieni parcourt les postes de commandement sous ses ordres, aide Maunoury, autour de Tremblay-les-Gonesse, à organiser la cohésion nouvelle de ses divisions maltraitées par l'ennemi, lui conseille de s'installer au Raincy dès le lendemain, visite, entre Noisy-le-Sec et Vincennes, la 45e Division (algérienne) du valeureux général Drude, qui constitue (avec la brigade des fusiliers marins — les futurs héros de l'Yser et de Dixmude — et une brigade de marche, formée par les dépôts des zouaves de Saint-Denis) le corps d'armée de la réserve générale du C. R. P.

A Pierrefitte, le général Mercier-Milon expose au Général toutes les dispositions qu'il a prises, lui fait visiter l'ouvrage souterrain et presque invisible de l'Orme de Morlu, dans la brèche du Nord-Est où pourrait s'aventurer l'ennemi.

L'après-midi, le Gouverneur rentrait au lycée Duruy, pensant à la bataille probable du lendemain ou du surlendemain, au Nord de Paris... Mais une nouvelle incroyable, dont nous n'avions pas encore confirmation, venait y surprendre le

Général : les colonnes ennemies, brusquement infléchies vers le Sud-Est, paraissaient glisser sur notre droite et se diriger vers Meaux, comme pour couper l'armée de Paris de l'armée anglaise et des troupes de Franchet-d'Espérey.

Que signifiait ce mouvement? Von Klück voulait-il donc s'enfoncer, en coin, entre la capitale et la 5e Armée, à la poursuite des Anglais? Reviendrait-il sur nous par le sud de Paris, comme les Prussiens en 1870, en nous tournant et en nous abordant sur une face moins hérissée de défenses que la zone Nord?

Et déjà, une idée hardie se levait dans la pensée de Gallieni, puisque, interrogé sur la possibilité de ce mouvement vers la Marne, il nous répondait, quand nous lui demandions s'il y croyait :

— Je n'ose pas : ce serait trop beau!

Or, le doute ne dure guère : les dernières nouvelles du 3 septembre confirment tous les rapports de l'après-midi : les colonnes allemandes, qui descendaient droit sur nous, avec la grand'route de Senlis pour axe, tandis que leurs premiers éléments débouchaient déjà, entre Crépy-en-Valois et Villers-Cotterets, dans la direction générale du Sud-Ouest, c'est-à-dire sur Paris, — toute cette armée, à l'exception d'un seul corps, lentement formé en flanc-garde, s'infléchissait réellement vers le Sud-Est.

Dès une heure de l'après-midi, la certitude était faite : les Allemands marchaient sur Meaux!

Les investigations de l'aviation et de la cavalerie, chargées de surveiller la continuation ou l'arrêt de ce déboîtage inattendu, se poursuivirent au crépuscule, toute la nuit et au petit matin du lendemain.

Le Gouverneur a tout préparé : sa résolution est prise. Il s'est enfermé, plus d'une heure, avec le général Clergerie, son chef d'état-major et avec l'admirable colonel Girodon, blessé du Maroc, qui a l'âme, lui aussi, d'un véritable chef.

La carte, le plan d'attaque, crayonné de leurs mains, qui sort de cette heure historique est lumineux de clarté et de décision : l'armée de Paris, se portant audacieusement dans le flanc de l'ennemi qui défile à quelques lieues d'elle avec une insolente tranquillité, va bousculer son IVe Corps de réserve, interposé en flanc-garde, et enfoncer l'aile marchante de l'envahisseur sur l'Ourcq et sur la basse Marne.

Si les Anglais font volte-face assez vite, ça peut être la déroute pour Von Klück et le salut de Paris. Pendant la nuit du 3 au 4, qui n'est pour le Gouverneur qu'une longue veille, tous les préparatifs d'offensive sont faits dans l'armée Maunoury et dans les éléments mobiles de la garnison ou de sa réserve.

Dès le lendemain, par le téléphone avec le G. Q. G. et par une démarche directe à Melun, le nouveau Quartier Général anglais, Gallieni va tenter de gagner tout le monde à son plan auda-

cieux et, néanmoins, si bien conçu. Il a confiance : le commandant en chef renoncera, sans doute, à la retraite derrière la Seine et profitera de la puissante diversion du C. R. P. pour faire opérer la brusque volte-face des armées françaises et avancer l'heure de l'offensive générale, capable de fixer et de refouler l'ennemi sur tous les points à la fois.

C'est ce soir là que l'on nous apporte une épreuve de l'affiche des ambassadeurs américains, signée du titulaire actuel, notre ami Myron T. Herrick; elle est en français et en allemand, pavoisée du drapeau des États-Unis en couleurs. Son texte déclare que les bâtiments qu'elle protège sont sous la protection américaine, puisqu'ils sont *habités* par M. N... (un blanc pour le nom), sujet américain.

Tirée à plusieurs milliers d'exemplaires, tout prêts à être affichés dans Paris, cette feuille, dont le texte allemand nous serre le cœur jusqu'à la rage, sera placardée, dit-on, sur tous les monuments que le noble ami de la France veut conserver à la civilisation, dût-il y cantonner des blessés ou des organisations, sanitaires ou civiles, dirigées par des Américains.

Nous n'avons pas eu alors le courage de le remercier de son geste prêt à s'étendre sur nos chefs-d'œuvre; et nous avons cherché, sur les cartes des environs de Meaux, à deviner les lignes énigmatiques de notre destin.

*
* *

On devait, beaucoup plus tard, se demander : « Qui a prévenu l'armée de Paris de l'infléchissement de Von Klück? » Témoin impartial, j'ai dû rectifier des légendes et répondre moi-même à la question, posée dans *l'Intermédiaire des Chercheurs* (n° LXXXIII), par des précisions résumées ainsi :

— Le lieutenant-colonel Fagolde, officier de liaison entre les armées française et britannique en septembre 1914, vient, en effet, de faire à l'Institut français de Londres une conférence intéressante sur ce sujet ; mais elle démontre, une fois de plus, que le meilleur des témoins peut se tromper de bonne foi quand il déduit de ses actes personnels une conclusion rigoureuse, même logique.

Le colonel — alors capitaine Fagolde — a raconté qu'il trouva (dans le havresac d'un officier d'état-major allemand de Von Marwitz, tué *le 1er septembre* en automobile par une patrouille française) l'ordre de Von Klück d'infléchir l'armée envahissante vers l'Est, au lieu de continuer à la faire descendre droit sur Paris.

— « Cette découverte, conclut l'officier français, a décidé la manœuvre exécutée, avec l'assentiment du commandant en chef, par le général Gallieni et qui devait être le prélude de l'immortelle victoire de la Marne. »

Oui, cette découverte a bien provoqué l'éclair de génie qui, frappant Gallieni d'une lueur soudaine, lui fit jeter l'armée de Paris dans le flanc de Von Klück; mais il ne fut point avisé de ce changement d'itinéraire par le G. Q. G. qui semble l'avoir totalement ignoré lui-même ou, tout au moins, n'avoir pas cru à sa réalité.

Le capitaine Fagolde, cependant, avait trouvé le document surpris et l'avait transmis au G. Q. G. le 2 *septembre* au matin. Ayant fait tout son devoir, il ne peut se tromper sur la date. Comment expliquer dès lors que le lendemain,

3 *septembre*, le G. Q. G. ait transmis au G. M. P. cette note *textuelle :*

— « La 1re Armée allemande est à Compiègne; elle ne pourra pas être *devant Paris avant quelques jours?* »

— Non : ce sont *les avions* du Camp retranché de Paris, *dans la journée du jeudi* 3 *septembre*, qui découvrirent, *les premiers*, l'infléchissement brusque des colonnes ennemies vers Meaux, et non plus vers Paris.

Je revois encore le capitaine L. de Faucompré, alors chef de nos services d'aviation du C. R. réduits, d'ailleurs, à quelques avions peu rapides, surtout *civils*, arrivant, exténué, boîtant sur ses jambes brisées et mal guéries encore.

Il apportait, avant les cavaliers, la nouvelle de ce changement de direction inattendu et personne d'abord — pas même Gallieni — n'osait y croire.

On renvoyait, le soir et le lendemain matin, le capitaine de Faucompré aux nouvelles, confirmées déjà par la cavalerie.

Au point du jour, *le* 4 *septembre*, cinq de nos avions survolent Creil, Chantilly, Senlis, Nanteuil, Lizy-sur-Ourcq, Château-Thierry, Betz, l'Oise jusqu'à Villers-Cotterets, la Marne jusqu'à Meaux, l'Aisne jusqu'à Soissons. Et le capitaine de Faucompré rapporte, avant onze heures, au Gouverneur de Paris ses témoignages « oculaires » et ceux de ses pilotes, dont le plus précis et le plus sûr est celui du sergent Lakman.

— Or, *le* 4, le G. Q. G. ne nous a pas encore avertis de ce fléchissement capital. C'est *de nous* qu'il l'apprend officiellement. A ce moment, Gallieni a résolu la manœuvre audacieuse qui va sauver Paris, et déclencher la bataille de la Marne. Et c'est l'aviation du capitaine Louis de Faucompré — aujourd'hui toujours capitaine et toujours, comme alors, simple chevalier de la Légion d'honneur — qui lui a apporté la nouvelle et les preuves de l'imprudente manœuvre de Von Klück...

P. S. — Dans le dernier numéro de *l'Intermédiaire* (1553) deux correspondants apportent d'intéressants détails. Objections :

1° L'aviateur Brindejonc des Moulinais n'est devenu

pilote militaire au G. M. P. *qu'après la bataille de l'Ourcq;*

2° Le capitaine Lepic avait « *vu, le* 31 *août*, les armées de Von Klück se diriger *sur Compiègne;* et *Curiosus* en déduit, comme Fagolde, que le glissement vers le Sud-Est *était commencé*.

Mais Compiègne était, pour les armées de Von Klück, sur la route même de Paris. *Après Compiègne* seulement et aux débouchés de sa forêt, la déviation vers Meaux allait, *le* 3 *septembre*, dévoiler l'infléchissement brusque de l'ennemi.

Comment le renseignement Lepic (31 *août, au nord de Compiègne*) aurait-il pu révéler cet infléchissement du 3 *septembre*, commencé *trois jours après*, à 25 kilomètres plus au Sud?

C'est une erreur et une confusion involontaires de dates et de lieux.

***

Il est, en tout cas, important de relire l'Ordre général n° 4, du Gouverneur de Paris à ses chefs de service. Daté du 3 *septembre* (après-midi), il prépare déjà les troupes à l'attaque de la flanc-garde allemande si, le lendemain matin, le glissement de Von Klück vers l'Ourcq est confirmé par l'aviation du C. R. P.

— Un corps d'armée allemand, vraisemblablement le IIe, s'est porté de Senlis vers le Sud, mais n'a pas poursuivi son mouvement sur Paris et *paraît avoir obliqué vers le Sud-Est.*

D'une manière généra e, d'ailleurs, les forces allemandes qui se trouvaient en face de la 6e Armée (Maunoury) *paraissent s'être orientées vers le Sud-Est.*

— De notre côté, la 6e Armée s'est établie dans la région au nord-ouest du Camp retranché, sur le front Mareil-en-France—Dammartin—Montgé.

L'Armée anglaise s'est établie au sud de la Marne et du Petit-Morin, de Courtevroult (10 kilomètres à l'est de Lagny) jusqu'au delà de la Ferté-sous-Jouarre.

Le corps de cavalerie du général Sordet s'est replié au sud de la Seine et a cessé d'appartenir à la 6e Armée (le généralissime l'avait repris sous ses ordres directs, au moment où nous allions tant avoir besoin de cavalerie).

— Demain (4 septembre), la 6e Armée ne bougera pas. Elle renforcera son front par des travaux défensifs. La 45e Division restera dans ses cantonnements, prête à marcher, à la disposition du général Maunoury en cas de besoin.

La Division du 4e Corps d'armée qui a débarqué aujourd'hui restera en réserve générale dans ses cantonnements.

4 septembre 1914.

I. *Situation.* — La Ire Armée allemande continue sa manœuvre, vers le Sud-Est, contre la droite anglaise et la gauche de notre 5e Armée. Son IVe Corps de réserve marche, en flanc-garde, vers Meaux.

— La 6e Armée (Maunoury) se reconstitue et renforce son front, prête à manœuvrer, vers l'Est, contre le flanc ennemi.

— L'Armée anglaise, sur la rive gauche du Grand-Morin, va s'organiser pour agir dans le même sens.

II. *Instructions de Gallieni et du G. Q. G. — Exposé chronologique des ordres successifs :*

1o. — 9 *heures matin.* (Ordre particulier no 11). — Le général Gallieni donne l'ordre au général

Maunoury de pousser *immédiatement* des reconnaissances de cavalerie entre la route de Chantilly et la Marne, — d'être prêt à marcher, *l'après-midi*, dans le flanc de l'ennemi et à entamer, *le lendemain*, un mouvement général dans l'est du Camp retranché.

Texte. — En raison du mouvement des Armées allemandes, qui paraissent glisser, en avant de notre front, dans la direction du Sud-Est, j'ai l'intention de porter votre armée en avant dans leur flanc, c'est-à-dire dans la direction de l'Est, en liaison avec les troupes anglaises. Je vous indiquerai votre direction de marche dès que je connaîtrai celle de l'Armée anglaise; mais prenez, dès maintenant, vos dispositions pour que vos troupes soient prêtes à marcher cet après-midi et à entamer demain un mouvement général dans l'est du C. R. Poussez immédiatement des reconnaissances de cavalerie dans tout le secteur entre la route de Chantilly et la Marne.

2°. — 14 *h*. 50. — Après plusieurs conversations téléphoniques, le Généralissime autorise le Gouverneur de Paris à porter l'armée Maunoury sur *la rive gauche* de la Marne, au sud de Lagny.

Texte. — Des deux propositions que vous m'avez faites relativement à l'emploi troupes général Maunoury, je considère comme la plus avantageuse celle qui consiste à porter la 6e Armée *sur la rive gauche de la Marne*, au sud de Lagny. Voulez-vous vous entendre avec le maréchal French pour exécution de ce mouvement.

3°. — 20 *h*. 30. (Ordre général n° 5). — Gallieni prescrit :

a) Paris cessant d'être directement menacé,

toutes les forces de l'Armée de Paris doivent « manœuvrer de manière à conserver le contact avec l'Armée allemande et à la suivre pour se tenir prêtes à combattre »;

b) La 6e Armée « poussera des reconnaissances de cavalerie dans les directions de Chantilly, Senlis, Nanteuil-le-Haudoin, Meaux et Lizy-sur-Ourcq »;

c) Demain (5 sept.) la 6e Armée se mettra en mouvement dans la direction « de l'Est, en se maintenant *sur la rive droite* (Nord) de la Marne, de manière à amener son front *à hauteur de Meaux* et à être prête à attaquer, *le* 6 *au matin*, en liaison avec l'Armée anglaise, qui attaquera sur le front Coulommiers-Changis »;

d) La 6e Armée sera renforcée successivement de la 45e Division (général Drude) et du 6e Corps d'armée, division par division, au fur et à mesure de ses débarquements;

e) La garde du C. R. restera assurée par sa garnison de défense normale, renforcée du groupe des divisions de réserve Ebener;

f) Un gros de cavalerie allemande ayant été signalé du côté de Beauvais et des patrouilles de ulhans près de Pontoise, il n'est pas impossible que des partis ennemis passent la Seine en aval de Paris et se montrent sur notre front Ouest.

4o. — 21 *h*. 45. — Le G. Q. G. anglais télégraphie au Gouverneur (après sa visite à Melun) pour lui

confirmer que les ordres sont donnés conformément à ses vues : l'Armée anglaise passera, le lendemain (5 sept.) à l'offensive (au lieu de continuer la retraite au sud de la Seine, selon le plan de la veille) et occupera la ligne Ormeaux-Tournon-Ozoir.

(Télégramme du colonel Huguet, de 18 h. 30.)

5°. — 22 *heures*. — (Ordre particulier n° 17) : *Gallieni à Maunoury* (*Le Raincy*). — Le G. Q. G. téléphone que — conformément aux derniers accords de l'après-midi — la 6e Armée, l'Armée anglaise et la 5e Armée (Franchet-d'Espérey) attaqueront *le* 6 *au matin* : la 5e Armée, sur le front Courtacon (10 kil. sud de la Ferté-Gaucher)-Sézanne; l'Armée anglaise, sur le front Coulommiers-Changis (11 kil. à l'est de Meaux); la 6e Armée, *au nord de la Marne, dans la direction de Château-Thierry*.

— En conséquence, Gallieni ordonne à Maunoury d'orienter, demain, ses colonnes en se maintenant *sur la rive droite* de la Marne, de manière à atteindre environ le méridien de Meaux.

6°. — 23 *h.* 50. — *G. Q. G. à G. M. P.* — Le G. Q. G. sera transféré, le 5 septembre, à Châtillon-sur-Seine. Il cessera de fonctionner, le même jour, à 18 heures, à Bar-sur-Aube.

***

III. *Détails*. — (Journée du 4 septembre). — Les reconnaissances de cavalerie et d'aviation avaient

quitté le Camp retranché avant le jour. Tous leurs renseignements confirment la nouvelle de la veille : l'ennemi se dirige vers Meaux, Senlis et Creil, incendiés, Nanteuil et Crépy-en-Valois sont évacués. Le IVe Corps de réserve allemand est en marche vers Lizy et Meaux. Les IIe, IIIe, IVe et IXe Corps actifs ont déjà franchi la Marne et vont passer sur la rive gauche du Petit-Morin.

Le général Gallieni a deux soucis graves : il voudrait déterminer le G. Q. G. à saisir l'occasion de l'offensive qui lui paraît s'offrir sur la Marne et persuader aux Anglais de faire front brusquement contre Von Klück pendant qu'il l'attaquerait sur l'Ourcq.

Puisque les Allemands avaient l'imprudence de lui présenter leur flanc droit sans avoir couvert leurs derrières, encombrés de convois fort lourds, il allait, contrairement à toutes les règles prescrites par les pontifes militaires de tous les pays, sortir de son camp retranché et se jeter sur la dédaigneuse flanc-garde de l'ennemi.

— Le moment était venu, a-t-il écrit[1], de prendre une décision... Or, il résultait des documents qui m'avaient été transmis et des événements du 31 août qui déjouaient son plan d'attaque contre l'aile droite ennemie que le général commandant en chef avait opté résolument pour l'ajournement de l'offensive et se préoccupait, avant tout, de se soustraire à la pression des Allemands... Mais, avant d'avoir atteint la ligne de repli assignée, en arrière de la Seine et de l'Yonne, nos colonnes en retraite auraient

1. *Mémoires* (Payot), p. 99 et suivantes.

été obligées de faire tête à l'ennemi dans des conditions particulièrement désavantageuses puisqu'elles n'avaient cessé de reculer depuis la Belgique et la Meuse.

D'ailleurs, nos armées auraient-elles pu arriver à temps sur leur ligne de repli? Je ne le crois pas. En admettant simplement pour la Ire Armée allemande une vitesse moyenne journalière de 40 kilomètres, ce qui était inférieur à la réalité, si nous considérons les marches effectuées du 31 août au 4 septembre, le général Von Klück était certain d'arriver sur la Seine le 6 septembre au plus tard et forçait l'Armée anglaise et la 5e Armée, pour ne prendre que nos armées de gauche, à livrer bataille le même jour, sur la rive droite de ce fleuve, et sans avoir eu le temps de le franchir; encore moins, comme le demandait le généralissime, de s'y arrêter, d'organiser des positions fortifiées et le désert entre elles et l'ennemi et de s'y reconstituer par les envois des dépôts. Il fallait se replier encore, peut-être même jusqu'à la ligne classique du plateau de Langres. De toute manière, le Camp retranché de Paris — et c'est le point qui me préoccupait le plus en raison de mes responsabilités comme gouverneur de la Capitale, — était complètement découvert. Le repli de nos armées compromettait le salut de Paris. Bien plus, il compromettait cette offensive que le Haut Commandement de nos armées leur avait assignée en fin de repli. Paris était abandonné et cet abandon ne favorisait nullement la reprise de la marche en avant qui pouvait seule arrêter l'envahissement de la France.

Quant au maréchal French, il était si bien rallié à l'idée de battre en retraite derrière la Seine, que le colonel Huguet, officier de liaison entre lui et nous, venait de télégraphier encore, le matin du 4, du Q. G. anglais, à Melun :

— Le Maréchal qui, hier après-midi, semblait très désireux de se porter vers l'Est, pour dégager la gauche de la 5e Armée, a modifié ses décisions sous l'influence des conseils de prudence qui lui ont été donnés par son chef d'état-

major. Les troupes auront, en principe, repos aujourd'hui, mais devront se tenir prêtes à partir au premier signal pour commencer *leur retraite derrière la Seine.* Le mouvement s'exécutera en trois étapes, la première amenant les arrière-gardes sur le front Mauperthuis (sud de Coulommiers), Faremoutiers, Tigeaux, Chanteloup. Si la 6e Armée débouchait de Paris dans la direction de l'Est, l'Armée anglaise serait encore en état de l'appuyer à droite. Mais si la gauche de la 5e Armée était trop fortement rejetée vers l'Est, ou si l'avance devenait trop prononcée, l'Armée anglaise serait obligée de continuer ce mouvement de retraite sur la rive gauche de la Seine, tenant Corbeil par sa gauche et Melun par sa droite.

— En résumé, conclut Gallieni, au moment où, dans la matinée du 4 septembre, la marche de la Ire Armée allemande vers le Sud-Est se confirmant, *il me fallait prendre une décision sauvegardant avant tout les intérêts de la Capitale dont j'avais la charge*, nos armées, y compris l'Armée anglaise, avaient l'ordre de se replier derrière la Seine et le général en chef insistait pour que ce mouvement s'exécutât aussi rapidement que possible. Suivant moi, ce mouvement de repli était mauvais, parce que : 1° il découvrait le Camp retranché de Paris; 2° il ne tenait pas compte de l'ennemi; 3° il ne pouvait s'exécuter à temps : les têtes de colonnes allemandes seraient déjà certainement à Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine etc., quand nos troupes y parviendraient (d'après les dires du commandant de la 5e Armée, le fait avait déjà eu lieu plusieurs fois lors de la retraite de cette Armée, de Charleroi vers l'Aisne); 4° il interdisait toute idée d'offensive immédiate, la retraite au-delà de la Seine, l'organisation de la défensive, l'arrêt jusqu'à l'arrivée des renforts des dépôts comportant bien un délai *d'une douzaine de jours*, pendant lequel les Allemands auraient eu le temps de terminer leur mouvement de débordement de notre aile gauche.

Le Gouverneur, dès ce jour-là, ne s'était pas trompé sur les raisons de Von Klück, telles qu'elles nous furent révélées par la suite. Le chef allemand

avait voulu, conformément aux principes du maréchal de Moltke, en finir d'abord avec nos armées de campagne avant de leur laisser le temps de se reconstituer. Rassuré par la faible résistance de la 6e Armée vers Montdidier, plein de dédain pour les « territoriaux » de Paris, d'ailleurs démunis d'artillerie suffisamment approvisionnée, Von Klück n'avait même pas pu concevoir que Gallieni serait assez audacieux pour porter ses forces défensives à plus de 40 kilomètres de la Capitale et l'y attaquer résolument.

— Toutes ces réflexions, a dit le Gouverneur, je me les étais faites et j'avais abouti à cette conclusion que, malgré le mouvement de repli ordonné par le général en chef et la crainte d'enlever à Paris les forces appelées à le défendre, le salut de la Capitale, comme celui de nos armées et de la France entière, exigeait une décision énergique immédiate : le transport rapide, contre le flanc droit de l'armée allemande, de toutes les troupes dont je pouvais disposer[1].

Trois conversations téléphoniques de Gallieni et de son chef d'état-major avec le G. Q. G. lui obtiennent en principe l'assentiment du généralissime et le concours des Anglais. Si l'Armée de Paris réussit sur l'Ourcq, l'offensive générale jusqu'aux Vosges, encore indécise, pourrait se préciser immédiatement; mais le général en chef cantonne notre attaque entre Marne et Seine, sur *la rive gauche* du gros affluent.

1. *Mémoires du général Gallieni. Défense de Paris.* Payot, 1920.

Pour mieux s'entendre avec le maréchal French, toujours soucieux de résister seulement derrière la Seine, Gallieni emmène Maunoury à Melun : une conférence de trois heures avec le chef d'état-major Murray — le maréchal était absent — ébranle les résolutions de nos alliés et semble les avoir gagnés à notre plan.

Au retour, le Gouverneur trouve une nouvelle dépêche du G. Q. G. (datée de 2 h. 50 de l'après-midi), relative à notre attaque sous Lagny, toujours *au sud de la Marne.*

Gallieni téléphone encore au généralissime et finit par le convaincre : c'est sur la rive droite de la Marne que se jouera le destin de Paris. A 20 h. 30, le Général lance donc son Ordre général nº 5 : c'est la bataille pour le lendemain.

De son côté, le colonel Huguet télégraphie au Gouverneur le texte dicté par le maréchal French, que ses revers précédents ont rendu circonspect :

— J'accepte vos propositions de retraite *sur la Marne* es 5 et 6. Mais je préfère, en raison des changements continuels de la situation, *étudier de nouveau à ce moment* avant de décider sur opérations ultérieures.

Le chef de l'Armée anglaise doit, pourtant, bien savoir que si la 6e Armée n'entre pas en action le lendemain, les Allemands auront, le soir même, franchi la Marne et seront sur le Grand-Morin.

Le général Gallieni téléphone alors, lui-même, au généralissime, lui expose la situation, et celui-ci,

définitivement gagné au plan du Gouverneur, obtient du maréchal French qu'il marchera, *par la rive gauche de la Marne*, dans le prolongement de l'Armée de Paris. Le Général prévoyait donc, d'ores et déjà, que les Anglais arriveraient en retard sur la ligne de bataille et prenait, avec Maunoury, ses dispositions en conséquence.

Dans toute l'Armée de Paris, l'ordre de marcher le lendemain est accueilli avec un enthousiasme de bon augure : des divisions qui viennent de retraiter en combattant sans répit pendant soixante kilomètres accueillent la nouvelle par des acclamations confiantes.

Le G. Q. G. plus prudent, nous avise, à minuit, qu'il se transportera, le lendemain, de Bar-sur-Aube à Châtillon-sur-Seine; il a des doutes sur notre réussite; mais, conformément à ses vues nouvelles, il lance, dans la nuit, l'ordre d'attaquer, le 6 au matin, pour les 6e et 5e Armées, en liaison avec les Anglais, l'armée Maunoury devant se maintenir sur la *rive nord de la Marne.*

C'est le texte même proposé par Gallieni : l'accord est fait sur toute la ligne.

***

Plus tard, pendant tout le régime de la Censure, es documents publiés sur la victoire de la Marne passeront sous silence le nom de Gallieni et la part capitale qui lui revient dans la fixation

brusquée du jour et de l'heure marqués enfin pour l'offensive de salut; et quand il faudra, sous peine d'être absurde et incompréhensible, parler de la 6e Armée, c'est le seul nom du général Maunoury qui sera cité, de loin en loin.

C'est, pourtant, bien Gallieni, *lui seul*, qui a su imposer sa claire vision de la glorieuse réalité.

Les tergiversations — d'ailleurs fort naturelles — du G. Q. G. ont laissé une preuve loyale de ses résistances :

— Dans le fameux ordre du jour par lequel le généralissime prit « l'initiative » de fixer au 6 septembre l'offensive générale sur la Marne et dont la précision devrait permettre de revendiquer sans conteste cette initiative devant l'histoire, l'original de cet ordre, écrit tout entier de la main du chef du 3e bureau du G. Q. G. et signé Joffre, porte *trois dates différentes* surchargées[1].

Et le fidèle et très sûr historien du G. Q. G., Jean de Pierrefeu, a écrit à ce sujet :

— ... Un soir, au G. Q. G. de Chantilly, on me fit voir le fameux ordre de la Marne, qui prescrivait de faire face au Nord, écrit tout entier de la main du colonel Gamelin et signé Joffre! Magnifique pièce historique, sur papier rouge. Enfin, j'allais savoir qui pouvait revendiquer l'honneur et la gloire d'avoir dit : « On s'arrêtera là; on sera victorieux à tel endroit. » Déception cruelle! Le fameux ordre portait trois dates différentes surchargées. Ce n'est pas par lui que nous connaîtrons la vérité ! »

C'est de cette journée du 4 septembre que, comme l'écrivait Gallieni, « est sortie la bataille de la Marne ».

1. *Mémoires de Gallieni* (Payot, p. 133).

La cohue des laissez-passer a continué à déferler sur l'aile nord du lycée Duruy, arrivant parfois jusqu'à nous en rumeur sourde. J'avais voulu retenir le *doktor* Max Nordau, sujet boche particulièrement rongé de haine contre la France, et l'envoyer, puisqu'il était pris à Paris, dans un camp de concentration. Mais l'aimable Myron Herrick ayant demandé grâce pour lui, le Gouverneur, très indifférent à la littérature de ce stercoraire, me donne l'ordre de le diriger sur Saint-Sébastien : ce sera une bonne recrue pour la bande d'espions prussiens qui y réside.

Nous apprenons la mort glorieuse d'un « civil » exaspéré, Albéric Magnard, fusillé et brûlé vif, l'avant-veille, à Baron.

— Le noble et fier musicien de *Guercœur*, ai-je conté dans *Guerre et Théâtre*, avait vu, par sa fenêtre, les brutes de Von Klück ligoter son fils à un arbre et marcher, des torches à la main, sous les yeux de leur général, vers la chère demeure qu'ils savaient pleine de chefs-d'œuvre français. Magnard s'est défendu : il a tué deux uhlans de sa main et s'est, sans vouloir se rendre, laissé ensevelir sous les décombres fumants de sa maison. Son jeune fils a été sauvé par le jardinier : le brave homme a déclaré aux Boches, exaspérés par la résistance meurtrière du « frank-tirour », que c'était son garçon. Avant d'être délivré, l'enfant a pu voir les meurtriers de son père dévaliser les reliques d'art du héros tué et charger sur un chariot les tableaux précieux et les œuvres rares en les dissimulant sous une bâche d'ambulance, marquée de la croix-rouge de Genève.

Des officiers anglais nous ont, ce soir-là, prévenus que Paris était encore infesté d'espions alle-

mands : on a remarqué, dans le Camp retranché et dans une de nos rues, une automobile militaire sur l'arrière de laquelle est fixée une valise portant l'inscription suivante : *Lt Bertram Stewart. « Army volontair Corp. »*

Les Anglais nous avertissent — toujours un peu tard — que ce corps de troupe n'existe pas. Lorsqu'ils ont voulu, intrigués, parler aux hommes en kaki qui se trouvaient dans l'automobile, elle a démarré à toute vitesse et a disparu.

Où peut-elle être? Aucune des portes de Paris n'a été ouverte pour elle. Dans quel mystérieux abri est-on allé la remiser et, sans doute, la démaquiller? Notre police secrète, réduite à un groupe dérisoire depuis le départ du Gouvernement, ne peut arriver à le découvrir.

5 septembre.

I. *Résumé de la Journée. — Commencement de la bataille de l'Ourcq.*

1°. — 2 *h.* 35 *matin.* — Le généralissime donne l'ordre de l'offensive générale sur la Marne pour le lendemain, 6 septembre.

2°. — Gallieni, pour parer à tout revers, ordonne de travailler partout aux travaux de défense du C. R. et fait préparer, par le génie, la destruction éventuelle des ponts sur la Seine, de Melun à Bray, ainsi que sur l'Oise et sur la Marne.

3°. — *Midi.* — Les 55e et 56e Divisions et la Brigade marocaine attaquent et prennent Montgé, Plessis-aux-Bois, Charny et Villeroy. Ordre leur est donné de pousser respectivement jusqu'à Saint-Soupplets, Monthyon, Penchard, fortement défendus. Après combats. Pertes sensibles. La ligne Montgé, Cuisy, Villeroy, Charny ne peut être dépassée.

4°. — *Dans la nuit*, Saint-Soupplets est enlevé par un coup de main de la 56e Division (général de Dartein).

II. *Détails.* — Le général Gallieni n'a pas dormi deux heures. Debout avant le jour, il reçoit les renseignements de la nuit et cherche à parer aux pires hypothèses. Son doute le plus noir se formule ainsi : arriverons-nous à temps pour empêcher l'ennemi de déborder l'aile gauche française?

Les travaux du Camp retranché sont poussés avec fièvre; mais c'est surtout sur Maunoury que tous nos regards sont fixés.

— J'avais déjà eu, écrira Gallieni dans son Carnet, le général Maunoury sous mes ordres, alors qu'il commandait le 15e Corps et que j'étais chargé de l'inspection de l'Armée des Alpes. C'était un chef vigoureux et capable, dans lequel je pouvais avoir toute confiance. C'était à lui qu'allaient échoir l'honneur et la responsabilité de conduire la bataille de l'Ourcq. Il sut, dans ces rudes journées, déployer ces qualités d'énergie, de décision et de sang-froid qui laisseront de lui la réputation d'un grand chef militaire.

Le Gouverneur inspecte la 8e Division du 4e Corps

(général de Lartigue) qui débarque à Asnières, la fait réorganiser et ravitailler (elle venait de se faire décimer autour de Verdun), visite la brigade Desvaux, dont presque tous les officiers étaient tués, vérifie, à Pontoise, la reconstitution des deux divisions d'Ebener et se rend compte que Von Klück continue, avec quatre corps, sa marche de Faremontiers à Esternay et sur Montmirail pour déborder l'aile gauche de la 5e Armée, son principal objectif depuis Charleroi et que Lanrezac avait toujours su lui dérober.

J'ai raconté, dans *Guerre et Théâtre*, d'après mes notes au jour le jour, comment a commencé la bataille de l'Ourcq et comment fut tué Charles Péguy :

— L'avant-garde allemande, soutenue par trois batteries, occupe les hauteurs de Monthyon. Le 5 septembre, à midi, un duel d'artillerie s'engage entre elles et le village d'Iverny où une batterie française vient de s'installer au galop. Dans la plaine, les patrouilles allemandes ouvrent le feu sur une compagnie de notre 276e, lancé contre elles à la baïonnette, au débouché de Villeroy. Là fut tué Charles Péguy, lieutenant de complément, avec 150 de ses soldats.

Le capitaine Claude Casimir-Périer — il fut, lui aussi, glorieusement tué par la suite — devait, quatre jours après, le trouver, le reconnaître et le faire ensevelir au milieu de ses hommes, sur le bord de la route de Chauconin à Villeroy, un peu avant l'embranchement d'Iverny.

Plus tard, en présence de sa veuve et des siens, les amis de Péguy l'ont exhumé, avec ses deux camarades, le capitaine Guérin et le lieutenant Lacornillière. Sous la chaux qui avait réduit les corps à l'état de squelettes, l'identification tragique était difficile. Péguy fut reconnu à un

mouchoir marqué de ses initiales et retrouvé dans la poche de sa capote; le capitaine, atteint d'une claudication légère, dut à l'inégalité de ses talons la chance d'être identifié. Tandis qu'on les réinhumait sur place, un paysan montrait le profil de Monthyon :

— Là-haut, disait-il, étaient installés les canons allemands qui balayaient la plaine vers Charny et Villeroy. Les tirailleurs marocains s'élancèrent les premiers; la plupart sont enterrés là-bas, dans ce pli du terrain où coule le ru de Rutel. Ce fut ensuite le tour du 276e.

Le premier coup de canon de la bataille de l'Ourcq a donc été tiré *le* 5 *septembre*, à midi, par les Allemands, du haut de Monthyon sur une de nos batteries qui débouchait d'Iverny; le capitaine français fut tué net, la tête emportée.

La bataille s'engage aussitôt à fond : les divisions de Lamaze et la brigade marocaine emportent Montgé, Plessis-aux-Bois et Charny; elles attaquent vigoureusement Saint-Soupplets, Monthyon et Penchard et se battent jusqu'au soir sans reculer. Le front gagné par la 6e Armée, occupait alors Montgé-Cuisy-Villeroy-Charny et avait entamé la flanc-garde allemande (IVe Corps de réserve); le 7e Corps (général Vautier) avec la 14e Division active et la 63e Division de réserve formaient la gauche de notre ligne.

Dans la nuit, le général de Dartein réussit à enlever Saint-Soupplets, à la tête de la 56e Division, tandis que le général Leguay, avec la 55e, escalade Monthyon au petit jour et s'y retranche, à travers un amoncellement de matériel ennemi, barrant aux Allemands la route de Vareddes.

6 septembre.

I. *Résumé.* — L'Armée Maunoury enlève Saint-Soupplets et Monthyon. Combats violents et prise de Forfry, Gesvres, Pringy, La Ramée, Marcilly, Barcy, Penchard, Chambry, Acy, Étrépilly.

II. *Détails.* — Selon le plan d'offensive définitivement arrêté dans la nuit du 4 au 5 septembre, la 6e Armée s'était disposée à franchir l'Ourcq entre Lizy et May-en-Multien. Si l'Armée anglaise avait attaqué aussitôt et fixé les colonnes allemandes qui descendaient sur elle, Maunoury pouvait, dès les premiers combats, poursuivre l'enveloppement de Von Klück.

Mais, on l'a vu, le maréchal French avait renoncé trop tard au repli prescrit derrière la Seine; sous prétexte de « dégager le terrain pour le débouché de la [illegible] Armée », il avait trop infléchi la ligne anglaise vers le Sud-Ouest et continué, en somme, le mouvement de retraite.

— Ce mouvement, a écrit Gallieni dans ses *Mémoires*, a été l'une des causes du retard de l'offensive anglaise, puisque l'armée du maréchal French reculait encore, tandis que l'Armée de Paris, au contraire, se portait en avant vers l'ennemi.

Maunoury, cependant, avait ponctuellement suivi le plan du Gouverneur : à 9 heures, il était arrivé « à la hauteur de Meaux, sur la ligne Cham-

bry, Barcy, Gesvres, Forfry et Oissery. » Mais il se heurtait soudain à une résistance acharnée; presque tout le IVe Corps de réserve allemand s'arc-boutait contre lui, tandis que deux colonnes ennemies, appelées à rescousse, faisaient demi-tour, repassaient la Marne et refluaient sur notre front vers Vareddes et Lizy-sur Ourcq.

— L'effet poursuivi par l'Armée de Paris en prenant l'offensive vers l'Est dès le 4 au soir, remarque Gallieni, n'en est pas moins obtenu : la marche de ces deux colonnes allemandes (IIe corps poméranien) vers le Nord était bien *le commencement de la retraite des armées ennemies, l'arrêt de l'offensive allemande et de l'invasion de notre pays.*

Si les Anglais n'avaient pas continué trop longtemps leur repli, s'ils n'avaient pas exigé que la 8e Division (général de Lartigue) flanquât leur gauche *au sud de Meaux*, où elle était condamnée à demeurer inerte, le Corps d'armée poméranien, refluant de Coulommiers, n'aurait pu retraiter et repasser la Marne sans être inquiété. C'était, pour la Ire Armée allemande, un irréparable désastre.

Le maréchal French, trop prudent, encore sous l'impression de son recul meurtrier depuis la Belgique, s'est attaché surtout à maintenir, sur sa droite, sa liaison avec la 5e Armée par le Corps de cavalerie Conneau; il n a voulu avancer qu'à la condition d'être *appuyé par elle et sur la même ligne.*

— Ce n'est plus là de la tactique de notre époque! s'est écrié Gallieni.

Résultat : l'Armée anglaise, « sans avoir à sou-

tenir aucun combat sérieux, a mis deux jours et demi à franchir les vingt kilomètres qui séparent le Grand Morin de la Marne, où elle ne *débouchera que le 9 septembre, à midi* ». Et Maunoury, les 6, 7, et 8 septembre aura sur les bras trois Corps d'armée allemands, acharnés à se frayer passage vers l'Aisne avec la fureur du désespoir.

Le 6 au soir, « l'ennemi est refoulé sur tout le front. Nous ne sommes plus qu'à dix kilomètres de l'Ourcq, sur la ligne Chambry—Marcilly—Puisieux—Acy-en-Multien ». Le IIe Corps actif allemand tente de tourner notre 7e Corps (général Vauthier). De violents combats ont été livrés à Forfry, Gesvres, Pringy, La Ramée, Marcilly et Barcy, enlevés de haute lutte; l'héroïque brigade marocaine (général Ditte), décimée, occupe Penchard et Chambry, remplis de mourants et de morts.

Le Gouverneur a passé la journée dans le Camp retranché, en liaison continue avec Maunoury. Il a, quelque peu, malmené certaines sociétés de secours qui, les jours précédents, nous avaient tympanisés de réclamations bruyantes : le 2 septembre, elles comptaient 25.000 lits dans les hôpitaux. Deux jours après, elles n'en avaient plus que 15.000. Directeurs, infirmiers et infirmières bénévoles étaient allés, en trop grand nombre, organiser la résistance — en province.

Le soir, vers dix heures, dans un Paris recueilli

et calme, sous une admirable nuit bleue, on écoute, du haut de Montmartre et du Panthéon, les rafales sourdes de l'artillerie au nord-ouest de Meaux.

7 septembre.

I. *Résumé.* — Violentes contre-attaques de l'ennemi, renforcé de deux Corps d'armée. Prises et reprises de Marcilly, Barcy, Chambry, Acy-en-Multien, Etavigny.

— Le soir et dans la nuit du 7 au 8, les taxi-autos de Paris transportent une division de Sevran-Livry et Gagny à Nanteuil-le-Haudoin et au Plessis-Belleville.

II. *Détails.* — La 6e Armée, appuyant sa droite à Chambry et sa gauche à Béty, marche sur le IVe Corps de réserve allemand, renforcé du IIe Corps contraint de rebrousser chemin pour secourir la flanc-garde rompue.

Attaques et contre-attaques se succèdent avec violence. L'artillerie lourde de l'ennemi le préserve d'un désastre et tient en respect nos divisions cruellement éprouvées. Nos lignes occupent Chambry, Barcy, Marcilly, la crête de Brunoy, Puisieux, Acy et le plateau ouest d'Etavigny.

La division Ebener, transportée en chemin de fer, vient étayer, à Villiers-Saint-Genest, la gauche du 7e Corps. D'heure en heure, les points dispu-

tés avec acharnement changent de main. A Chambry, la 55e Division (général de Lamaze) et la brigade marocaine subissent, sans faiblir, des pertes effroyables.

Tandis que la 61e Division de réserve emporte Villiers-le-Grand et que la cavalerie du général Sordet se porte de Bargny sur Cuvergnon, on signale, derrière la flanc-garde ennemie, un mouvement de retraite des Corps allemands vers le Nord. Pour le couvrir et assurer sa sécurité, Von Klück lance trois colonnes puissantes sur l'aile gauche de Maunoury et tente de la déborder et de l'envelopper.

Gallieni, voyant le péril, va renforcer au plus vite le point menacé. Il fait, dans Paris, réquisitionner 700 autos de place et, pendant la nuit du 7 au 8, ces véhicules et leurs conducteurs civils transportent « au compteur » la presque totalité de la 7e Division, débarquée à Paris dans la journée, de Gagny et de Sevran-Livry au Plessis-Belleville et à Nanteuil-le-Haudouin.

La légende a voulu grossir cet épisode ingénieux et lui donner des proportions excessives. Il y avait, pourtant, quelques semaines déjà que nous ne négligions pas, surtout pour le ravitaillement de l'artillerie, de réquisitionner, faute d'autres voitures, les taxi-autos de Paris; mais on les avait très rarement envoyés dans les régions bombardées par l'ennemi.

L'admirable carrière du maréchal Gallieni

compte beaucoup d'initiatives plus glorieuses que celle-là; les Boches, dès leur traversée en Belgique, l'avaient abondamment réalisée. Certains ont voulu y fonder une amusette capable de faire oublier, dans une anecdote pittoresque et faite pour divertir le public, les services les plus importants rendus par le Gouverneur à notre victoire.

Il ne faut donc pas oublier que, dès août 1914, l'intendant général Burguet et le général Coupillaud se servaient abondamment des taxis de Paris pour le transport des vivres aux troupes combattantes. Le 2 septembre encore, 242 autos de réquisition, avec des convoyeurs militaires il est vrai, avaient ravitaillé en vivres toute la zone combattante du Nord-Est.

C'est ce procédé, adopté par Gallieni, qui permit au gros de la 7e Division (général de Trentinian) de faire face à l'ennemi surpris, dès le point du jour; son artillerie était arrivée en même temps par la voie ferrée. Dans la légende tenace que les journaux eux-mêmes ont vulgarisée, les chiffres de la réquisition sont devenus fabuleux. Voici, pour tout remettre au point, comment les archives du service des transports du C. R. P. ont rendu compte de l'opération :

— Le 6 septembre 1914, la Direction a reçu, par l'intermédiaire d'un capitaine d'état-major, l'ordre du Gouverneur de rassembler, boulevard des Invalides, le plus grand nombre de taxis possible, pour partir à minuit 30, afin d'être

rendus, à 2 heures, à Tremblay-les-Gonesse. A cause du manque de chauffeurs, 170 voitures seulement ont pu partir à l'heure indiquée.

Le 7 septembre, la Direction des transports dirigeait 500 taxis sur Gagny, où ils se joignaient aux 170 voitures déjà parties la veille, à la disposition du commandant de la 6e Armée.

Dans la nuit du 7 au 8, ces 670 voitures ont transporté, à raison de 4 hommes par voiture et en faisant deux voyages, la plus grande partie d'une division, de Sevran-Livry et Gagny à Nanteuil-le-Haudouin et au Plessis-Belleville. De plus, 30 taxis ayant été mis à la disposition du 1er régiment de zouaves, c'est donc 700 taxis qui ont été réquisitionnés en même temps et ont marché les 7 et 8 septembre.

A partir du 9 septembre, les taxi-autos n'ont plus été employés que par petites unités et pour les besoins du service (transport des blessés, prisonniers, etc.).

Il s'agissait, cette nuit-là, d'appuyer Maunoury, qui venait d'enlever la crête d'Etavigny et progressait vers l'Ourcq; la division du général de Trentinian, épuisée de fatigue, fut ainsi reposée, ravitaillée et prête à entrer en action dès le 8 au petit matin.

Gallieni se rend de Compans, quartier général de la 6e Armée, à Monthyon (Q. G. du général de Lamaze), sur la ligne de feu, violemment battue par l'artillerie lourde des Allemands. De là, le Gouverneur revient par Gagny, où il organise lui-même la mise en marche des premiers taxis de Paris.

Rentré au lycée Duruy, le Général travaille, très avant dans la nuit, à faire hâter, autour de la ville, au-delà des forts, la triple ligne de batteries,

de tranchées et d'ouvrages bétonnés ou cimentés qui va définitivement mettre Paris à l'abri d'un coup de main des Boches.

Nous y apprenons que les Allemands tentent encore un débordement de notre gauche vers Betz. Des détails nouveaux parviennent au G. M. P. sur les opérations des divisions de Lamaze, attaquées furieusement, le matin, par les colonnes ennemies : elles ont franchi la Marne à Isles-les-Maldeuses et se sont ruées surtout sur la 55e Division et sur la brigade marocaine, les refoulant d'abord jusqu'à Pringy et Penchard. Barcy demeure au pouvoir des nôtres. En fin de journée, la 56e a repris Marcilly et les pentes de la hauteur de Champfleury, en liaison avec le 7e Corps. Chambry n'a pas encore été repris.

8 septembre.

I. *Résumé.* — L'armée Maunoury tient tête aux Allemands renforcés de trois Corps, fixe l'ennemi et se maintient avec la dernière énergie vers Acy, Vareddes, Etavigny, Betz et Thury. Le Gouverneur, pour l'étayer en arrière, porte la 62e Division de réserve à Dammartin et à Montgé.

II. *Détails.* — Ce matin, deux mauvaises impressions : nous apprenons que Maubeuge a capitulé hier; visite du nouvel ambassadeur d'Espagne.

Le haut diplomate, grave et silencieux, est accompagné d'un colonel qui dissimule mal ses convictions : pour lui, comme pour son chef, Paris sera pris par les Boches dans quelques jours. Notre sourire, celui surtout du Gouverneur sont, pour nos visiteurs, des indices d'une confiance et d'un espoir déments. Nous ne savons pas résister au plaisir de leur annoncer que la Division algérienne et la 56e Division de réserve viennent d'emporter définitivement Chambry : l'imbattable Von Klück est battu. Cette nouvelle stupéfie nos Espagnols; mais, pour eux, tout n'est pas dit : gare aux inévitables lendemains!

C'est aussi la pensée très sage du Gouverneur. Il nous emmène, chez Maunoury, voir ce qu'il advient de notre division des autos-taxis, sur laquelle le IVe Corps actif allemand, remonté de l'Ourcq à la rescousse de la flanc-garde disloquée, se rue avec une violence où il y a comme un élan de rage et de désespoir.

Le commandant de la 6e Armée vient d'installer son Quartier général à Saint-Soupplets, encore tout fumant d'incendies et de canonnades; deux drapeaux prussiens pavoisent le seuil de la maison où campe Maunoury. Nous le trouvons penché sur ses cartes, énergique, confiant, soucieux tout de même; car son armée se heurte à des masses enragées; elles ont l'ordre manifeste de déborder son aile gauche à n'importe quel prix.

Gallieni examine et définit avec lui la situation.

Insuffisamment retenu par l'offensive anglaise, très en retard sur la nôtre, l'ennemi s'est tourné avec fureur contre la 6e Armée; mais celle-ci l'immobilise dangereusement, les Anglais pouvant survenir d'un moment à l'autre et prendre les Allemands entre deux feux. Il faut donc tenir et, si possible, progresser coûte que coûte : le Gouverneur donne l'ordre de porter la 62e Division de réserve à Dammartin et à Montgé, pour étayer Maunoury et, s'il devenait inévitable sous la formidable pression des Corps allemands, pour assurer et fixer son repli.

Nous parcourons le champ de bataille, à travers les bûchers puants et pleins de cadavres de Saint-Soupplets, de Gesvres et de Brunoy. Jusqu'à Etrépilly, toutes les déclivités sont, hélas! jonchées de morts, où les pantalons garance du début de la Guerre sont souvent les plus nombreux.

Trocy, Acy-en-Multien, Vincy-Manœuvre reçoivent encore des obus fusants qui hâchent leurs ruines tragiques d'une grêle de balles. On nous a fait, sur la route, un étroit passage entre les morts; ceux des Boches, cette fois, sont plus fréquents que les nôtres.

Nous rentrons à Paris, vers la nuit tombante, au milieu d'une population d'artisans, de femmes et d'ouvriers accourus au-devant du Gouverneur : il nous autorise à les rassurer et à leur faire entrevoir les meilleurs espoirs. Leur confiance indéfectible n'en est pas surprise.

Dans la rue Lafayette, noire de monde, Gallieni est acclamé et s'étonne : il ignore tout de sa popularité et sa modestie s'en alarme.

Au lycée Duruy, une lettre du généralissime attend le Gouverneur. Il la lit et nous la tend avec un sourire. La voici :

C. Q. G. 7 septembre 1914.

Mon cher Camarade,

Je tiens à vous remercier bien chaleureusement pour la façon rapide et éminemment efficace dont vous avez mis l'armée du général Maunoury à même de remplir la mission délicate qui lui est confiée.

Grâce à vous et à tous les moyens que vous avez mis à sa disposition, la 6e Armée manœuvre parfaitement et son action contribue très heureusement au but final que nous nous proposons tous.

Pour faciliter et rendre plus efficace l'action de cette armée, il m'a paru nécessaire de lui envoyer directement mes ordres et mes instructions. Mais je vous les ferai parvenir en double, afin que vous sachiez ce qu'elle fait et que vous puissiez lui prêter votre concours si précieux.

Je vous serai reconnaissant de ne pas envoyer au Gouvernement de renseignements relatifs aux opérations. Dans les comptes rendus que je lui envoie, je ne lui fais jamais connaître le but des opérations en cours, ni mes intentions; ou, du moins, dans ce que je lui dis, je lui indique les parties qui doivent rester secrètes. En agissant autrement, certaines opérations pourraient parvenir à la connaissance de l'ennemi en temps utile pour lui. C'est pour cela que je considère comme indispensable que je sois le seul à traiter ces questions avec le Gouvernement, parce que je suis le plus à même de juger ce qui peut être dit sans inconvénient.

En ce moment, la situation paraît très bonne. Devant Maunoury, les Anglais et la 5e Armée, l'ennemi recule, mais sans qu'il y ait eu d'action très sérieuse. Il est probable qu'il cherche à se retrancher. Plus à l'Est, devant Foch,

de Langle et Sarrail, jusqu'à l'Argonne, des actions plus sérieuses sont engagées. Nous n'y sommes pas en mauvaise situation. Cette bataille durera vraisemblablement plusieurs jours. J'ai bon espoir sur l'issue, mais ce sera dur.

Veuillez, mon cher camarade, accepter à nouveau l'expression de toute ma reconnaissance et de mes sentiments de fidèle et cordial dévouement.

JOFFRE.

— A la bonne heure! dit l'un de nous. Voilà une excellente lettre. C'est la première récompense du Gouverneur de Paris et des services rendus par son armée. Mais il y aura une suite, je pense?

— Il n'y aura pas de suite, affirme le colonel Girodon, qui sait bien à quel point le général Gallieni, dès le Soudan et le Tonkin, depuis Madagascar surtout, est devenu la « bête noire » des fonctionnaires d'état-major.

Le Chef, très amusé de nos dialogues, est indifférent au « procédé ». Il ne veut, de cette lettre, retenir que les éloges de son vieil ami, son ancien subordonné à Diego-Suarez, qu'il y a comblé d'ordres du jour tout étincelants de louanges.

— Pourtant, veut insister le général Desvaux, cette lettre n'a que deux lignes de félicitations cordiales; seulement, elles pourraient s'appliquer assez à un colonel de gendarmerie plein de zèle ou à un intendant militaire bien outillé. On y omet totalement le rôle du commandant « des Armées de Paris » — la 6e comprise.

— Ce sera pour plus tard, coupe Gallieni impassible, en se remettant au travail.

Nous relisons la lettre du G. Q. G. — car le Patron ne veut pas admettre qu'elle soit du généralissime : elle ne porte, de lui, que sa signature. Il connaît, il pense connaître encore les sentiments de son ancien auxiliaire envers lui; et, surtout, il apprécie l'esprit d'un « entourage » où certains lui sont familiers : il les a eus jadis sous ses ordres.

Volontaires ou non, les oublis élémentaires de cette lettre sauteraient aux yeux les moins prévenus. Elle *ignore* que l'armée Maunoury est *sous les ordres de Gallieni* depuis le 1er septembre; qu'elle a été réorganisée et *lancée contre Von Klück par le Gouverneur;* que Gallieni, dès *le 4 septembre, à 9 heures du matin*, lui a prescrit de marcher sur l'Est, contre la Ire Armée allemande, avant même d'avoir obtenu l'assentiment du généralissime, dont les ordres formels dirigeaient encore toutes nos forces *derrière la Seine;* que, sans le Gouverneur, les Anglais battraient, sans doute, en retraite au-delà de Corbeil; que tous les ordres de Gallieni s'obstinaient à orienter ses Armées (Maunoury et Garnison de Paris) dans le flanc droit de l'ennemi et *au nord de la Marne*, même après que le G. Q. G. eut accepté — sans grande confiance — une action assez peu précise *au sud de Lagny;* que toutes les ressources du Camp retranché, entre le 4 et 8 septembre, le Gouverneur les avait fait affluer vers l'Ourcq, pour y étayer Maunoury, engagé dans des combats très durs

(absolument inconnus, semblait-il, du rédacteur de cette lettre) contre la majeure partie des forces de Von Klück!

La lettre du G. Q. G. modifiait, en outre, les conditions du commandement même des Armées de Paris. Du 1er au 8 septembre, le Gouverneur avait été, en fait, investi du commandement d'un groupe d'armées. Tous les Corps qu'il avait reçus, il les avait envoyés vers l'Ourcq, pour renforcer l'armée Maunoury. Sur place, il avait, seul, pu juger d'une situation qui se modifiait sans cesse et qui échappait, dans ses détails, au G. Q. G. trop éloigné pour les saisir à temps, de son observatoire olympien de Bar-sur-Aube ou de Châtillon-sur-Seine.

Cette haute initiative avait permis à Gallieni de sauver Paris et d'arrêter la marche de l'envahisseur. En décidant que, désormais, la 6e Armée, demeurée nominalement sous ses ordres, recevrait directement ceux du G. Q. G. on enlevait au Gouverneur la liberté de ses plans offensifs, pourtant si heureuse depuis quatre jours.

Les projets de Gallieni — c'est à eux que Bonnal fit allusion quand il professa qu'ils auraient terminé plus vite la Guerre « en débarrassant notre territoire des hordes allemandes » — ne pouvaient plus se réaliser, du jour où l'exécution immédiate de ses initiatives ne lui appartenait plus directement. Peut-être faut-il voir dans ce geste prématuré la première cause de l'installation

ennemie sur les falaises de l'Aisne, d'où elle ne devait être délogée que quatre ans après.

Le Gouverneur avait songé — et nous avons vu le colonel Girodon crayonner ses directives sur nos cartes — à renouveler en avant de Soissons la manœuvre salutaire de l'Ourcq :

— Pour obtenir un résultat décisif, nous disent ses *Mémoires* (page 180), pour changer en désastre la retraite qui commençait, il était dans mes intentions, ce même jour (8 septembre), de demander de nouveaux renforts et de les porter, toujours par les moyens rapides que nous pouvions nous procurer à Paris et dans le Camp retranché, vers le Nord, dans la direction de la Ferté-Milon. Là, ils tombaient en plein dans les lignes de communication de l'ennemi, sur ses derrières, et le mettaient dans la plus fâcheuse des situations. On se figure aisément l'effet produit par deux Corps d'armée nouveaux, débarquant dans la capitale, s'y organisant, transportés par voie ferrée et par automobiles — en ce qui concerne les troupes à pied — vers l'Aisne, bousculant toutes les colonnes de convois, se rendant maîtres des chemins de fer et des lignes télégraphiques et prenant nettement l'offensive contre les Corps d'armée allemands, déjà attaqués par l'Ouest et le Sud. Mis dans l'impossibilité de s'arrêter et de se fortifier sur de nouvelles positions, ils étaient forcés de reculer tout au moins jusqu'à la Meuse et cette retraite entraînait celle des armées voisines. On voit de suite les conséquences de cette opération.

Les instructions du généralissime, reçues le 8 septembre et m'informant qu'il se réservait de donner directement ses ordres à la 6e Armée, vinrent couper court à toutes mes intentions et à toutes mes initiatives. Je me bornai, dès lors, suivant les ordres reçus, à appuyer l'armée du général Maunoury de toutes les ressources dont je pouvais disposer encore dans le Camp retranché, pour lui faciliter l'accomplissement de la tâche qui lui était confiée.

***

Nous avons longuement téléphoné à Bordeaux, au ministre de la Guerre, les bonnes nouvelles qui l'émeuvent. La veille, elles l'avaient évidemment surpris et nous entendions derrière lui la voix d'un de ses collègues — elle nous était familière — qui s'exclamait, à chacune de nos affirmations, répétées jusqu'à trois fois :

— Pas possible!...Invraisemblable!...Mais alors, ce serait le salut de Paris!... Je le disais bien : nous nous sommes trop pressés de le quitter!...

Le sympathique et nerveux auditeur avait, certainement, l'un des récepteurs à l'oreille. Millerand, toujours calme et précis, écoutait le résumé de la journée avec un sang-froid radieux. Nous donnions des détails.

Nos soldats, épuisés mais ravis, avaient surtout besoin de cadres. Ils ne dormaient plus; mais le Gouverneur ne les avait laissé manquer de rien et le moral de nos blessés était extraordinaire.

Le Ministre, très amical, fait, à l'autre bout du fil, allusion à « l'incident Doumer » : même aux heures graves que nous traversons, « la politique » n'a donc pas perdu tous ses droits! Et l'on parle sérieusement, à Bordeaux, même dans le journal de Clemenceau, de la « Commune de Paris »; quelques-uns affectent, dit-on, de la redouter.

L'« incident Doumer » avait failli provoquer la

démission de Gallieni. Il avait accepté les services « civils » de M. Doumer, sénateur, ancien ministre et président de la Chambre; celui-ci, demeuré à Paris, s'était offert, le 4 septembre, à travailler sous les ordres du Gouverneur, s'il voulait bien agréer sa collaboration :

— Je vous débarrasserais, proposait-il, des broutilles et vous préparerais les éléments de solution des affaires importantes. Je sais commander; je saurai donc obéir. La défense de Paris peut devenir difficile, les heures tragiques peuvent arriver : je voudrais pouvoir tomber, en service, à côté de vous et non comme un badaud qui va voir où pleuvent les coups.

— M. Doumer insiste pour que je lui donne une fonction civile sous mes ordres, m'avait fait aussitôt téléphoner Gallieni à Millerand. Il s'occuperait d'organisation et de ravitaillement. Y voyez-vous un inconvénient?

— Aucun, avait aussitôt répondu le Ministre, pour qui toutes les forces vives de Paris demeuraient utilisables. Je vous laisse sur ce point toute liberté.

Mais des rancunes veillaient, que la Guerre n'avait pas désarmées : le Conseil, alarmé par des fanatiques, nous faisait, deux heures après, téléphoner des objections que je n'ai pas transmises à mon Chef sans hausser les épaules. Il ne comprend pas que M. Doumer est demeuré, depuis sa lutte contre Fallières, une sorte de « drapeau politique ».

— Politique? Qu'est-ce que c'est que ça? a dit Gallieni presque irrité. Je ne connais de M. Doumer que son travail extraordinaire à la Commission de l'Armée et l'excellent appui qu'il nous y a donné pour toutes les réformes vitales qui viennent, en somme, de nous permettre de ne point périr au premier choc.

— On redoute l'influence de M. Doumer, dans les événements qui vont survenir.

M. Viviani, en effet, dont le libéralisme et le souci national planaient très haut au-dessus de ces misères, en un pareil moment, proposait un contrepoids immédiat — utile aussi — à l'influence tant redoutée :

— Mon cher Général, écrivait-il affectueusement, le 5 septembre, M. Albert Thomas, député de la Seine, part pour Paris. Il va vous rendre visite de ma part et je vous serais reconnaissant de lui réserver bon accueil. Préoccupé de ne pas laisser se produire, à la suite de la nomination de M. Doumer, des résistances ou des protestations dans une partie de l'opinion, qui pourraient gêner votre action, je pense que M. Thomas pourrait prêter ses bons offices à cette œuvre. Il a de l'autorité; il est personnellement lié avec M. Doumer, qui le connaît et l'apprécie comme moi-même. Rapprocher du Gouvernement militaire par un contact nécessaire quelques représentants de l'opinion populaire avec laquelle il faut compter, telle est sa mission, que, bien entendu, il ne peut accomplir que si vous y souscrivez, sous votre autorité. Elle serait utile à tout et à tous puisqu'elle tend à l'union indispensable.

Agréez, mon cher Général, avec l'assurance de notre confiance unanime, l'expression de mes sentiments déjà anciens de sympathie.

Mais le Conseil restant assez divisé sur la ques-

tion, M. Millerand me rappelait sur notre fil direct et me chargeait d'exposer au Chef les doléances de certains de ses collègues au sujet de M. Doumer.

— Avant que le Gouverneur l'ait installé, mettez le Général au courant, prescrivait le Ministre.

— C'est trop tard : M. Doumer, prévenu à dix heures de votre acquiescement, vient, avant midi, d'organiser ses services.

— Voyez, tout de même, votre Patron et téléphonez-moi.

Aux premiers mots — c'était dans l'après-mid du 5 septembre — Gallieni, toujours si maître de lui, a un geste agacé. Mal apaisé par mon petit topo de politique, il me charge d'annoncer sa démission au Ministre si, dès le premier jour, il doit subir ainsi des tracasseries lointaines. Agréés formellement par le Gouvernement, les services de M. Doumer fonctionnent déjà, sous la responsabilité du Général : il les garde — ou il s'en va.

Le ton, beaucoup moins militaire, de ma communication cherche à l'adoucir; elle n'en est pas moins grave. Au bout du fil, c'est le Président du Conseil, M. Viviani en personne, qui me répond, non sans avoir d'abord sursauté; son haut esprit de conciliation arrange cependant les choses à merveille :

— Écrivez, me dit-il, mon texte pour le Général. Je dicte : — « Le Gouvernement a cru devoir vous signaler les conséquences possibles du concours que vous jugez indispensable; mais il vous laisse,

avec toute l'autorité, la responsabilité de votre choix. Vous avez carte blanche. Évitez seulement de subordonner nos Préfets à M. Doumer; ils ne doivent recevoir d'ordres que de vous. »

— C'est tellement l'intention du Gouverneur, Monsieur le Président, que M. Delanney, prévenu que M. Doumer se tiendra ici à sa disposition, vient d'envoyer cette lettre — que j'ai sous les yeux : — « Je suis heureux de pouvoir collaborer avec vous et M. Doumer à l'œuvre commune et je vous assure à nouveau de mon concours le plus dévoué. »

— Tout est bien ainsi. Je vais, d'ailleurs, écrire au Gouverneur. En attendant qu'il ait ma lettre, transmettez-lui mes amitiés et redites-lui, de ma part, qu'il a toute la confiance du Gouvernement.

Quelques jours après, le général Gallieni écrivait au ministre de la Guerre :

— Je vous remercie pour la solution de l'incident Doumer. Je vous serais reconnaissant de dire à M. Viviani que j'ai compris ses instructions et m'y conformerai. M. Doumer n'existe pas comme personnage officiel. Il n'agit qu'en mon nom et par mon ordre. C'est un anonyme... J'ai donc accepté de suite, après vous avoir consulté, les services que m'offrait M. Doumer qui, une heure après votre avis, avait déjà organisé ses bureaux... J'ai vu, hier, M. Albert Thomas, qui m'a présenté M. Renaudel; je l'ai assuré de tout mon concours et l'ai remercié pour le sien. Comme je vous l'ai dit, Monsieur le Ministre, je ne fais pas de politique : ce n'est pas de ma compétence .Je ne m'occupe que de la mission que vous m'avez donnée.

Plus tard, dans ses *Mémoires* (chap. V) Gallieni écrira :

— Je ne saurais trop me louer ici de la précieuse et dévouée collaboration que j'ai toujours trouvée chez M. Doumer et ses bureaux, qui se sont attachés à me débarrasser des questions qui pouvaient gêner et troubler mes préoccupations d'ordre militaire. Je conservais la haute main sur tous ces services ; mais je n'avais jamais à m'occuper de leurs détails et, ce qui correspondait surtout à ma méthode de commandement, c'est que M. Doumer m'apportait toujours la solution de l'affaire en même temps que la connaissance de son existence. Et je puis ajouter ici, pour faire taire les scrupules des hommes qui m'avaient vu avec quelque répugnance utiliser les hautes capacités et la bonne volonté de M. Doumer, à un moment où il y avait quelque mérite à rester dans Paris, menacé d'investissement, qu'il n'a jamais été question de politique entre nous. L'ancien Président de la Chambre m'a apporté sa collaboration la plus dévouée et la plus énergique dans toutes les questions intéressant la mise en état de défense et l'organisation du Camp retranché. C'est lui notamment qui m'a permis, à un moment où la garnison avait été réduite à trois divisions incomplètes et lorsque les lignes ennemies se trouvaient encore à 80 kilomètres de Paris, d'établir notre champ de bataille du Nord, de l'Epte à l'Ourcq, en s'abouchant avec les syndicats ouvriers de la capitale et en me procurant les 15.000 travailleurs nécessaires pour mener activement cette tâche...

Et, cependant, longtemps encore après la succession des services civils (13 décembre 1914), la désignation de M. Doumer, dans certains milieux parlementaires ou de presse, m'a été reprochée ou a été interprêtée comme une manœuvre politique. De nombreuses personnes, me prêtant leurs propres idées, estimaient que j'avais eu tort d'avoir recours à un homme connu par ses antécédents politiques, que je n'avais pas à apprécier. D'ailleurs, pour bien montrer que toute idée de ce genre était loin de ma pensée et pour bien accentuer mon éclectisme en fait

de politique, comme celui de M. Doumer, je dirai qu'il prit pour collaborateurs, à un moment donné, des hommes comme M. Denys Cochin ou encore M. Groussier et que, moi-même, j'entrais en relations continues avec les représentants les plus avérés des idées avancées, comme MM. Hervé, directeur de *la Guerre Sociale* et Renaudel, directeur de *l'Humanité*. Je n'ai jamais pensé voir en eux que des collaborateurs pour l'œuvre commune.

Je tiens à terminer ce récit complet de « l'incident Doumer » par un témoignage personnel. On n'a pas assez dit — le principal intéressé restant muet sur ses deuils tragiques — que les trois fils de M. Doumer ont été tués glorieusement à l'ennemi. L'un d'eux, mal guéri de ses premières blessures, estropié, tint à entrer dans l'aviation au lieu de rester dans les bureaux où l'avaient fait incorporer les médecins militaires. Plusieurs fois vainqueur en des rencontres meurtrières, il fut tué à la tête de son escadrille, dans un combat aérien contre les « as » de l'envahisseur.

J'assistais à la délibération du comité de ravitaillement au cours duquel on apporta une dépêche au président, M. Doumer. Il l'ouvrit, la lut, pâlit soudain et je vis une larme dans ses yeux.

— Messieurs, dit-il simplement, nous en étions, je crois, à telle question. Il faut conclure.

La séance continua et se termina une heure après. Quand tout le monde fut parti, M. Doumer me retint pour me dire :

— J'apprends qu'un autre de mes fils vient d'être tué. Le Gouverneur est en tournée. Je vous

prie de lui dire que je vais, cette nuit, rejoindre ma femme en Touraine : il ne faut pas que la pauvre mère apprenne par un autre la mort de notre enfant. Le général Gallieni comprendra mes raisons et me donnera la permission de m'absenter quelques heures. Je serai rentré demain soir.

M. Millerand, ministre de la Guerre, qui a toujours eu pour Gallieni plus que de l'estime et mieux que de l'amitié, mit un point final à l'irritante discussion du 5 septembre en lui écrivant personnellement, le 9 :

— Mon cher Général, je vous remercie de votre lettre, que j'ai lue avec le plus vif intérêt. Les dispositions par vous prises et les résultats déjà obtenus justifient, comme j'en étais assuré, la confiance absolue que le Gouvernement a mise en vous pour la défense de Paris. Une fois de plus, je vous prie de ne pas oublier que, maître et responsable de la défense du C. R. vous avez toute liberté pour le choix de votre personnel, comme pour les mesures de tout genre que vous estimerez utiles. Défendre et sauver Paris, tout doit être subordonné à ce but, tout disparaît devant lui. Comptez absolument sur moi pour, s'il en était besoin, vous appuyer et vous seconder. Le Gouvernement est unanimement résolu à s'en remettre à vous, sans discussion, pour la défense de Paris et à faciliter votre tâche par tous les moyens. Agréez, mon cher Général, la nouvelle assurance de mes sentiments de haute considération et de dévouée sympathie.

— Les ordres que vous avez donnés pour l'emploi de la cavalerie sur les derrières de l'ennemi me paraissent particulièrement heureux. Le Conseil des Ministres, qui vient de se tenir, a été frappé de la préoccupation, si justifiée, que vous m'avez fait connaître touchant l'évacuation possible des populations de la banlieue de Paris. Étant

donné les difficultés d'une opération si ample et si délicate, il n'a pas jugé inutile de prier le ministre des Travaux publics, M. Marcel Sembat, accompagné de notre collègue M. Briand, d'aller jusqu'à Paris pour en examiner, d'accord avec vous, les modalités. Ils arriveront, je pense, après demain, pour rentrer ici samedi ou dimanche.

C'était, comme nous l'avons pressenti et, plus tard, appris de bonne source, pour donner un apaisement aux ennemis de M. Doumer que le Conseil nous envoyait deux de ses membres les plus qualifiés; on verra qu'ils furent mieux que rassurés par leur visite et qu'en repartant pour Bordeaux ils ont dû sourire ensemble des terreurs... patriotiques qui avaient, sur les Quinconces, agité le spectre de la « Commune de Paris ».

9 septembre.

I. *Résumé.* — Violent bombardement et attaques puissantes par l'ennemi de la ligne française. La 6e Armée ramène sa gauche en arrière. L'Armée anglaise et la 5e Armée continuent leur marche vers le Nord.

II. *Détails.* — Les divisions de Lamaze poursuivent une offensive ardue. Étrépilly et les hauteurs au Sud et au Nord sont définitivement enlevés. Échec devant Trocy. Bombardement intense et meurtrier. D'ailleurs, la caractéristique des journées du 5 au 9 est la supériorité écrasante

du nombre des canons ennemis (artillerie lourde) en calibres et en portée, alors que le groupe de nos divisions de réserve n'a même pas d'artillerie de corps! Le tir de « bombardement » a été incessant, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, en particulier sur Barcy, Marcilly et Chambry.

Dans l'après-midi, la 6 Armée, sous la pression formidable des trois Corps allemands, est obligée de ramener sa gauche en arrière devant un suprême mouvement de débordement.

C'est la plus dure de nos journées de combat. Vers le soir, cependant, tout péril semble conjuré : la 7e Division et le 7e Corps ont opposé aux assaillants exaspérés une héroïque résistance. Les batteries de Trocy ont brusquement cessé le feu. L'Armée allemande paraît être en retraite sur divers points. Ses attaques violentes dissimulaient ce recul et tentaient de la préserver d'un désastre. A Domont, face à Luzarches, le bataillon de tête est commandé par un Carnot. Sa première section est sous les ordres vigoureux du sénateur Maurice Sarraut, que le Gouverneur tient à féliciter devant tous de son endurance et de son énergie.

Le G. Q. G. transmet les meilleures nouvelles de la bataille de la Marne. La progression de notre offensive est générale sur tout le front; les Anglais ont enfin passé la rivière; les arrière-gardes ennemies ont été écrasées à Montmirail et laissent de nombreux cadavres sur le terrain de la retraite.

Les IIIe, IXe et Xe Corps de réserve allemands sont décimés; leur fuite tourne à la déroute.

Gallieni prescrit pour le lendemain une reprise vigoureuse de la poussée de la 6e Armée, fortement appuyée sur ses derrières par la garnison du Camp retranché : Maunoury tentera d'entrer en liaison directe avec le maréchal French vers Lizy-sur-Ourcq. Le Gouverneur rédige et lance, dans la nuit, son Ordre général nº 7 :

— Après quatre journées de bataille pendant lesquelles elle a contenu trois Corps d'armée ennemis, la 6e Armée a été obligée, à la fin de la journée du 9 septembre, d'infléchir sa gauche en arrière, devant la menace d'un débordement de troupes venant de Villers-Cotterets et Nanteuil-le-Haudoin. A la fin dela journée, elle occupait la ligne générale Silly-le-Long—Chèvreville—Puisieux—Etrépilly. En vue d'assurerlasûreté du C. R. et de parer àtoute éventualité,toutes les troupes de la défense seront demain, à 6 heures, sur leurs emplacements de combat. La brigade de fusiliers marins et les deux batteries et demie disponibles du 1er et 4e zouaves formeront une réserve générale à la disposition du Gouverneur. Cette réserve, sous le commandement de l'amiral Ronarch, sera rassemblée demain dans le ravin de la Morée, en formation articulée, face au Nord : les fusiliers marins entre Dugny et la Grand'Route, les zouaves entre le Blanc-Mesnil et la même route. La brigade de spahis se portera de Choisy-le-Roi dans la région de Bondy, Bobigny, Drancy, où elle cantonnera.

En même temps, Gallieni écrit à Maunoury (796. D. 3) :

— Le mouvement débordant des Allemands sur votre gauche vous a obligé à replier celle-ci en arrière, sur le front Silly-le-Long—Fosse-Martin, peut-être même plus

en arrière encore. L'établissement de la 62e Division en échelon derrière votre gauche et l'arrivée, dans le courant de la nuit, de la 8e Division, en réserve derrière votre centre, me paraissent devoir vous donner toute sécurité contre toute nouvelle extension du mouvement enveloppant des Allemands. Dans ces conditions, il me paraît certain que vous pouvez vous maintenir sur le front Dammartin-Saint-Soupplets, peut-être même plus en avant. Profitez-en pour avancer votre droite de manière à la rapprocher de l'Armée anglaise, en la portant vers Lizy-sur-Ourcq. Exécutez demain cette manœuvre en y employant une ou deux divisions de votre droite.

Dans Paris, le Gouverneur a visité (caserne Reuilly) le régiment étranger (Slaves et Polonais) qu'il avait créé de toutes pièces parmi les Russes de la Capitale; sous le commandement du colonel Thiébaud, l'allure de ce nouveau corps est magnifique.

La presse me harcèle de demandes que la censure m'empêche de satisfaire comme je le voudrais. M. Arthur Meyer, doyen du Syndicat, qui ne nous a pas quittés, m'écrit :

— Vous êtes le messager des bonnes nouvelles, Merci et continuez, je vous en prie. Vous avez promis, ne l'oubliez pas, de me faire téléphoner ce soir, à 10 heures et demie. J'attends cette manne céleste dans une fièvre que vous devez comprendre.

Le directeur du *Gaulois* fait allusion ici à nos conciliabules rapides, au Petit-Palais, chez mon vieil ami Henri Lapauze, sous la présidence souriante de Daniel Lesueur, qui anime nos dialogues

en fièvre de sa confiance infrangible, émanée de l'âme même du pays qui ne voulait pas périr.

Là, entre deux randonnées en auto pour l'inspection de nos postes et de nos unités en pleine action, je suis venu crier progressivement nos espérances et réconforter mes amis.

Je leur ai même amené, par surprise, le Général, toujours « sauvage » et casanier, en dehors de ses visites militaires; il a quelquefois souri de mes enthousiasmes, mais ne les a jamais désavoués devant les hôtes anxieux du Petit-Palais : Adolphe Brisson, Léon Bailby, plus tard Whitney-Warren, cet ami passionné de la France, Bonnal, les officiers de liaison de la 5e Armée, Paul Bénazet, Léon Bérard, Tronchet, et quelques autres, obstinés à rester dans Paris jusqu'à l'investissement de la Capitale que Gallieni redoutait encore, même quand il commençait à l'avoir conjuré.

Il y eut ainsi, pendant les débuts dramatiques de septembre, quelques foyers de confiance et d'espoir tenace qui soutinrent le moral de Paris, dictèrent en exemples venus de haut la tenue splendide des Parisiens presque sous le canon de l'ennemi et méritent d'être mentionnés à l'ordre du jour de la première victoire de la Marne, libératrice de l'Ile-de-France et, n'hésitèrent point à écrire les plus émus, de la France elle-même, meurtrie atrocement, mais soustraite en définitive aux fureurs démentes de l'envahisseur.

10 septembre.

I. *Résumé.* — *Matin.* — La 6e Armée a redressé sa droite et fait face au Nord. Une brigade de cavalerie, sur la rive gauche de l'Ourcq, assure la liaison avec l'Armée anglaise.

Soirée. — Sous la pression de la 6e Armée, sous la menace de l'Armée anglaise et de la 5e Armée, en raison aussi de la retraite de l'Armée allemande engagée dans les marais de Saint-Gond, la Ire Armée allemande bat en retraite pour atteindre la région de l'Aisne.

II. *Détails.* — C'est la Victoire! Pourquoi la Ire Armée allemande a-t-elle eu le temps de se dégager sans laisser une masse de prisonniers plus considérable entre nos mains? Gallieni l'a expliqué plus tard (V. plus haut).

Demain, un document allemand, trouvé sur un officier tué près de Soissons, va le résumer en quelques lignes :

— Le 9, l'armée de Von Klück était attaquée de front par la 6e Armée et menacée sur ses derrières par l'Armée anglaise. Celle-ci ne poussa pas trop de l'avant, à cause des IIIe et IXe Corps, qui pouvaient menacer sa droite et parce qu'elle ne se jugeait pas suffisamment soutenue par le 18e Corps français. Aussi Von Klück put-il se replier vers le Nord-Ouest, au lieu de prendre les lignes de retraite normale.

Les Boches ont toujours été admirablement renseignés.

Gallieni, pour permettre au général Maunoury de poursuivre son offensive avec le maximum de moyens, met à sa disposition la 62e Division de réserve, la totalité du 6e groupe de Divisions de réserve et la brigade de spahis du colonel de Bouillon, en recommandant de ne pas aventurer cette force dans le voisinage des Anglais, qui, peu au courant de la diversité de nos uniformes — la tenue française n'a pas encore été unifiée — ne manquerait pas de canarder nos indigènes.

Nous sommes allés, à l'Orme de Morlu, visiter, avec le Gouverneur, la puissante casemate souterraine, ainsi que les autres abris bétonnés du Camp retranché.

Au matin, la 6e Armée, supéfaite, avait constaté la disparition presque totale de l'ennemi devant son front immédiat. Les trois Corps d'armée de Von Klück battent en retraite sur Soissons, en toute hâte. Malgré la fatigue de nos troupes, c'est la poursuite à outrance.

— Nous reprenons la route de Saint-Soupplets et d'Étrépilly. Hélas! nos morts sont toujours couchés dans les mêmes attitudes d'éternel sommeil, aux mêmes endroits. Ils ont reconquis le sol où les zouaves de l'arrière vont les ensevelir. La chaleur a encore aggravé l'odeur atroce des charniers. A Penchard, cadavres sur cadavres, ennemis et fantassins français pêle-mêle. Nous ramassons des fusils perdus et les emportons dans nos voitures pour les rendre aux troupes en marche devant nous.

La descente sur Varreddes est tragique : les chevaux

morts, les Allemands écrasés et culbutés dans les fossés, les voitures regimentaires mises en pièces, attestent la fureur du combat. Beaucoup de nos Marocains gisent encore dans les chaumes; un avion français, criblé de mitraille, s'étale parmi les cultures. Le village, pris et repris, offre aux regards un indescriptible aspect. Dans l'unique rue de Varreddes, jonchée de paille souillée et de morts à peine rangés contre les murs, plusieurs centaines de prisonniers allemands sont affalés devant les maisons et les granges. Fiévreux, les yeux hagards, farouches et brisés, crevant de soif, mourant de faim, stupides de surprise, hébétés, semblables à des bêtes de proie traquées et prises au piège, les soldats de Von Klück demeurent immobiles, guettant anxieusement nos gestes et nos ordres.

On leur a dit que nous achevions les blessés et que nous exterminions les captifs; ils ont peur; mais leur détresse physique les résigne d'avance aux pires désastres.

Le général Gallieni s'arrête à la mairie éventrée, au premier étage, par les obus français. Une odeur écœurante, nauséabonde, nous étreint et nous soulève le cœur, cette puanteur « allemande » que nos soldats ont appris à reconnaître très loin, partout où des troupes prussiennes ont bivouaqué.

Des linges sanglants, des civières rompues, des amoncellements de débris sans nom couvrent les fossés, les ruelles, les seuils des étables où, sous la paille, se cachent des blessés allemands, paralysés de terreur.

A la mairie, dans la salle commune, pleine de litières sordides, de meubles fracassés et de plâtras encore tachés de vin, de sang et de sanies, un homme paisible, assis devant un registre retrouvé entre des casques à pointe et des douilles d'artillerie prussienne, compulse les feuillets demeurés intacts. Le Général s'informe; c'est le maire de Varreddes qui, très calme dans ce désordre frénétique, procède, selon la loi, au recensement de la classe 1915 sur les livres communaux.

Derrière lui, la chambre de l'instituteur, saccagée par un obus, n'est plus qu'un réduit de décombres; on voit encore dans le mur la brêche du projectile : il a éclaté dans la che-

minée, réduisant tout en poussière; la glace seule est intacte et reflète paisiblement la petite pièce bouleversée.

Dans une cour voisine, une vieille femme donne à boire à des blessés allemands; ils nous tendent des armes, des casques, jusqu'à des boutons d'uniforme; leur geste nous désigne, sous les fumiers épars, les fusils qu'ils ont cachés, afin de désarmer la colère de leurs vainqueurs. Pour un morceau de pain ils vendraient leurs bottes; ordre est donné de leur laisser les équipements et d'enfermer les armes à la mairie.

Plus loin, dans une autre cour, une paysanne à cheveux gris, pleure silencieusement; autour d'elle, des poules picorent entre les pieds de deux petits fantassins de France, tués raide devant le seuil. Elle n'entend pas nos questions, la pauvre femme; on nous dit que les Allemands ont emmené son homme et ses enfants en otages, vers La Ferté-Milon. Elle ne sait plus rien, ne comprend pas; son geste, pourtant, nous montre un petit mur, au fond de la cour. Derrière ce mur, une douzaine de cadavres poméraniens, alignés côte à côte, attendent depuis trois jours d'être ensevelis.

Une paysanne, les yeux brûlés de larmes, nous raconte les atrocités de l'occupation du village par les Boches : rendus plus féroces après leur échec, ils avaient, dans la matinée du 7, désigné *sans erreur* les otages choisis d'avance. Un traître abominable les avait dénoncés. L'abbé Fossin, curé de Varreddes, fut, malgré ses soixante-quinze ans et ses bontés pour les blessés allemands, frappé au visage, injurié, accusé d'avoir fait des signaux à nos troupes du haut du clocher, pourtant inaccessible à ses vieilles jambes. Toute la nuit, au milieu des clameurs de rage, les troupes boches défilèrent en désordre, emmenant d'immenses fourragères pleines de cadavres allemands et contraignant treize nouveaux otages à les suivre. (On sut, quelques mois après, que huit d'entre eux, exténués, à bout de forces, avaient été assassinés sur la route par les brutes ennemies, folles de terreur et de haine.)

En remontant sur Meaux, la route est tellement obstruée de chevaux morts et de frondaisons abattues par la canon-

nade qu'il faut, une fois de plus, y frayer un passage à nos voitures en déblayant la piste. Des obus ont percé les gros arbres, monstrueux pics-verts au formidable bec d'acier; ils ont éventré des chevaux, couché dans les fossés des Allemands par grappes de trois à six. Sous les taillis, au passage, on entrevoit des bottes aux semelles lourdement cloutées, des têtes énormes, tuméfiées et tondues ras; ce sont des Allemands, qui, blessés, se sont traînés sous les branches pour mourir.

Dans le chemin qui revient sur Chambry, des soldats acclament le Gouverneur; des Africains le reconnaissent et tendent vers lui leurs armes noires de poudre, souillées encore de la boue des fossés sanglants.

La canonnade s'est ralentie; c'est à peine si, très loin, dans le Nord et dans l'Est, des rafales irrégulières d'artillerie lourde signalent l'ardeur de notre poursuite et la résistance désespérée des arrière-gardes ennemies.

Les nouvelles du reste des armées, jusqu'à Verdun, sont excellentes : la victoire de l'Ourcq, remportée par les troupes de Paris sur l'aile droite allemande, a déclenché l'immense bataille de la Marne et assuré le succès éclatant des autres Corps français.

Personne alors ne le conteste, — ni Bordeaux, qui accable Paris de compliments et de remerciements enthousiastes, ni le G. Q. G., qui ne se souvient plus d'avoir douté — sans être abattu — et envoie des messages affectueux et graves[1].

A Paris, l'allégresse est partout, mais demeure prudente : nos armées poursuivent l'ennemi; mais un mois de revers, dont il nous est enfin permis de mesurer l'effroyable gravité, nous déconseille les manifestations excessives.

Gallieni, d'ailleurs, ne manque pas d'avertir

1. *Guerre et Théâtre* (Berger-Levrault, 1919). Journal d'un officier d'ordonnance de Gallieni.

ses troupes du péril qui peut renaître dans quelques jours :

— Il serait périlleux, avertit-il par la voie de l'ordre, de considérer le danger comme définitivement écarté. L'ennemi fait front partout. Un retour sur Paris demeure possible. Le Gouverneur compte que, dans tout l'ensemble du Camp retranché, chacun continuera à travailler avec la plus grande énergie et la plus grande activité, de telle sorte qu'un retour offensif de l'ennemi trouve le Camp retranché parvenu à un degré complet de préparation.

Ceux qui savent tressent des lauriers à Gallieni; Gabriel d'Annunzio m'écrit :

— Je n'ai pas voulu quitter Paris. Je vis de sa fièvre puissante; et il me semble qu'elle se révèle à mon esprit toute entière pour la première fois. Chaque jour elle devient plus grande, comme cette Tour, fondée par Charles le Chauve et inachevée, que les Normands, le jour de leur assaut furieux, virent accrue d'un étage et augmentée d'un troisième rang de meurtrières. Le cœur d'Eudes se renouvelle en Gallieni.

Le 12 septembre, le généralissime — par une dépêche de la veille au soir — replace directement sous ses ordres l'armée victorieuse de Maunoury. Elle était, *depuis le* 2 *septembre*, sous le commandement direct de Gallieni, qui avait su, à l'heure décisive, en faire l'instrument premier de notre salut.

Quand nous apprîmes, le lendemain, que la 6e Armée et les Anglais, ayant atteint l'Aisne et débordé Soissons, se heurtaient, impuissants, à la falaise formidable et fortifiée de la rive droite,

hérissée d'une artillerie de place, le Gouverneur avait jeté, soucieux :

— En voilà pour six mois de siège!

Il ne pensait pas être si fort au-dessous de la réalité.

***

La victoire de la Marne, précédée et rendue possible par l'offensive brusque de Gallieni sur l'Ourcq, s'inscrivait à jamais dans les pages les plus glorieuses de notre Histoire, dans les annales impérissables de l'Humanité.

— On peut dire, a écrit le Gouverneur — et c'est la conclusion de ses *Mémoires* inachevés — que, dans ces six journées de combat, l'Armée de Paris a eu une part prépondérante au succès de nos armes. Faute d'avoir été appuyée en temps utile, elle n'a pu réussir, suivant mes projets, à déborder l'aile droite. Mais la menace imminente d'enveloppement prononcée par son offensive, maintenue jusqu'à la dernière limite par l'acharnement de sa résistance, a pesé d'un tel poids sur la Ire Armée allemande qu'elle en a déterminé la retraite, entraînant celle de toute la ligne ennemie, préparant par les premiers succès de la bataille de l'Ourcq ceux qui ont décidé de la victoire de la Marne.

Telle est, en effet, *la part de Gallieni* dans la défaite des Barbares.

Cette part glorieuse, aucun adversaire de bonne foi ne saurait, désormais, la lui dérober. Et le 11 novembre 1918, le jour de l'armistice qui terminait en notre faveur la guerre la plus effroyable

des temps modernes, le chef du Gouvernement, M. Clemenceau, affranchi cette fois de ses passions et de ses haines, a pu proclamer, du haut de la tribune française, cette vérité historique :

— Sans Gallieni, la Victoire eût été impossible.

***

Le voyage de MM. Briand et Sembat a fait, sans qu'il s'en soit douté, entrer le général Gallieni dans la « Politique ». De leurs conversations avec lui, au Q. G. ou chez moi, résulte une découverte : le Gouverneur est un grand chef de guerre; c'est le plus méthodique et le mieux doué de nos réalisateurs.

Son commandement à Paris, pour le moment sinon pour toujours à l'abri d'un coup de main ennemi, va lui assigner des fonctions inférieures à ses talents guerriers et civils. Mais, dans la pensée concertante des dirigeants, il est désigné, dès maintenant, pour exercer une autorité suprême, une initiative totale dans les opérations contre l'envahisseur.

Des oppositions, naturellement, vont s'interposer entre lui et son destin; elles seront brisées : Gallieni, s'il ne succède pas au généralissime dans une refonte totale du haut commandement, sera ministre de la Guerre quand M. Millerand aura, lui-même, reconnu qu'un homme d'État ne peut, à la tête du département, avoir raison

de la suprématie écrasante et périlleuse du G. Q. G. Ou bien, il sera muni de cette Armée de manœuvre que M. Briand surtout reconnaît indispensable et qui opèrera hors du front cristallisé de l'Aisne et peut être loin des frontières de France.

Nous avons guidé les deux envoyés de Bordeaux sur le terrain reconquis par les armées de Gallieni. A Villers-Cotterets, ils ont apporté au valeureux général Maunoury la plaque de grand'-croix de la Légion d'honneur, dans la région même où, en 1870, le chef de la 6e Armée, jeune capitaine héroïque, avait reçu le ruban rouge. Nos hôtes ont parcouru les routes de la Ferté-Milon, encore jonchées des morts allemands que les corvées des arrière-gardes ont voulu n'en velir qu'après les nôtres. Ils ont respiré l'odeur atroce des charniers, constaté les ruines amoncelées rageusement par les Vandales; ils pourront dire à Bordeaux, comme m'écrit G. d'Annunzio :

— Je reviens des champs dévastés. J'ai vu de si misérables choses que mon cœur en est empoisonné horriblement. Je repars pour la ligne de bataille et j'ai besoin de vous voir : je veux parler de Gallieni et peindre un portrait en pied de cet Homme.

Modeste, cependant, notre Chef ne songe pas à sa gloire : jour et nuit, il ne pense qu'à nos territoires envahis; il travaille à nous conserver ce qui nous reste, à reconquérir ce que les Boches occupent encore.

Il achève d'organiser un Camp retranché for-

midable et prêt à tout, visitant les ambulances et les hôpitaux, y multipliant, pour remplacer les mondaines... absentes, les infirmières comme Mlle Génin, gardant la liaison avec les Anglais et la 6e Armée.

Nous sommes allés, à Soissons bombardée et ruinée à demi, sur le plateau d'Acy, à la tragique ferme Nogeon, à Varreddes, hâter l'assainissement des champs de bataille, grouper les sépultures des nôtres, pieusement jonchées de pavillons tricolores et de fleurs.

Partout, Gallieni a étudié les effet meurtriers de l'artillerie lourde des Allemands, l'efficacité de leurs mitrailleuses, qui nous ont coûté des hécatombes, l'utilisation des tranchées. Il a plié les tactiques prochaines à ces révélations, payées d'un sang précieux. En même temps, il encourage les industriels de la Guerre à fabriquer les blindages, les projectiles, les avions armés qui vont transformer les théories d'état-major et nous outiller en vue de la victoire définitive.

Sous son impulsion créatrice, Paris devient une immense usine de guerre et ravitaille le front en armements modernisés. Avec le médecin inspecteur général Février, M. Doumer et mes camarades Bricard et Blétry de l'artillerie, nous avons reconnu les abords de Soissons, l'infranchissable crête de Pasly, la sauvagerie des incendiaires scientifiques de Senlis, dont les décombres fument encore. Ce sont, avec des plans de bombardement

par escadrilles d'avions, autant de renseignements pratiques et de fabrications dont Gallieni se fait le pourvoyeur inépuisable.

Il apprend sans surprise — connaissant l'âme germaine comme un Latin de Tacite et un colonial expérimenté — les atrocités allemandes, la cathédrale de Reims incendiée, toutes les horreurs des brutes prussiennes qui se figurent terminer plus vite la Guerre en terrifiant l'ennemi, sans discerner que nos soldats la poursuivront, au contraire, avec plus de résolution *jusqu'au bout.*

Les prévisions de Gallieni se réalisent : la ligne de combat grimpe rapidement dans le Nord, pour ne s'arrêter qu'à la mer. Anvers est pris, Arras en flammes. MM. Poincaré et Viviani viennent, à Paris, visiter les hôpitaux, monter vers le front, constater que le fossé se creuse de plus en plus entre le ministère de la Guerre et Chantilly, celui-ci devenant un État dans l'État, d'ailleurs plus influent et mieux obéi.

Silencieux, mécontent sans le dire, Gallieni renforce autour de Paris ses positions défensives : pourtant le moment serait venu, au lieu de se laisser manœuvrer par l'ennemi sans cesse en effervescence, de manœuvrer à notre tour pour lui imposer une bataille, une diversion, un débordement à revers de ses infranchissables terriers.

Mais le « grignotage » du front, s'allongeant sans cesse — sans la mer, où se fut-il donc arrêté? — absorbe toutes les ressources des dépôts :

impossible de trouver assez de troupes pour constituer cette « armée de manœuvre » — surtout si, comme on l'a étourdiment proposé en haut lieu, c'est le Gouverneur de Paris qui doit la commander.

Le 19 octobre, quelques membres du Gouvernement m'autorisent à prévenir le Chef qu'il lui faut songer à quitter les Invalides pour la rue Saint-Dominique :

— Moi, Ministre! s'écrie-t-il avec étonnement. J'irais perdre mon temps à parler sans pouvoir agir, à ordonner des réformes sans les obtenir!... Non; je ne suis qu'un soldat; laissez-moi faire œuvre de soldat.

Il est toujours généralissime-adjoint. On lui a demandé s'il n'envisageait pas une autre façon de faire la guerre. En somme, depuis Charleroi, affirme un des ministres, retour de Chantilly, tout ce qui arrive était prévu. *Personne* n'avait, avant 1914, envisagé l'envahissement initial par la Belgique!

Gallieni, sans répondre, signale à son interlocuteur un article écrit *en décembre* 1911, dans la *Nouvelle Revue* (n° du 1er *janvier* 1912), après une conversation amicale entre le Gouverneur, alors chef de la 5e Armée, et son officier d'ordonnance actuel. Cet article de moi, dont les directives étaient de Gallieni, prévoyait, en somme, l'inévitable :

— Nous aurons la Guerre, assurait-il... L'Angleterre est avec nous. La Russie, qui ne pourra nous apporter

peut-être qu'une aide tardive, nous déconseillerait de nous décourager si le sort des premiers combats se décidait contre nous. Une gigantesque ligne de bataille fera front à l'ennemi de Dunkerque à Belfort. Car *la neutralité de la Belgique sera certainement violée par les Allemands*. Même si les armées de l'Est et du Nord renonçaient d'abord à l'offensive chère aux tacticiens français, elles attendront sur le sol national le choc de l'ennemi... On le laisserait s'engager dans la direction du camp de Châlons, soutenu de cette casemate formidable que sera le Camp retranché de Paris. Et les Allemands, aventurés dans ce guêpier, n'échapperaient pas à la déroute. Si la France gardait son sang-froid, *sa défaite serait impossible, même après des surprises funestes et des revers immérités...*

L'Italie, de jour en jour, devient moins résolue à nous assaillir, les derniers événements lui ayant ouvert les yeux... Après cette guerre, nous en aurons fini avec près d'un demi-siècle de rodomontades odieuses, de querelles « d'Allemands » et de persistante mauvaise foi. Nous pleurerons nos morts, nous guérirons nos blessures, *nous rebâtirons des cités neuves* et nous aurons enfin devant nous de longues années de paix féconde et de liberté.

Cette dernière phrase, destinée à ouvrir un jour consolant pour mes lecteurs, Gallieni l'avait contestée :

— On n'en a jamais « fini » avec les Boches! disait-il depuis des années.

***

Quelques publicistes allemands continuent à imprimer que la France avait voulu et longuement préparé la Guerre. Hélas! Nous avons eu, rue de la Convention, la preuve lamentable du contraire.

Pendant notre visite à l'usine Schneider, le Général a interrogé un ingénieur. Pourquoi tant de retards et de tâtonnements dans une mise au point du nouvel armement ?

— Impossible de remettre la main sur nos spécialistes : la mobilisation les a dispersés partout. Autrefois, elle les laissait prudemment affectés à nos fabrications de guerre. Mais, vers la fin de *février dernier* (1914), une lettre ministérielle — que voici — nous a signifié qu'en cas de mobilisation, chacun de nos ouvriers rejoindrait *son régiment.*

Gallieni a eu un geste découragé : toute notre volonté de vivre quand même aura-t-elle raison des fautes, des imprévoyances, des inerties du passé ?

De temps à autre, un réconfort nous vient de l'ennemi : sa confiance verbeuse, sa jactance dissimulent mal le malaise de ses dirigeants. On « bourre le crâne » aux Boches, on leur ment avec une impudence qui fait le procès de leur plate psychologie. Ainsi, sous l'« auguste » signature du duc Albert de Wurtemberg, chef de la IVe Armée allemande, nous est transmise cette copie d'un ordre dicté à Bruxelles :

— Je puis *affirmer* que notre infanterie est de beaucoup supérieure à celle de l'ennemi et je puis, à la gloire de cette arme, appuyer sur le fait sans exemple jusqu'ici que, jusqu'à ce jour, les Français et les Anglais *n'ont pu réussir aucune attaque. Toutes les attaques, sans exception, ont été brillamment repoussées par notre infanterie.*

Nous savions déjà, par les prisonniers stupéfaits, que la victoire de la Marne était entièrement passée sous silence dans toute l'Allemagne et jusque dans les Corps ennemis qui y avaient été les plus éprouvés; mais nous n'imaginions pas que de telles impostures pourraient être garanties et signées par un général boche, cousin de l'Empereur!

Nous avons, dans Soissons toujours bombardée, rencontré le préfet, M. Leullier, que les soldats appellent « mon Général! » et qui se multiplie, sur tout le front de son département, avec une bravoure tranquille et dans un costume qui « a fait la guerre ». Nous l'avons aussi retrouvé, toujours actif et calme à Montgobert, chez Maunoury, où nous pilotions quelques membres du Gouvernement et au Maubrun, dans la batterie lourde qui tire sur Tartiers. Et le ministre de l'Intérieur nous dit :

— Voilà le préfet de police que je veux donner aux Parisiens.

Les Chambres convoquées pour le 22 décembre, le Gouvernement quitte Bordeaux en ordre dispersé et rentre à Paris sans tambours ni trompettes. Sur mes instances — et même sous ma responsabilité — le Gouverneur a autorisé la réouverture des écoles et des théâtres nationaux. Le moral de Paris est admirable, malgré les deuils qui frappent toutes les familles à coups redoublés.

La Censure « échoppe » à demi un article d'Henry

Bérenger; j'ai demandé communication du texte dangereux et nous ne pouvons le lire sans sourire; il y s'agit du retour des Ministres à Paris :

— Paris s'est si bien trouvé de la cure d'austérité qu'une absence de Ministres lui a imposée depuis quatre mois!... Une atmosphère de grandeur enveloppait la noble cité, toute fière de n'avoir conservé près d'elle que ses vrais défenseurs et ses vrais admirateurs.

Un seul homme a, pour la Capitale, incarné sa défense et son âme : un homme simple et fier comme elle, à la fois grand soldat et grand préfet, un chef enfin vraiment digne d'elle. Je n'écrirai pas ici son nom, car je veux respecter sa modestie. Mais l'histoire n'oubliera pas que le Gouverneur militaire de Paris, après l'avoir rassuré contre les Barbares en des termes qu'Athènes eût approuvés, le protégea ensuite sur la Marne par des mesures que Rome eut admirées et l'administra enfin avec une autorité tout à fait digne de nos meilleurs siècles français.

Il paraît qu'il est inopportun de dire ces choses, même avec cette élégance!

Le 3 janvier 1915, j'ai vu M. Briand et Gallieni, penchés sur la carte d'Orient, remonter, du doigt, la vallée du Vardar. Ils sont d'accord : une armée (le Ministre veut bien l'appeler alors « l'armée Gallieni ») qui, débarquée à Salonique, marcherait sur Budapest, nous assurerait la possession du grenier à blé de Hongrie, couperait en deux l'arrière du ravitaillement ennemi et hâterait brusquement la fin de la Guerre. Les deux promoteurs de cette grande idée — qui sera reprise — n'ont pas réussi alors à la faire triompher : elle ne venait pas du génie officiel.

J'ai eu, pour un fait personnel, un entretien

avec le ministre de la Guerre; il ne m'a dissimulé qu'à demi, malgré sa discrétion et son calme robuste, la lassitude qu'il éprouvait devant l'obscur assaut des potins de couloirs et l'envahissante hégémonie d'un pouvoir excentrique, trop exclusivement militaire.

On a déjà beaucoup trop parlé de le remplacer, rue Saint-Dominique, où il ne tient plus à rester, par Gallieni, la plus haute autorité professionnelle de l'armée. Mais, dans le petit hôtel de Lœtitia Bonaparte, l'« entourage », là aussi, joue un rôle très lourd. Les militaires, fascinés par Chantilly, détenteur de toutes les gloires, redoutent la venue d'un soldat affranchi des coteries et qui, aux colonies, ne s'était jamais laissé encadrer par les bureaux et les états-majors.

De là un vacarme de récriminations dont on tympanisait le Ministre, en l'adjurant de résister — au nom de la France! — à sa croissante envie de lâcher des fonctions subordonnées et que son formidable labeur n'arrivait pas à faire dominer au gré de son tempérament.

Le Gouverneur, qui attend toujours le haut commandement tant de fois annoncé et promis à ses mérites, ne veut pas entendre parler d'être Ministre. Il s'occupe des prochaines incursions de zeppelins qui s'exercent déjà, dans le Nord, à venir sur Paris, par quelque nuit sans lune et fait perfectionner, de jour en jour, la défense aérienne de la Capitale.

Nous centralisons les mauvaises nouvelles aux familles parisiennes dont l'usure continuelle du front décime les enfants. Les fils de Louis Barthou, de Jean Cruppi et de René Viviani ont péri, parmi tant d'autres dont la perte est, elle aussi, irréparable.

Mon ami « Pierre et Paul », cependant, nous apporte les plus rassurantes nouvelles de Chantilly, où je l'ai moi-même envoyé. Il y fut l'hôte du généralissime, son camarade d'enfance, dont la tranquillité et la santé ont fait son admiration. Mais, comme il en fait part à ses lecteurs de *la Dépêche*, la Censure gouvernementale supprime son article qu'elle a jugé périlleux et prématuré.

« Pierre et Paul », en effet, y dépeignait, en le fleurissant, le côté patriarcal, bonhomme et rond de son vieil ami et lui faisait dire des choses qui, perfidement isolées, pouvaient porter le trouble parmi les chefs les plus en vue.

En ce qui concernait Paris, l'officier qui avait documenté le parfait journaliste n'hésitait pas à lui faire conter d'une manière inattendue le récit de l'offensive de septembre, après avoir omis que le *G. Q. G.* l'avait déclarée, le 2, *impossible* sur la Marne :

— Il avait été, racontait le guide, constitué dans la région d'Amiens, c'est-à-dire sur le flanc de la ligne d'invasion, une armée *demeurée inconnue de tout le monde, même de l'Allemand et de l'Allemand surtout*, jusqu'au jour où, concentrée et s'ébranlant à la voix du généralissime français, cette armée de Maunoury « poussa du coude » si brus-

quement et si violemment le Teuton qu'elle le rejeta comme il fallait *sur nos lignes de la Marne.*

Comment!... l'Armée de Maunoury, décimée au feu sous Amiens, à Saint-Just, entre Creil et Verberie, vers Barbery-Borest, à Senlis-Villemétré, etc., etc. — cette armée ardente et malheureuse était *inconnue de tout le monde, surtout de l'Allemand!*... Et c'est le généralissime qui l'avait *concentrée et jetée sur Von Klück!*... Et elle l'a poussé du coude si brusquement, qu'il fut *rejeté sur nos lignes de la Marne !!!...*

L'officier qui documentait ainsi notre journaliste-major l'aurait-il donc pris pour un feuilletoniste rocambolesque? Car l'écrivain de ces lignes est trop scrupuleux, trop honnête, surtout quand il parle de stratégies qui lui sont radicalement étrangères, pour avoir mal reproduit ce qu'on lui disait à Chantilly.

S'il eut connu les ordres du G. Q. G. et de Paris pendant les journées de l'Ourcq, comment aurait-il, lui aussi, omis le nom et les initiatives libératrices de Gallieni, « commandant en chef des Armées de Paris, y compris celle de Maunoury, du 1er au 11 septembre? »

Le commandant Viaud (Pierre Loti) nous annonce l'attaque des Dardanelles et la déplore avec ceux d'entre nous qui connaissent le sinueux couloir aux eaux torrentueuses de Nagara et de Gallipoli. Sa sympathie pour les Turcs, dont nous n'avons pas su nous faire des alliés et des amis,

lui laisse judicieusement prévoir des désastres stériles et du temps cruellement perdu.

Très estimé du Gouverneur, qui rend justice à ses qualités militaires et à ses dons supérieurs, Loti défend avec passion le plan de Briand et de Gallieni d'une diversion par Salonique, comme ils continuent à la demander depuis trois mois. Mais on ne veut pas, on ne peut pas constituer cette armée de manœuvre pour le Sauveur de Paris. Et on lui offre... le commandement de la 6e Armée, immobilisée sur le front, au nord de la Capitale, dès que Maunoury, grièvement blessé au visage, est contraint de l'abandonner.

Les meilleurs amis de Gallieni lui conseillent de refuser, même les membres du Gouvernement, mécontents et indignés à l'idée de voir le vainqueur de l'Ourcq succéder à l'un de ses subordonnés de septembre dans le commandement d'une armée dont les unités ont encore fondu sous la stérilité meurtrière d'un secteur assiégeant et assiégé.

Comment le successeur éventuel du généralissime eut-il pu, sans déchéance, accepter d'être mis à la tête de la plus petite des armées du front, quand ses « conscrits » de 1914, au Conseil supérieur de la Guerre, y commandaient déjà des « groupes d'armées »? Et quel rôle eut-il pu jouer, digne de lui et de son passé, à monter la garde, durant des mois, des années peut-être, derrière Soissons impuissant à rompre le cercle de Pasly?

Plus tard, certains détracteurs du Maréchal tenteront de lui faire un grief de ce refus. Succéder au valeureux Maunoury, d'après eux, c'était encore un honneur et même une gloire. Certes, si la 6e Armée eût pu manœuvrer contre l'ennemi, Gallieni en aurait accepté le commandement avec allégresse; mais pour ne constituer qu'un des maillons — et le plus menu — de la chaîne tendue de Nieuport à Nancy, mieux valait encore garder le Gouvernement militaire de Paris, où l'administration du Chef pouvait, tout au moins, intensifier les fabrications de guerre, le ravitaillement du front, le renforcement des ouvrages et des batteries entre l'Hautie et la Seine, en amont de Paris, toujours à cent kilomètres de l'envahisseur, casematé sous la terre.

Dans la nuit — admirable mais très noire — du 20 mars, les Boches, exaspérés par la capitulation de Przemysl, envoient quatre zeppelins survoler la région de Paris; l'un d'eux, traversant notre ciel du Nord-Ouest au Nord, éclairé par les projecteurs, canonné vigoureusement par les batteries de la défense aérienne, atteint par les canons du Mont-Valérien, poursuivi par les obus traçants du lieutenant Broca, au Trocadéro, est contraint d'abandonner Paris sans avoir pu le bombarder.

Nous devions apprendre plus tard que le monstre, mitraillé par nos artilleurs, était allé tomber, au petit matin, à Guignes, à cinq kilomètres de Saint-Quentin, tandis qu'un autre,

canonné par le poste des Alluets et piquant du nez, n'avait eu que le temps de rebrousser chemin avant d'avoir franchi nos murs et d'atterrir en toute hâte derrière son front.

Gallieni, toute la nuit, était demeuré au standard central de son P. C. donnant ses ordres par téléphone et suivant sur la carte les évolutions des mastodontes, signalées par les guetteurs lointains.

Toute la population parisienne, imprudente et émerveillée d'avoir, sous la retombée périlleuse des éclats d'obus, assisté au féérique spectacle de la poursuite et du bombardement, apprenait ainsi, le lendemain, que Gallieni avait su la préserver d'un désastre longuement prémédité en entourant la capitale de 17 sections d'artillerie, constituées par des pièces de 75 sur plates-formes spéciales, flanquées de mitrailleuses et de projecteurs, sans compter la Tour Eiffel, armée aussi de 4 canons de 37; 36 officiers, 83 sous-officiers, 118 brigadiers, caporaux ou quartiers-maîtres et 800 canonniers, sapeurs ou matelots formaient notre petite armée contre les aéronefs, avec, seulement, une douzaine d'avions, toujours prêts, au Bourget, à s'élancer dans le ciel.

A cette époque, le C. R. P. comptait, en outre, 58.281 fantassins (4 divisions territoriales), 24.116 artilleurs, 7.486 soldats du génie, 20.461 hommes des troupes spéciales (gardes-républicains, forestiers, douaniers, aviateurs, pom-

piers, etc.) — soit 110.524 mobilisés, avec 1914 officiers.

En dehors de ces troupes, les dépôts — qui ne sont pas sous les ordres du Gouverneur — totalisent 51.763 soldats que nous devons ravitailler. Nos avions — en dehors des 140 de la réserve de Chantilly, à laquelle nous ne pouvons toucher sous aucun prétexte — sont au nombre total de 18 (dont 13 en bon état), avec 16 pilotes et autant d'observateurs. Le service de santé, enfin, sous les ordres vigoureux et clairs de l'inspecteur général Février, compte 22.990 lits occupés et 10.510 disponibles.

On annonce que les pirates allemands ont torpillé et coulé, par jalousie sadique, le paquebot *Lusitania*. Des centaines de victimes, surtout des enfants et des femmes, ont atrocement péri.

Une clameur d'horreur s'élève dans le monde entier. Comment, en présence de crimes aussi monstrueux, peut-il y avoir encore dans l'univers une nation « neutre »?...

Léon Bourgeois est venu réclamer au G. M. P. un laissez-passer; il cause avec le Chef pendant quelques minutes. Je lui ai demandé, en l'accompagnant dans le dédale de nos couloirs, s'il connaissait tous les détails des combats sur l'Ourcq pour en parler avec une précision si rare chez nos politiques; et mon ancien patron — j'ai été son secré-

taire, rue de Grenelle, un jour ou deux — m'a très finement répondu :

— Ce qu'a été la bataille de l'Ourcq, le voici : tout était perdu — ou paraissait l'être. Une corde flottait, inerte, à la merci de l'ennemi; elle ne tenait plus à rien. Cette corde, une main l'a saisie, a fixé un clou dans le mur, l'y a attachée et l'a tendue brusquement. Tout ce qui était sur son trajet a été, d'un seul coup, rejeté au large. C'est la bataille de la Marne. L'homme qui a fixé le clou et tendu la corde, c'est le général Gallieni.

J'ai cru devoir, à l'insu de tous, informer le ministre de la Guerre d'une anomalie singulière, déjà soulignée par nos officiers : Gallieni est *le seul* des chefs d'armées ayant combattu sur le front qui n'ait pas reçu la croix de guerre.

M. Millerand, très étonné, a bien voulu me remercier de mon initiative — assez peu militaire, même pour un capitaine territorial — et propose immédialement le Général au G. Q. G. pour cette distinction, qui ne vaut que par son libellé. Le plus simple aurait dû, sans rien discuter ni offenser personne, indiquer seulement que notre Chef, « Gouverneur militaire de Paris, commandait en chef les armées de Paris pendant la bataille de l'Ourcq. »

Peut-être quelques lignes auraient-elles pu esquisser, en outre, les services essentiels rendus à la Victoire par le futur Maréchal. Mais les rédacteurs et les annalistes officiels de Chantilly veillaient. Puisqu'il fallait, cette fois, imprimer le nom de

Gallieni, force leur était d'éditer une notice soigneusement limitée aux services que l'on voulait bien accorder au Général devant l'Histoire. Après une longue journée de collaborations et de ratures, *l'Officiel* du 1er octobre nous apporte le texte suivant :

— Est cité à l'ordre de l'Armée le général Gallieni, Gouverneur militaire et commandant du Camp retranché et des Armées de Paris et placé, le 2 septembre 1914, sous les ordres du commandant en chef, a fait preuve des plus hautes qualités militaires :

En contribuant par les renseignements qu'il avait recueillis à déterminer la direction de marche prise par l'aile droite allemande;

En orientant judicieusement, pour participer à la bataille, les forces mobiles à sa disposition (e Armée) (*sic!*);

En facilitant par tous les moyens en son pouvoir l'accomplissement de la mission assignée par le commandant en chef à ces forces mobiles.

A partir de la cinquième ligne — qui eût dû prudemment clôturer le tout — ce texte pêche par omissions capitales, ne mettant en lumière que d'infimes détails, pour murer dans l'ombre toute la gloire du « Sauveur de Paris ».

— C'est la citation d'un capitaine de cavalerie en mission d'éclaireur! jette un de nos Ministres. Soyez tranquille : ce libellé sera complété, raccourci et rectifié.

— Tant que nous n'avons pas bouté les Boches hors de France, coupe le Gouverneur, rien de tout cela n'aura aucune importance. Après, nous verrons...

Il est, au demeurant, convaincu que le généralissime n'est pour rien dans cette rédaction.

— Quand, après la Guerre, la section historique publiera les « documents officiels » centralisés au Ministère, nous disent aujourd'hui les annalistes hostiles, tout le monde sera bien forcé de s'incliner devant les textes.

Aucun, cependant, des « témoins » du G. M. P. ne s'inclinera jamais devant ce libellé. On ne manquera pas, sans doute, de le mettre en évidence, dans le dossier Gallieni.

Mais les rédacteurs brevetés de Chantilly ne sont-ils pas, précisément, les contrôleurs de la section historique? Ou, s'ils n'y sont plus, n'y ont-ils point épinglé leurs « preuves »?

Comment, dès lors, tenir pour démontrées des « vérités historiques » rédigées avec tant de parti-pris et dont Jean de Pierrefeu[1] lui-même, historien officiel du G. Q. G. a dit, avec une loyauté qui l'honore :

— « Les débats secrets à la Chambre, mille dépositions recueillies, *les discussions de Gallieni avec le G. Q. G. enfin tout ce qu'il nous a été possible de voir de nos yeux*, tout cela *n'existe pas!* L'État-Major avait tout réglé, tout prévu et sa satisfaction est complète!!

« Voilà comment on écrira l'histoire dans cinquante ans, quand, les témoins étant morts, les

1. Jean de Pierrefeu : *G. Q. G. secteur 1.*

historiens consciencieux, désireux de remonter aux bonnes sources, liront les archives de l'État-Major! Crions-leur tout de suite : « Casse-cou ! » Mettons-les en garde contre *cette vaste entreprise d'atténuation de la vérité que j'ai vue s'accomplir, jour à jour, sous mes yeux...*

« Certes, je ne marchande pas les éloges à l'État-Major; mais quand à adopter sans examen critique *les papiers officiels du temps de Joffre* et de Nivelle, *jamais!* Il m'en est trop passé par les mains pour n'être pas fixé et j'en ai trop écrit moi-même... La venue de Pétain n'a pas pu arrêter le travail des bureaux et le jeu de l'antique solidarité guerrière. Il eut fallu changer *l'esprit des brevetés;* mais de cela nul n'était capable. »

Nous ne pouvons que dédier ces lignes éloquentes et courageuses à ceux qui, de bonne foi ou non, ont longtemps nié la gloire réelle de Gallieni.

***

Après la démission de M. Delcassé, un membre du Gouvernement nous annonce le départ imminent de M. Millerand, résolu à laisser sa place à un militaire. C'est le nom de Gallieni qui réunit tous les suffrages.

Le Général, qui a détesté la « politique » toute sa vie, objecte son « usure », le délabrement de sa santé, la nécessité de subir une opération légère pour se rétablir tout à fait. Mais les événements

sont plus forts que ses scrupules; agent de liaison assez bousculé entre le quai d'Orsay et le lycée Duruy, je ne sais plus à qui entendre.

Mais quelques oppositions, sournoises ou directes, ont raison de la résistance du Chef : le 29 octobre 1915, le ministère Briand succède au ministère Viviani : Millerand est remplacé, rue Saint-Dominique, par Gallieni, qui vient, à dix heures du soir, d'accepter — sans allégresse — la lourde et périlleuse tâche de réorganiser la haute administration de l'Armée.

— Dans la voiture qui nous ramène au lycée Duruy, vers sa chambre de nonne et d'institutrice, j'ai voulu, le premier, féliciter le nouveau ministre de la Guerre. Il a eu un geste affectueux et grave :

— Pourvu que ma santé et mes forces ne me trahissent pas! me dit-il, soucieux. Enfin, je ferai mon devoir *jusqu'au bout.* Mais vous êtes bien content : voilà des années que vous me poussiez là.

— Il y a onze ans, mon Général, ai-je précisé (en lui montrant sa lettre après être rentrés chez lui) que vous m'avez écrit, le 8 décembre 1904, à la veille de quitter Madagascar : — « ... Votre affection rêve pour moi, je le vois bien, de hautes situations politiques, comme le ministère de la Guerre. Je ne me sens pas fait pour ces positions élevées, dans lesquelles il faut user son temps et ses forces parmi des intrigues et des discussions perpétuelles, sans pouvoir jamais rien faire d'utile. Je ne m'effraie pas des difficultés ni du travail, mais à condition d'aboutir et de pouvoir mettre sur pied quelque chose qui dure et qui vaille. Or, croyez-vous que ce soit possible aujourd'hui, surtout sur le terrain militaire?... J'aime mieux un commandement actif : je ne suis, au fond, qu'un soldat. »

— Comme c'est toujours vrai! a murmuré le Chef avec

mélancolie. Qu'est-ce que je vais faire, en pleine Guerre, dans la politique?

— Ce n'est plus de la politique; c'est de la Défense nationale.

— Voilà ce que vous me répétez tous, depuis huit jours, pour me faire accepter cette charge. Pourvu que mes forces ne me trahissent pas!...

Et je vois repasser sur le visage émacié, mais toujours énergique, l'ombre d'un doute qui me frappe et d'une tristesse déjà résignée[1].

1. *Guerre et Théâtre* (P.-B. Gheusi), page 234.

VII

GALLIENI MINISTRE DE LA GUERRE

Il faut, pour saisir le labeur quotidien de Gallieni au ministère de la Guerre, suivre, pas à pas, le livre que MM. Marius et Ary Leblond — l'un d'eux, sergent territorial, était son secrétaire, chargé de mettre au net toutes ses notes et d'en rédiger avec précision le résumé — ont publié, après sa mort, en deux volumes de haut relief et de réalités, sous ce titre : *Gallieni parle.* (Albin Michel, 1920.)

C'est le récit varié et verveux de la lutte du Chef contre ses vieux adversaires, *les bureaux*, la routine louis-philippique, les errements en ciment armé du temps de paix, les abus de pouvoirs criminels en de pareilles conjonctures, les empiétements de tout le monde sur le terrain où le ministre de la Guerre eut dû demeurer le Maître obéi.

A mesure que les forces physiques de Gallieni décroissent, son âme et sa volonté tendent tous

leurs ressorts contre *l'anarchie*. Secondé par son chef de cabinet, le fidèle colonel Boucabeille, aidé d'une poignée d'officiers résolus et clairvoyants — comme le lieutenant-colonel Eychène, le héros des zouaves à la Maison du Passeur — le Ministre combat les erreurs les plus graves, réforme les services en désordre, condense les éléments d'une réorganisation salutaire qu'on lui a confiée un an trop tard.

Il sait obtenir du Parlement — toujours tumultueux, mais conquis — l'appel prématuré de la classe 1917, limiter le temps que les députés lui font perdre, l'un après l'autre, réduire le nombre effroyable de leurs lettres de recommandation. En trois mois, le Ministre ne devait plus en recevoir *que* 17.073!

Interpellé pour des broutilles, Gallieni répond brièvement, sur un ton de froideur polie, mais avec une tranchante netteté. Au Sénat, il déchaîne des ovations insolites avec une simple phrase :

— « La France, il y a dix-huit mois, voulait la paix pour elle et pour les autres. Aujourd'hui, elle veut la Guerre. »

Il a, dans une improvisation d'orateur qui se révélait tout à coup, développé cette pensée avec un bonheur rare; le Sénat, par acclamation, votait l'affichage.

Mais les succès de tribune du Ministre ne réconfortaient pas le grand soldat : il se sentait de plus en plus atteint dans ses forces vitales.

— Je n'en puis plus, nous disait-il, au sortir de ces luttes stériles. J'ai eu tort de venir ici. Maintenant, mon devoir est d'y rester et de tenir, jusqu'à ce que je tombe.

Un souci poignant hante ses insomnies : l'état des défenses de Toul et de Verdun l'inquiète, surtout au moment où la menace des Allemands du Kronprinz paraît préparer un choc de rupture du front. A ses questions précises, le G. Q. G. a répondu nerveusement que tout était prêt, devant Verdun, ou sur le point de l'être; et Chantilly se plaint avec hauteur des dénonciations d'officiers parlementaires qui lui valent de pareilles demandes :

J'ai besoin de la confiance entière du Gouvernement. S'il me l'accorde, il ne peut ni encourager, ni tolérer des pratiques qui diminuent l'autorité morale indispensable à l'exercice de mon commandement et faute de laquelle je ne pourrais continuer à en assurer la responsabilité.

Le Gallieni de Diana, de Lang-Son et de Tananarive n'aurait pas manqué de prendre au mot le chef responsable irrité et de le remplacer aussitôt, fût-ce personnellement. Mais il n'est pas seul : la Politique l'enserre — la maladie aussi, qui fait remonter en lui tout le fatalisme d'Orient qui, jadis, n'avait pu amollir son génie latin.

— Les armées du Kronprinz ont besoin d'une victoire dynastique, observe-t-il avec cette vision de l'avenir qui fut toujours la marque de son esprit. Elles accumulent un matériel formidable derrière

la Meuse. C'est là qu'il faut veiller et organiser. J'espère que le haut commandement, après sa véhémente réponse, aura fait le nécessaire.

Au Parlement, où il est trop souvent appelé pour y perdre des heures, il n'use d'aucune des habiletés habituelles pour parer les coups. Il riposte, parfois avec dureté; mais les députés, loin de lui en vouloir, l'entourent de confiante estime.

Courtois, toujours maître de lui, Gallieni a des façons à lui de regarder dans les yeux les parlementaires de mauvaise foi — il y en a — sans leur répondre. Il fait aux « embusqueurs » une si rude guerre — car, sans eux, il n'y aurait pas d'« embusqués » — que certains d'entre eux s'évertuent à le prendre en faute.

Un député pyrénéen, grand ami de Chantilly cependant, ose, un jour, accuser le Ministre d'avoir, auprès de lui, laissé démobiliser tel officier de complément, malgré la loi Dalbiez, alors que « l'on refuse à des ouvriers, à des agriculteurs et à des industriels le moindre sursis ».

Le Général pourrait riposter : cet officier, inapte, a plus de 50 ans; son congé rend un service capital à une industrie nationale, qui fait vivre 1.500 personnes et, engagé volontaire, il a été mobilisé aux heures graves de l'Ourcq et de la Marne, comme ses cadets, tandis que l'interpellateur, plus jeune, était à Bordeaux.

— Criez lui donc ça! dit son collègue Dalbiez.

C'est « un farceur et un couard », de qui vous allez obtenir toutes les platitudes!

Et il ajoute, en parlant de son imprudent collègue :

— C'est une diversion toute personnelle; car sachez bien qu'il représente ici l'arrondissement-frontière qui compte le plus grand nombre de déserteurs en Espagne!

D'un geste, Gallieni écarte le débat et dédaigne l'agression truquée.

Trois académiciens sont venus me prier de décider le Général à se présenter sous la Coupole; il est déjà membre correspondant de l'Institut. Sans railler une offre qui l'honore, il me demande d'en reparler — dans un ou deux ans — à ses petits enfants, après la Guerre.

On voudrait le voir aller visiter, dans la zone combattante, les hommes et les cantonnements.

— Je n'irai jamais, affirme Gallieni. Ce n'est pas ma place; ma fonction de toutes les heures est ici. La tournée d'un ministre de la Guerre, même soldat, aux avant-postes ne peut qu'y créer la confusion et y faire tuer inutilement du monde. L'agitation qu'elle y provoque n'échappe pas aux guetteurs ennemis, observateurs ou espions. Les rafales de mitraille qui la suivent sont sans péril pour le Ministre : il est déjà passé. Mais les troupes qui viennent de le saluer et même de l'acclamer sont meurtrièrement arrosées d'obus. Tout cela pour la satisfaction de faire des mots « historiques » à l'usage des journalistes ou de goûter la soupe des « cuistots » devant une nuée de photographes. C'est trop cher et, décidément, inutile.

Le 1er février 1916, vacarme à la Chambre pour

les marchands de vin de Marseille. Gallieni, fidèle à la lutte de toute sa vie contre l'alcoolisme, a, malgré les députés des Bouches-du-Rhône et une coalition de leurs collègues, prisonniers électoraux des débitants de spiritueux, maintenu la suppression de l'alcool et de ses empoisonnements dans les corps de troupe.

Humilié de venir perdre son temps, si précieux ailleurs pour la Défense nationale, en réponses à de basses interpellations « contre la fermeture des cafés de la Canebière », le Ministre tient tête aux dix-huit députés d'arrondissement qui l'assaillent à la fois et lui demandent de blâmer le général d'Amade, coupable, pour eux, d'avoir laissé mener contre les mastroquets de Marseille une campagne « criminelle, *antipatriotique* (!), organisée par des *médicastres*, *tempérants* et autres *scientistes*, pour *déconsidérer* certains produits de notre industrie et, particulièrement, *les spiritueux !* »

Le général Gallieni oppose à cette manifestation indécente en style primaire une attitude résolue à tout :

— Si vous ne me laissez pas m'expliquer, dit-il, je descendrai de la tribune. Vous me forcez à faire ici un métier qui n'est pas le mien ; vous me contraignez à vous dire que je suis, comme ministre de la Guerre, le gardien de la santé de nos soldats, territoriaux ou jeunes gens de la classe 1917, pour laquelle la Chambre et le Sénat ont été unanimes à demander les mesures les plus énergiques de préservation et d'hygiène. J'estime que les mercantis du front et les

débitants de boisson à l'intérieur sont les moins intéressants parmi les profiteurs de la Guerre. Je ferai tout ce que je pourrai pour mettre des entraves à leur action pernicieuse. Tans pis si leurs bénéfices de guerre ne sont pas ce qu'ils attendent! Ce sera au grand avantage de nos soldats et de notre race, — au grand avantage de notre armée et de notre pays.

Un tumulte odieux accueille ces fières et courageuses paroles, inouïes encore dans cette enceinte. On outrage violemment le général d'Amade. Et Gallieni, blessé de voir la Chambre approuver le jugement insolent des « bistros » de Marseille contre un chef qui s'est si bravement conduit aux Dardanelles, ramasse ses papiers, quitte la tribune et marche droit vers la sortie.

S'il franchit le seuil, c'est la démission du Ministre, entraînant, sans doute, celle du Gouvernement tout entier. Viviani, Léon Bérard et Guy Lavaud retiennent le Général indigné, l'adjurent de regagner son banc. Devant la gravité de son acte, Gallieni, lié par la solidarité ministérielle, comprenant aussi l'effroyable répercussion d'une décision aussi terrible, en pleine guerre et devant le pays, rentre dans l'hémicycle et regagne son banc au milieu d'une indescriptible ovation et d'une émotion unanime.

A la tribune, Gallieni dit simplement :

— J'ai toujours marché avec vous, parce que vous représentez le pays. Vous avez vu ma bonne volonté : je m'occupe des questions avec le désir de les résoudre et de vous donner satisfaction.

La Chambre l'interrompt dans une salve d'acclamations, lui crie son affection, sa confiance, vote à l'unanimité l'ordre du jour qu'il veut bien agréer et, toute atterrée encore de l'algarade qui vient de la mettre au bord d'un abîme, se demande avec angoisse quelles auraient pu être, contre un Parlementarisme discrédité, les représailles et les fureurs de tout le pays, si l'irrémédiable était sorti d'un aussi misérable débat.

Mais le coup est porté : nous le sentons tous, la fissure est définitive. Le Général, torturé de soins débilitants, est résolu à quitter le ministère dès la première occasion. Le fidèle commandant Poirot s'en alarme avec sollicitude.

Toutefois, le Chef fera son devoir *jusqu'au bout* de ses dernières forces. Après avoir tenté de réformer, en ce qui le concerne, les nécessités du temps perdu à la Chambre, il va s'attaquer à la refonte de l'Administration, ce « Parlement du papier », comme il l'appelle depuis longtemps. Déjà, les bureaux se révoltent sournoisement contre lui :

— Il ne s'imagine pas qu'il va nous mener comme ses Malgaches! ragent les potentats des directions.

Ils organisent « la rebellion par la passivité ». On sabote ses réformes; on crie à la dictature. En même temps se pose, devant la Chambre (interpellation Accambray), la question du Haut Commandement, celle de sa souveraineté au-dessus de tout contrôle gouvernemental. Gallieni défend

Joffre au nom des principes essentiels de la discipline. Mais il est visible que le Parlement, dans son énorme majorité, exige le remplacement du généralissime, trop personnel, trop jaloux de son autorité et de celle de sa « coterie ». Le dogme nouveau — pourtant si ancien! — de la suprématie du Gouvernement sur le G. Q. G. est fondé et signifié à Chantilly.

En même temps, Gallieni soutient, contre le généralissime, l'expédition de Salonique, examine lui-même la situation — souvent injustifiée — que le despotisme du G. Q. G. a faite aux 168 généraux « limogés » par lui, sous prétexte qu'ils n'ont pas réussi à exécuter un ordre trop fréquemment inexécutable. Il faut absolument disloquer l'État-Major, casematé dans sa tour d'ivoire depuis tant de mois : au front, les officiers de Chantilly! C'est bien leur tour — et leur métier! Faute de connaître le troupier, ils avaient, jusqu'alors, paralysé la Guerre.

L'interpellation d'Abel Ferry tend à pousser le Gouvernement à des décisions plus rapides : il ne faut pas, déclare le jeune orateur, documenté directement dans les tranchées du front, que le G. Q. G. soit un ministère, mais seulement un poste de commandement. Le silence de Gallieni acquiesce sans rien souligner.

Mais la grande voix des batailles domine et couvre toutes les autres : comme l'avait prévu et redouté Gallieni, les armées du Kronprinz,

renforcées à outrance et munies d'une artillerie « colossale », se ruent sur Verdun avec mission de l'emporter à tout prix.

Après un inévitable recul, nos armées héroïques, sous les ordres de Pétain, hérissent devant l'ennemi un mur réédifié sans cesse de poitrines humaines. Douaumont, pris et repris, est le centre d'une mêlée encore inouïe dans l'histoire.

Gallieni commence à tenir pour coupable l'inaction du Gouvernement dont il fait partie. Le G. Q. G. submergé, ignore ce qui se passe exactement, ce qui s'amasse autour de Verdun; les armées d'Allemagne ont, pourtant, l'ordre de le prendre, quoi qu'il en coûte.

Brusquement, le général de Castelnau avait résolu d'aller se renseigner lui-même, sur place. Il voulait partir dans la nuit; mais il était déjà dix heures. Impossible de déranger le commandant en chef.

Castelnau ayant insisté, un officier a « pris sur lui » d'aller réveiller le généralissime qui se fait expliquer la demande de Castelnau et lui accorde l'autorisation d'aller à Verdun, avec pleins pouvoirs.

Ce fut ainsi que le général de Castelnau, chef énergique, malgré le sacrifice de son sommeil, put, *sur le terrain*, se rendre compte d'une situation dont Chantilly n'avait pas une idée précise et *décider* que l'armée resterait *sur la rive droite* de la Meuse — et ne passerait point sur la rive

gauche, comme le préférait le G. Q. G. accoudé sur ses cartes, à tous les diables.

En même temps, Castelnau avait remplacé Herr par Pétain et pris les mesures qui, plus tard, devaient sauver Verdun, comme Paris avait été sauvé en 1914, *sur la rive droite* de la Marne, après révocation des premiers ordres de retraite du haut commandement. Et c'étaient presque les mêmes mesures salutaires, dans les mêmes termes géographiques, avec un singulier recommencement des mêmes résistances à vaincre chez les mêmes dirigeants, toujours à la dévotion des stratégies d'états-majors du temps de paix, comme si la Guerre ne leur avait encore rien appris.

Mais la ruée furieuse ne s'interrompt plus devant Verdun : la résistance de Pétain exaspère et affole l'héritier de l'empire boche : il joue sa couronne et la perd s'il échoue.

Tous les regards, chez nous, se tournent vers Gallieni. Il est le seul maître de l'heure — et de la décision. Or, voici précisément — au moment où il prend la résolution de guérir vite pour accepter sans doute le commandement suprême — que ses médecins nous confient et lui avouent à quel point il est malade.

— « Cette guerre sera longue encore, vient-il de dire à Leblond : il faut me soigner et retrouver des forces pour prendre, au besoin, *un commandement...* »

Ses veilles irritées, ses insomnies inquiètes et

l'assaut des Boches qu'il a tant prévu contre Verdun désemparent sa grande âme. Il est le ministre de la Guerre paralysé d'une guerre qui se soustrait à sa prévoyance et à ses prophétiques avis.

Le mardi, 7 mars, Gallieni se rend au Conseil des Ministres pour la dernière fois. Il y remet au Président de la République sa *Note sur le Haut Commandement*, au milieu de l'émotion générale. Le soir même, à 4 heures, il va, à l'Élysée, apporter sa démission à Poincaré et à Briand. Les médecins l'ordonnent : c'est une question de vie ou de mort. Le Ministre gardera, deux jours, le secret sur sa résolution, pour laisser à son Président le soin de le remplacer sans discussion ouverte.

Le 10 mars, enfin, mon vieil ami me fait appeler en hâte, rue Saint-Dominique. Il ne veut pas quitter Paris sans m'avoir revu. Je l'ai rejoint dans son cabinet, absolument vide de dossiers et de documents. Gallieni n'est plus, ce matin-là, qu'un malade affectueux et à bout de forces, assis dans un fauteuil de repos.

Pendant quelques instants, il aime à évoquer jusqu'à nos plus anciens souvenirs et, avec une insistance qui me frappe, celui de la générale Gallieni, morte la veille de cette Guerre où il aura si utilement usé ses dernières énergies. Dans quelques heures — c'est encore un secret — il va aller, à Versailles, se mettre entre les mains de ses chirurgiens.

Sa note sur le Haut Commandement est son testament militaire; car il n'admet pas d'avoir un intérimaire rue Saint-Dominique et entend s'en aller définitivement. Même guéri, il n'ira plus jamais remplir les fonctions qu'il abandonne avec un soulagement véritable.

Il a, depuis trois mois, travaillé, chaque jour, avec Boucabeille, cette note où sont condensées toute sa pensée et ses directives personnelles. Elles sont résumées ainsi :

— Des errements anciens ont amené le haut commandement à prendre, sous l'empire des circonstances les plus tragiques, des habitudes improvisées dont les effets subsistent encore. Au nom de la liberté d'action, indispensable, en effet, à l'exercice libre de la décision suprême et unique sur le front, le G. Q. G. montre une répugnance manifeste à se soumettre au contrôle central, même en matière d'administration. Il n'y a plus, en fait, pour le haut commandement, ni ministère de la Guerre, ni même Gouvernement : Chantilly commande, dirige et administre à son gré a vie matérielle de l'armée nationale, même quand elle domine et régit l'existence de tout le pays.

De là un pouvoir exorbitant, singulièrement contradictoire avec nos institutions démocratiques. Le loyalisme sûr d'un généralissime issu du peuple et fidèle à ses origines est au-dessus de tout soupçon de dictature; mais ses pouvoirs excessifs gênent, même pour lui-même, le gouvernement constitutionnel du pays.

De simple consommateur, le haut commandement, se substituant, en matière de gestion aux armées, au ministère de la Guerre, est devenu, à l'occasion, son propre constructeur et pourvoyeur. De là, confusion fatale des pouvoirs, substitution au Gouvernement régulier d'une sorte de Gouvernement irresponsable et sans mandat, retards funestes et gaspillages inévités.

« Il importe fort cependant, pense Gallieni, de tenir

compte à la fois des besoins de nos troupes en opérations et de ménager les ressources vitales du pays, tant pour assurer sa subsistance que pour préparer la reprise ultérieure de la vie économique. Actuellement la ligne de démarcation qui sépare la zone des armées de la zone de l'intérieur créé deux Frances dans la France; et celle qui est au delà de la ligne ne tient pas assez compte de celle qui est en deçà... J'ai dit — et je répète — que la Défense nationale n'est pas exclusivement fonction de nos armes; la lutte se poursuit ailleurs que sur le front : elle met en œuvre toutes les forces vives du pays et n'en doit négliger aucune. »

Et Gallieni, ayant indiqué les modifications nécessaires, prévoit que les règlements nouveaux seraient peu de chose si les hommes ne savaient se plier aux exigences du temps présent. Certes, il y avait lieu de tenir compte des services rendus quand le sort du pays était en jeu; mais il ne faut plus hésiter à frapper lorsque, comme ce fut le cas pour Verdun, l'attitude de quelques-uns prouvait qu'ils ne surent ni comprendre la guerre actuelle, ni s'adapter aux exigences des événements tout nouveaux, survenus depuis dix-huit mois.

Sur ce point précis, le général Gallieni conclut que non seulement la responsabilité du haut commandement, mais aussi celle du Gouvernement se trouvent engagées : il n'admet pas que la France puisse courir encore les risques d'une aventure comme celles des Hauts de Meuse sans que personne ait à rendre de comptes, « sinon quelques comparses ou des autorités infimes et subordonnées[1] ».

1. *Guerre et Théâtre*, page 266 et suivantes.

VIII

MORT DE GALLIENI

Le général Roques a remplacé Gallieni au ministère de la Guerre.

— « En somme — relève le colonel Boucabeille[1] — malgré oppositions et tracas, Gallieni a, en quelques semaines, réalisé ici, entre autres, quatre réformes capitales : 1° la réorganisation intérieure du ministère, par grandes régions (et non plus par armes); 2° l'institution du Conseil interallié (future base du haut commandement interallié); 3° la réglementation et le renouvellement du haut commandement français; 4° l'élaboration et la préparation de l'offensive de Salonique, capable de clore la Guerre. »

A Versailles, avant d'entrer à la clinique de la rue Maurepas, le Général s'est installé à l'Hôtel des Réservoirs, où viennent le voir ses amis,

1. *Gallieni parle* (Marius-Ary Leblond). Albin Michel, 1920.

Justin Godart, le plus fidèle de ses sous-secrétaires d'État, l'amiral Lacaze, le général Roques.

Kitchener vint le voir aussi; leur entretien fut, comme toujours, rapide et grave. Ces deux grands coloniaux, conquérants d'empires lointains, n'allaient pas tarder à se rejoindre dans la mort. Le Président de la République lui a fait également une longue et soucieuse visite.

— Plus tard, après la Guerre, dit notre malade, on rendra justice à l'énergie constante, au labeur obstiné, au caractère de Raymond Poincaré. On ne sait pas encore tout ce qu'il a fait dans le sens « national », au cours de cette guerre. Seul, le 7 mars, il m'a demandé un exemplaire de ma Note sur le Haut Commandement. Mes collègues s'en sont tous abstenus avec une sorte de terreur comique. Ils avaient l'air d'avoir peur qu'elle n'explosât soudain entre leurs mains.

Il parle gaîment de son opération, même à son vieil ami de toutes les heures, le général Weick. Roques, a été, comme moi, convaincu qu'il *savait* combien était hasardeuse l'opération qu'il allait subir.

— « A la veille de cette opération, a-t-il écrit, lorsqu'il dit adieu à ses petits-enfants, une larme tomba sur le front de son petit-fils et c'est à ce seul signe que ceux qui l'entouraient purent comprendre qu'il connaissait toute la gravité du danger au-devant duquel il marchait. »

Le 19 avril, il entrait à la maison de santé qu'il

ne devait plus quitter vivant; et il tint à se rendre à pied dans la salle d'opération. Quelques jours après la première intervention chirurgicale, il était debout et reprenait ses marches interminables autour du jardin privé de la clinique.

L'opération principale eut lieu le 18 mai 1916. Le professeur Marion, assisté du docteur Laval, effectua l'ablation d'une prostate hypertrophiée, de volume plus qu'anormal, conjurant enfin l'infection de la vessie, en passe d'être mortelle à bref délai. Les médecins se montrèrent rassurés : l'opération avait réussi, ce qui était prévu pour le grand praticien, émerveillé du stoïcisme de son patient.

Un seul point noir inquiétait surtout Laval : la faiblesse, l'usure du Général, malgré son endurance extraordinaire et son moral supérieur. Dans son étroit lit de fer, il souffre cruellement de sa plaie, sans une plainte, et calcule gaîment les heures qui le séparent de son retour à Saint-Raphaël, où il comptait aller accélérer sa convalescence. Mais c'est surtout la lutte formidable autour de Douaumont qui le préoccupe.

Deux jours après, plus pâle encore et plus affaibli, le malade alarme ses médecins; la famille et l'entourage, égayés par les propos enjoués du Général, ne manifestent aucune crainte. Le 21 mai, Gallieni, paisible et calme, exige que sa fille, anémiée par ses veilles à son chevet, aille passer à Paris quelques heures de détente. Quand

elle revient, une syncope grave a compliqué la convalescence du malade : une hémorragie interne a nécessité une intervention nouvelle; le sang de Gallieni, débilité par l'ascétisme de sa vie frugale de végétarien, ne lui infuse pas assez de force pour une réaction salutaire. Pourtant, sa volonté puissante est intacte; il lutte, par soubresauts, contre la somnolence qui l'envahit. Sa plaie chirurgicale est cicatrisée; mais sa faiblesse paraît s'aggraver d'heure en heure.

Le surlendemain, cependant, l'état du patient peut sembler stationnaire tant son énergie morale prolonge la lenteur de son affaiblissement général. Il ne parle plus de lui; mais il entend être tenu au courant des dépêches de Douaumont et de Verdun, seul souci qui l'obsède encore jusque dans ses assoupissements de plus en plus rapprochés. Les admirables médecins qui le soignent disputent pas à pas son existence à l'agonie; et, parfois, sa force d'âme sans égale leur laisse espérer un bon dénouement. Toutes les fois que le pouls du Général remonte et que son regard clair se pose sur les siens, ils le croient sauvé. Marion lui-même se reprend à espérer encore.

Cette lutte poignante contre la mort dure trois grands jours; celui qui ne l'a jamais redoutée la combat de toutes les forces de sa volonté, suppléant à l'inertie croissante de sa résistance physique par un prodigieux effort de son énergie. Muet, comme pour économiser sa vitalité, tendu

visiblement contre la syncope qui menace de l'emporter s'il s'abandonne à elle, Gallieni respire longuement, indiquant lui-même d'un signe le moment précis de lui apporter son ballon d'oxygène.

Les *Annales* ont publié, en 1917, les derniers feuillets de mon carnet de notes sur la mort du héros de Dio et de l'Ourcq. Il serait inutile d'y changer un mot :

25 *mai*. — Par la feuillure de la porte ouverte, à deux pas de lui, j'épie anxieusement le visage du Général. Il ne peut ni saisir mon regard, ni soupçonner ma présence, pas plus que celle de sa sœur, Madame Martin-Gallieni, accourue, de Saint-Béat, ce matin. La paupière se lève, plus lourde, sur un œil où commence à flotter la buée trouble de l'agonie; mais il fixe résolument ses enfants immobiles avec une expression de tendresse furtive où filtre comme un adieu.

Alors, tranquille, il demande son oxygène d'une voix forte, au timbre insolite, et paraît s'assoupir en respirant à longs traits. Ma conviction est faite : Gallieni sait bien qu'il va mourir et tient à le cacher aux siens.

Son masque puissant et osseux, aux sourcils touffus, son profil de grand oiseau royal, les vigoureux méplats de sa face émaciée, tout en lui évoquerait plutôt une vitalité de convalescent. Seule, la cire livide de ses joues a déjà revêtu le teint de

cendre morte qui ne trompe pas les veilleurs funèbres.

— Tenterez-vous encore quelque chose? ai-je demandé au docteur Laval.

— Nous lutterons *jusqu'au bout*. De temps en temps, le pouls remonte; tout autre, cependant, serait mort depuis hier : il n'a littéralement plus de sang dans les veines.

— Alors, la transfusion?

— Ce sera la tentative suprême du docteur Marion.

26 *mai*. — L'opération a été faite au petit matin. Marion, avec la simplicité d'un grand cœur, a donné de son sang au moribond.

La journée s'use, se traîne et meurt en alternatives de confiance et de détresse; vers le soir, le malade est redevenu calme; il respire plus doucement, les traits moins tendus :

— Il est sauvé! chuchotent les siens, le cœur battant d'espoir et les yeux pleins de larmes.

— Il ne lutte plus; il mourra cette nuit, me confie le docteur Laval, après s'être assuré que j'en ai, moi aussi, la certitude...

Samedi, 27 *mai* 1916. — Le général Gallieni est mort à une heure du matin. Au moment où son souffle, de plus en plus immatériel, allait expirer, il a redressé la tête, fixé, droit devant lui, la visiteuse invisible qu'il avait toujours attendue sans la redouter et, très calme, a rendu le dernier soupir

en se laissant retomber doucement, le visage vers le ciel, — comme un soldat frappé au cœur.

***

La mort de Gallieni laissait, à la tête de l'Armée, un vide irréparable. Son génie militaire, son esprit organisateur, toute sa vie de labeur et de succès le prédestinaient à un rôle capital dans la dernière période de la Guerre. L'austérité laborieuse de son existence, son isolement volontaire de toutes les douceurs matérielles des heures, en dépit des racontars imbéciles, qui tentèrent en vain d'épaissir autour de sa sauvagerie native quelques légendes de plaisantins éconduits, lui épargnaient l'infériorité des complaisances mondaines et du temps perdu.

Gallieni s'ennuyait partout où il n'avait plus à travailler. Nuit et jour, il ne pensait qu'à son pays, à l'armée, aux énigmes de l'avenir; il ignorait tout des disputes stériles, des potins d'état-major et des querelles de mots ou de personnes.

Après Verdun, guéri, rajeuni, il était appelé d'avance aux plus hautes initiatives. Tous les plans qu'il eût proposés alors étaient adoptés; c'était promis. Nos dirigeants les plus qualifiés s'étaient engagés envers lui à le suivre et à le seconder. Sans haine comme sans rancune, son cœur n'était ardent que de l'amour d'une gloire nationale digne de la France.

Il avait horreur des méchants et des méchancetés; sa bonté était naturelle et il se cachait pour faire du bien. Les remerciements l'embarrassaient. Pas rêveur, encore moins naïf, il avait une âme voyante d'enfant et de héros; le mal l'étonnait plus encore qu'il ne l'indignait. Une lettre anonyme le plongeait dans la stupéfaction; elle lui donnait, tout de suite après, l'idée d'agir, d'instinct, à l'inverse de son but.

Parfois, une boutade sans malignité détendait sa figure d'ascète et amorçait des plaisanteries, des dialogues qu'il ne tardait pas à rompre très vite en ordonnant de travailler. Il n'était jamais dissimulé; ceux qui le connaissaient devinaient sa pensée dans un mot, ceux qui l'aimaient dans un regard.

Très souvent, il parlait de sa maison, de son musée de Saint-Raphaël, entouré de vignes, comme de l'asile suprême où il irait mourir; mais, parfois, il laissait voir un doute venu de l'invisible : est-ce qu'un homme comme lui, toujours pionnier nomade au service de son pays, rescapé glorieux de tant d'embuscades mortelles, pouvait savoir où il irait finir?

La plupart des hommes d'État de la Guerre n'ont rien compris à son caractère; il les redoutait et se sentait dépaysé parmi eux : sans nos instances affectueuses il n'aurait jamais accepté d'être Ministre. Et peut être ne s'y est-il enfin résigné que parce que sa santé déclinante, ne lui

permettant plus d'être un soldat actif, lui laissait encore l'illusion d'être utile à la tête des bureaux administratifs.

Dix fois, cependant, avant même l'incident honteux des « bistros » de Marseille à la Chambre, il était rentré du Conseil des Ministres ou des commissions parlementaires en jetant son portefeuille sur la table et en nous disant qu'il en avait assez et qu'il démissionnait.

Mais il ne persistait guère dans son dessein dès qu'on lui prouvait quel tort immense il allait faire au Parlement et au Gouvernement.

Gallieni respectait toutes les religions et n'en pratiquait aucune; mais il avait pour les fidèles de tous les cultes une estime de Latin mystique et de réalisateur sans parti-pris.

Il expliquait souvent — on l'a vu surtout dans ses lettres de Madagascar — son impartialité déférente par sa vie coloniale, en contact avec toutes les religions du vieux monde. Jamais il n'a compris les persécutions confessionnelles, ni les suspicions des partis pieux ou athées.

Chez les fétichistes, il ne permit pas à ses soldats de bafouer les gris-gris les plus grossiers. Un jour, le meilleur de ses lieutenants pollua publiquement un marabout en ruines, vénéré par les musulmans soudanais; il le fit aussitôt rembarquer pour la France sans vouloir admettre ses excuses.

Il avait pour le général de Castelnau une haute estime professionnelle. Un politicien violent le

traita, un jour, devant Gallieni, de « capucin botté ». Le Gouverneur de Paris haussa les épaules et riposta, de son ton le plus coupant :

— Je ne vois aucun inconvénient à lui permettre d'aller à la messe, s'il préfère aller à l'église qu'à la loge maçonnique ou à l'Armée du Salut. Il veut être bon chrétien ; c'est son affaire. Mais il sait être bon général et je n'ai pas, moi, à en savoir davantage.

En 1914, le cardinal Amette, archevêque de Paris, fit demander à Gallieni l'autorisation d'entrer dans les hôpitaux de la capitale, en ornements sacerdotaux, pour visiter les blessés catholiques.

— Vous connaissez mes idées de neutralité absolue dans toutes les questions de cérémonies religieuses, dit le Gouverneur. Nous avons, en outre, à sauvegarder le principe même de « l'union sacrée ». Vous savez donc quelle est ma réponse.

— Celle-ci, je pense : l'archevêque de Paris pourra entrer dans les ambulances et y prodiguer les secours religieux aux blessés catholiques, s'il est accompagné, dans sa visite, par un des pasteurs du Consistoire, pour les soldats protestants, et par le grand-rabbin pour les israélites.

— Vous pouvez transmettre cette décision.

***

Aucun autre chef militaire n'aura, depuis les généraux légendaires, des proconsuls romains

à Bonaparte, inspiré plus de confiance à ses soldats et obtenu davantage de ses subordonnés. Il savait trouver le ressort caché des âmes et agir sur elles aux moments critiques.

Sur l'Ourcq, à l'instant où il donnait l'ordre de faire avancer coûte que coûte une division exténuée, le chef de ces troupes murmura, accablé :

— C'est impossible!

Gallieni, très doucement, lui mit la main sur l'épaule et lui dit, presque souriant, mais en le tenant sous son regard d'acier :

— Faut-il que j'aie entendu — et je vous relève tout de suite — ou que vous n'ayez rien dit — et vous marchez?

Le général D... — un des plus braves de l'armée — se redressa, étreignit le Chef et jeta ses hommes en pleine fournaise dans un élan victorieux.

Sa bonté pour les hommes les fanatisait. Quand le soldat Guillemard eut conquis le premier drapeau boche de Saint-Soupplets, Gallieni lui accrocha la médaille militaire sur le cœur et, lui serrant la main où il avait glissé un billet de banque, s'aperçut que le héros rustique allait pleurer devant tous et en avoir honte. Alors, pour le forcer à rire, le Gouverneur lui tendit les bras et lui dit à l'oreille :

— Embrasse-moi, grosse bête, et figure-toi que c'est une jolie fille!

Et le petit soldat, riant aux larmes, put garder ainsi sa figure de vainqueur.

Sa modestie était exagérée jusqu'à l'excès. Populaire à Paris sans l'avoir voulu, il s'esquivait à grandes enjambées, par une ruelle transversale, dès qu'il voyait venir sur lui un attroupement prêt à l'acclamer. Et il ne montait à cheval, de temps à autre, qu'entre les murs d'un manège ou dans le parc des Invalides pour éviter de parader, même par mégarde, dans une avenue fréquentée.

Sur son petit lit de camp, dans la clinique versaillaise de la rue Maurepas, en cette cellule d'ambulance, si simple et si pauvre, où la mort l'avait endormi, nous avons pieusement orné l'oreiller où reposait son admirable tête de soldat tué au service de son pays d'une jonchée de roses et de laurier.

***

La France a fait à Gallieni des obsèques nationales. Tout Paris est venu défiler, se recueillir ou pleurer devant son cercueil, aux Invalides.

Le 1er juin, après deux jours d'exposition devant la procession ininterrompue des Parisiens qui lui devaient tant, son corps a traversé la capitale, le centième jour de la bataille de Verdun, — c'était l'Ascension — au milieu d'un concours de peuple et de soldats en armes, menant des obsèques dont l'émotion et le spectacle grandiose ont évoqué et dépassé les souvenirs prestigieux des funérailles de Gambetta et de Victor Hugo.

Là, j'ai vu sangloter, confondus dans la foule sans que nous ayons eu la force de nous dire un mot, le président Mithouard, le général Bonnal, Pierre Loti, Boucabeille, le général Roques et tous ceux qui savaient et commençaient à dire — déjà moins combattus puisqu'il était mort, — que Gallieni avait sauvé Paris des Barbares et bien mérité de la Patrie.

IX

GALLIENI MARÉCHAL DE FRANCE

La « justice immanente » de Gambetta a vengé très vite Gallieni des jalousies dont furent meurtris ses derniers jours. Nous avons veillé sur les cendres glorieuses de notre Chef. A mesure que l'approche de la Victoire et ses lendemains lumineux nous aidaient à lui faire décerner « sa Part » devant l'Histoire, le nombre croissait, autour de nous, des fervents acharnés à fixer son rôle magnifique dans la préparation et la mise en marche de l'offensive triomphante sur l'Ourcq et sur la Marne.

Mais c'est surtout l'infaillible instinct du sentiment populaire, l'élan mystérieux et profond de la reconnaissance nationale qui ont tout emporté dans le torrent de leur enthousiasme et placé à jamais Gallieni au premier rang de nos grands chefs vainqueurs.

Déjà, le 16 janvier 1921, à l'inauguration du monument élevé au Général, à Saint-Raphaël,

le Président du Conseil municipal de Paris, M. Le Corbeiller, reproduisant les affirmations de son prédécesseur, M. Mithouard, aux obsèques nationales du 9 juin 1916, s'est écrié :

— En prononçant dans la cour des Invalides le plus noble discours qui, depuis l'oraison funèbre du grand Condé, ait glorifié la carrière d'un chef victorieux, il ne fut que le fidèle interprète de *la reconnaissance des Parisiens qu'il avait sauvés*... Nous lui élèverons un monument digne de cette reconnaissance, en un de nos lieux les plus sacrés, sur la place des Invalides, non loin de ce Quartier Général où il a vécu pour nous des heures tragiques et glorieuses. Ce monument portera seulement cette inscription : *A Gallieni, Sauveur de Paris.*

Et M. Autrand, préfet de la Seine, conclut, à son tour, son discours par ces mots :

— « Paris ne cessera pas d'être de cœur avec vous dans la garde que vous montez autour des cendres du soldat que le Destin avait choisi pour être, dans un péril extrême, *l'artisan de son salut.* »

M. Ernest Gay, syndic du Conseil municipal de Paris, justement soucieux de faire à tous nos généraux la part individuelle qu'ils méritent, n'en a pas moins précisé :

— « A la question, posée souvent : — Qui a gagné la première bataille de la Marne?... je réponds :

— Mais tous ceux qui y prirent part, depuis le

plus haut gradé jusqu'au simple poilu! Tous sont confondus dans la même auréole de gloire, d'héroïsme et dans le même sentiment de reconnaissance. Tous, dans un gigantesque effort, arrêtèrent l'invasion et sauvèrent Paris et la France. Ils ont bien mérité de la Patrie! Mais ce n'est diminuer personne que d'affirmer hautement ici que la *conception et l'initiative appartiennent à Gallieni.* »

M. Henri Galli, député de Paris, rapporteur de la Commission de l'armée, chargée d'examiner une proposition de loi de M. Boussenot, tendant à conférer, à titre posthume, la dignité de Maréchal de France au général Gallieni, concluait, devant la Chambre des Députés, le 24 mars 1921 :

— « *En sauvant Paris*, Gallieni, nous ne l'affirmerons jamais trop, fut, avec Joffre, *un des sauveurs de la France.* »

La Chambre — et le Sénat ensuite — ont donc voté, le 12 avril suivant, la proposition de loi en question. *A l'unanimité*, le Gouvernement était autorisé à nommer le général Gallieni, à titre posthume, Maréchal de France; et M. Raoul Péret, Président de la Chambre, tenait à dire, aux acclamations de tous :

— « La Chambre me permettra de constater l'unanimité de ses suffrages. Elle a voulu honorer

ainsi la mémoire du glorieux soldat *qui a su préserver Paris de l'invasion.* »

Nous pouvons donc convenir ici, nous tous, anciens et nouveaux amis du « Maréchal Gallieni » — oubliant à jamais, devant la Patrie reconnaissante, nos amertumes d'antan et jusqu'au souvenir de nos indignations du temps de guerre, après les dénis de justice des annalistes hostiles, aux débuts tragiques et splendides de la nouvelle épopée nationale — que nous supportons mieux enfin, vivants et les larmes aux yeux, l'apaisement et la sérénité du Chef, immobilisé pour toujours dans la mort, depuis que nous avons eu la joie et la fierté de lire, au *Journal Officiel* du 10 mai 1921, les lignes suivantes :

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Rapport

au Président de la République Française,

Paris, le 6 mai 1921.

Monsieur le Président,

La loi du 21 avril 1921 a autorisé le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de Maréchal de France au général Gallieni. Cet hommage a reçu l'adhésion unanime du pays, qui avait déjà salué dans le général Gallieni l'un de ses plus glorieux serviteurs. Après s'être illustré, au cours d'une longue carrière coloniale, par des initiatives et par une méthode dont l'honneur reste attaché à son nom,

cet officier général *joua, en* 1914, *un rôle que l'histoire a consacré :* il fut un des grands soldats de la bataille de la Marne. Enlevé trop tôt par un destin cruel, sans avoir connu le jour de la victoire définitive, le général Gallieni méritait d'y être associé par la plus haute dignité militaire. J'ai, en conséquence, préparé le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le Ministre de la Guerre,
LOUIS BARTHOU.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre de la Guerre,
Vu la loi du 21 avril 1921, autorisant le Gouvernement à conférer, à titre posthume, la dignité de Maréchal de France au général Gallieni,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — La dignité de Maréchal de France est conférée, à titre posthume, au général de division Gallieni (Joseph-Simon).

Art. 2. — Le ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 mai 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République.
Le ministre de la Guerre,
LOUIS BARTHOU.

Quelques mois après, enfin, le 21 août dernier, à Saint-Béat, dans le village natal de Gallieni, sous la présidence habile et dévouée du docteur Saint-Martin, pour l'inauguration de sa statue par Maillard, un ami du généralissime de 1914 et du Gouverneur de Paris, le sénateur Cruppi, président du Conseil Général, proclamait, aux acclamations de tous — lecteurs des polémistes hostiles compris — la vérité reconquise :

— Par un coup de génie et d'audace, Gallieni, en septempre 1914, a sauvé Paris... La catastrophe a été évitée par cet homme au front sévère, calme, méditatif et tout à coup capable de foudroyantes décisions.

Et le représentant officiel du Gouvernement présidé par M. Briand, dans cette cérémonie dont les patrons d'honneur étaient MM. Millerand, Deschanel et Poincaré, le délégué du Conseil des Ministres (en l'absence de M. Doumer trop souffrant pour voyager), M. Paul Laffont, concluait en ces termes sa harangue officielle, écho fidèle de nos anciennes pensées :

— Dans ces montagnes où, à travers les ruines des cités anéanties, flottent encore les illustres souvenirs des *imperators* romains, de Pompée, de Tibère, de Trajan, parmi ces ombres célèbres, la noble figure de Gallieni rayonne d'un éclat sans égal et les générations futures, défilant devant son effigie, se demanderont lequel fut le plus grand, des généraux de Rome qui couraient le monde à la poursuite de la gloire ou de ce général, fils du peuple, qui, par ses vertus civiques et militaires, sut reculer les bornes de la

renommée française au-delà des océans et sauver la capitale de la France de l'outrage de la barbarie.

Ainsi, par des voix officielles, impartiales et autorisées, la « part de Gallieni », désormais acquise à sa mémoire, est entrée dans l'Histoire et la gloire qu'il a conquise ne lui sera plus contestée.

INDEX DES NOMS CITÉS

TABLE

B — 2064. — Libr.-Impr. réunies, 7, rue Saint-Benoît, Paris.